

ANDREAS SEILER

# HISTOIRE POLITIQUE DU VALAIS

## 1815-1844

Traduit de l'allemand  
par GRÉGOIRE GHKA

### AVANT-PROPOS DU TRADUCTEUR

*Andreas Seiler, avocat à St-Moritz (Engadine), mort accidentellement le 23 juillet 1939, laissait dans sa succession le manuscrit d'une Histoire politique du Valais de 1815 à 1844, qui lui avait valu le titre de docteur utriusque juris à l'Université de Fribourg en Suisse. En octobre 1939, M. le Dr Hermann Seiler, de Zermatt, a publié cet ouvrage à la mémoire de son fils.*

*Il nous a paru utile de mettre à la portée du lecteur de langue française ce livre objectif, impartial, bien construit, qui comble une lacune de notre histoire nationale au début du XIX<sup>e</sup> siècle. M. le Dr H. Seiler nous en a accordé très aimablement l'autorisation ; nous lui exprimons ici notre vive gratitude. Toutefois,*

*nous avons jugé superflu, dans cette traduction française, de reproduire la bibliographie, les références et les annexes que l'on retrouvera aisément dans l'original ; nous n'avons maintenu que les notes explicatives.*

*Notre traduction n'a pu voir le jour que grâce à l'obligeance de la Société d'Histoire du Valais romand, à l'appui financier de quelques amis du Valais, et surtout de M. le Dr Hermann Seiler. Nous les remercions très vivement. Notre reconnaissance s'adresse également à ceux qui nous ont aidé de leurs conseils dans la mise au point de ce texte, en particulier à M. Jean Quinodoz, avocat à Sion.*

G. G.



*A M. Léo Hallenbarter,  
en témoignage d'amitié*

## PRÉFACE

L'histoire constitutionnelle du Valais de 1815 à 1844 représente une phase importante de l'évolution politique de ce canton, au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; elle s'accomplit dans le cadre du renouveau intellectuel, culturel et politique de la Confédération, qui prit sa source dans la Révolution française. La période de 1839 à 1844 fut d'une importance sans doute décisive pour l'achèvement ultérieur de cette évolution.

Notre ouvrage ne prétend ni être complet, ni offrir un exposé exhaustif des événements historiques de l'époque. Il n'existe pas d'ouvrage historique présentant une valeur scientifique, sur le XIX<sup>e</sup> siècle en Valais. Il nous fut donc impossible, dans les limites étroites d'un travail académique, d'épuiser toutes les sources dont nous disposions, ni de suivre toutes les ramifications des événements de politique intérieure ou extérieure.

Nous nous sommes encore moins efforcé de porter un jugement synthétique et objectif sur les événements, les personnes, les partis et les institutions politiques de l'époque. Notre ouvrage se propose essentiellement de dégager les événements historiques qui nous sont connus de toute idéologie partisane, et d'exposer objectivement ces faits dans le cadre de l'histoire contemporaine.

Nous nous faisons un devoir bien agréable d'exprimer notre vive gratitude au professeur Ulrich Lampert de Fribourg, à M. l'archiviste cantonal Léo Meyer, à Sion, au chanoine Dionys Imesch, à Sion, à M. Léo Hallenbarter, à Brigue, pour tous les encouragements et les lumières dont ils nous ont entouré au cours de l'élaboration de ce travail.

## CHAPITRE I

# Luttes du Bas-Valais pour parvenir à l'égalité politique de 1815 à 1840

Le 22 février 1798, les sept dizains du Haut-Valais avaient renoncé solennellement et définitivement à leurs droits de souveraineté sur le Bas-Valais et ils avaient reconnu que les habitants de la partie inférieure du Pays étaient un peuple libre. Mais ainsi que l'a écrit Bocard dans son *Histoire du Vallais*, il fallut encore plus de quarante années de luttes avant que ne s'établisse une véritable égalité entre les deux parties du pays sur le plan juridique et politique. Certes, la constitution du 30 août 1802, qui faisait du Valais une République indépendante sous protectorat des Républiques française, helvétique et italienne, garantissait l'égalité politique du Bas-Valais, car son article 32 posait le principe de la représentation proportionnelle pour les députés à la diète et accordait à chaque dizain le droit de nommer un député pour 2000 âmes. Mais cette constitution fut éphémère : le 12 novembre 1810, Napoléon incorporait le Valais à l'Empire français et en faisait un département soumis à l'organisation de l'Etat français.

La constitution du 12 mai 1815, qui sanctionnait l'entrée du Valais dans la Confédération, porte l'empreinte de l'époque réactionnaire qui suivit la chute de l'empire napoléonien. Le peuple appauvri et épuisé par les guerres continues, les occupations, les contributions, n'aspirait qu'à la tranquillité et suivit sans grand intérêt l'activité de ses dirigeants et la marche des événements politiques. Comme dans les autres cantons, les tendances conservatrices et réactionnaires se firent sentir fortement en Valais lors de la restauration de l'Etat.

Au cours des délibérations sur la constitution, les Haut-Valaisans réclamèrent des Alliés et de la Diète le maintien des sept anciens dizains, tandis que le Bas-Valais n'aurait dû en conserver que trois ; ils demandaient encore qu'on votât par dizain à la diète. Si la constitution de 1815 ne tint pas compte de ces vœux, elle ne garantit pas moins au Haut-Valais une prépondérance marquante sur la partie inférieure du pays, ce que les circonstances ne justi-

fiaient aucunement. On abandonna notamment le principe de la représentation proportionnelle des députés à la diète, et on décida que chaque dizain enverrait quatre députés (article 15). Comme les dizains supérieurs ou orientaux étaient au nombre de sept, alors que les dizains du bas ou occidentaux n'étaient que six, comme d'autre part l'évêque était toujours originaire du Haut-Valais depuis un temps immémorial et siégeait en diète où il disposait de quatre suffrages, le Haut-Valais l'emportait toujours sur le Bas-Valais. A cela s'ajoutait que l'activité législative de la diète avait été subordonnée au pouvoir exécutif du Conseil d'Etat : les conseillers d'Etat étaient de droit membres de la diète, en vertu de l'article 25 de la constitution cantonale ; or, l'article 27 de la même constitution prévoyait que trois conseillers d'Etat sur cinq seraient élus dans les huit dizains orientaux. C'était une nouvelle garantie pour la prépondérance des dizains supérieurs.

Cette manière de grouper les forces politiques ne correspondait aucunement à la répartition réelle du chiffre de la population : le Haut-Valais comptait alors 33 000 habitants en chiffres ronds et le Bas, 43 000.

C'est en outre dans la loi du 20 mai 1826 sur les élections communales et dézénales que se manifeste l'esprit réactionnaire de cette période de « restauration », ennemie de toute évolution démocratique. Cette loi prévoyait que les autorités communales seraient élues à vie, ou à longue durée (12 ans, art. 1, 10). Seuls seraient éligibles les candidats proposés par le conseil communal d'entente avec un nombre restreint de notables (art. 13, 15, 16). Le conseil communal désignerait aussi une liste sur laquelle seraient élus les juges de commune, et les notaires bénéficiaient de la préférence (art. 34). Quant aux conseils de dizains, ils se composaient des présidents de communes qui en étaient membres d'office, et de députés élus par les conseils de commune (art. 40). Les conseillers de dizains à leur tour nommaient les juges de dizains et les députés à la diète. Toutes ces dispositions écartaient le plus possible l'influence du peuple sur les élections, et assuraient à une minorité de magistrats, élus pour une longue période, tout le pouvoir dans les communes, les dizains et, en définitive, dans le canton.

Une réaction populaire, surtout dans la partie inférieure du pays, était inévitable avec le temps. En 1820 déjà, le dizain populaire de Sierre réclama une représentation en diète proportionnée au nombre d'habitants, mais on ne donna aucune suite à cette demande. Jusqu'en 1830, le pays connut une époque assez paisible<sup>1</sup>. Mais la situation se modifia lors de la révolution de juillet 1830 en France et de la chute de Charles X.

<sup>1</sup> P.-J. Kämpfen (*Freiheitskämpfe der Oberwalliser in den Jahren 1798-1799*, Stans, 1868, p. 180) présente cette décennie comme l'une des plus paisibles et des plus prospères de l'histoire contemporaine du Valais. Mais

Louis-Philippe d'Orléans, roi constitutionnel, répudia unilatéralement les capitulations militaires, licencia les deux gardes suisses et les quatre régiments suisses de ligne qui se trouvaient en France. Plusieurs Valaisans regagnèrent leur patrie. Ces personnes, pour la plupart, étaient dépourvues de moyens. Elles importèrent au pays des idées libérales et tentèrent de se créer une situation. Quelques-unes partirent au service de Naples, mais la plupart briguèrent des emplois ou des fonctions et prétendirent prendre part à la vie publique du canton.

Dans la seconde moitié de l'année 1830 et au début de 1831, les tendances démocratiques se firent jour en maints cantons suisses ; on revisa les constitutions cantonales, on accrut dans une large mesure les droits du peuple et on limita les compétences du gouvernement ; on sépara le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. En un mot, on jeta les bases de la démocratie représentative actuelle. Une évolution analogue se dessina en Valais à la même époque, mais elle se heurta à de graves obstacles. La situation était comparable à celle des cantons de Bâle et de Schwyz : de part et d'autre, les anciens pays sujets, en dépit de leur majorité numérique et des concessions formelles, demeuraient toujours en tutelle politique et réclamaient énergiquement l'égalité complète des droits et une participation au pouvoir. Les anciens pays dominants, qui avaient su reprendre au moment favorable, une partie des droits qu'ils avaient cédés, s'en tenaient à une interprétation formelle et restrictive d'une constitution vieillie. De part et d'autre, une conciliation pacifique était exclue et la médiation fédérale était sans utilité. La décision finale appartenait à la force armée.

Les premiers signes de mécontentement apparurent à Martigny, au début de 1831. Les sections électorales de cette ville avaient demandé au Conseil d'Etat l'abolition de la loi électorale du 20 mai 1826 et la promulgation d'une nouvelle loi consacrant la libre élection des autorités. Le Conseil d'Etat soumit à la diète le projet d'une nouvelle loi électorale lors de la session ordinaire de mai 1831 ; mais ce projet ne contenait que des modifications secondaires et ne tenait aucun compte des vœux exprimés. Les mécontents se soulevèrent à Martigny et dans quelques autres communes bas-valaisannes ; on planta des arbres de la liberté, symboles révolutionnaires.

Le gouvernement fit appel à la force armée : il envoya des troupes à Martigny, mais elles n'eurent pas à intervenir, car les

---

Rilliet de Constant, *Une année de l'Histoire du Valais*, Genève, 1841, p. 12, écrit au contraire : « ... après une épreuve de quinze années, en présence d'une administration détestable, qui n'avait réalisé aucune espérance ». Une brochure polémique anonyme de cette époque, *Le Valais sous la constitution de 1815*, Paris, 1839, éclaire vivement les défauts de l'administration et de la justice.

rebelles se soumirent promptement. La diète, convoquée en session extraordinaire, modifia la loi électorale sur quelques points : elle autorisa notamment la libre élection des conseillers communaux par les assemblées primaires, et ramena à 6 ans la durée de leurs fonctions<sup>2</sup>. Les fauteurs du soulèvement, qui avaient été incarcérés, furent relâchés quelques mois plus tard<sup>3</sup>.

La tension entre les éléments conservateurs et progressistes du Canton s'accrut lors des délibérations sur le projet Rossi de 1833 en vue d'une nouvelle constitution fédérale<sup>4</sup>. Avant la révolution de juillet en France déjà, et après surtout, des voix autorisées s'étaient élevées et avaient réclamé la revision du Pacte fédéral de 1815 dans le sens d'une centralisation accentuée. C'est le lucernois Casimir Pfyffer qui déclencha ce mouvement par son *Appel au Vorort fédéral de Lucerne, à l'occasion de la reprise des affaires de la Confédération*. Dans ce pamphlet, il prenait position en faveur d'un Etat fédératif, muni de compétences suffisantes et limitant la souveraineté cantonale. Il y eut de vives discussions dans la presse et un premier débat lors de la diète ordinaire de 1831. Mais huit cantons seulement se prononcèrent pour l'entrée en matière, tandis que les cantons primitifs et le Valais protestèrent expressément. On décida quand même à une faible majorité de soumettre la chose aux gouvernements cantonaux pour instruction.

Après les révolutions et les troubles de Neuchâtel, de Schwyz et de Bâle, la Diète, dans sa session du 17 juillet 1832, admit le principe d'une revision<sup>5</sup>. Une commission de 15 membres fut chargée d'élaborer un projet. Le 15 décembre, il était déjà rédigé et soumis à l'approbation des cantons. Mais cette œuvre, qui constituait une transaction entre les intérêts divergents des parties, se

---

<sup>2</sup> Une réforme complète du régime électoral ne fut mise sur pied qu'après la révolution de 1840.

<sup>3</sup> Ribordy (*Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, pp. 240 et suiv.) et Gay (*Histoire du Vallais*, 2<sup>e</sup> éd., Genève, 1903, p. 276) reprochent au gouvernement d'avoir pris des mesures trop sévères ; ils considèrent comme une comédie tout à fait superflue l'envoi de troupes à Martigny. L'exposé du Conseil d'Etat dans sa lettre au Vorort (mai-juin 1831) contredit cette thèse. L'opinion de Kämpfen (*op. cit.*, p. 182) semble objective : les mesures énergiques du gouvernement s'expliquent par les craintes que le Vorort avait exprimées ; il avait fait appel à la vigilance des cantons de Berne, de Vaud et de Genève, et avait encore envoyé, en qualité de commissaires, l'avoyer Montenach de Fribourg et le conseiller d'Etat vaudois Jayet, sans que le gouvernement valaisan eût réclamé son intervention.

<sup>4</sup> Ce projet a été attribué à tort à Rossi : ce professeur de Genève était membre de la commission de revision et avait rédigé un rapport commentant le projet définitif.

<sup>5</sup> 19 cantons l'adoptèrent, dont le Valais ; les instructions des députés valaisans portaient qu'ils ne devaient voter en faveur d'une revision que si la majorité des Etats prenait ce parti.

heurtà à l'opposition de ses partisans aussi bien que de ses antagonistes. Les uns trouvaient la centralisation trop faible, les autres, trop accentuée.

Les conservateurs repoussèrent le projet par principe, parce qu'il supprimait l'article 12 du Pacte fédéral de 1815 garantissant le maintien des couvents et de leurs possessions. Les cantons primitifs le repoussèrent avant même de délibérer à son sujet. Le Valais adopta une attitude analogue, bien que le gouvernement eût recommandé de ne pas procéder sans réflexion. La diète discuta le projet au cours de sa session extraordinaire de février 1833. Le Conseil d'Etat prit position contre lui dans un copieux message, mais déconseilla de le repousser sans examen. Il insista sur le fait que les cantons rejetants ne retireraient aucun avantage de leur absence ou de leur abstention lors du vote, et que la majorité des Etats n'en poursuivraient pas moins leur travail. On nomma une commission de 13 membres pour l'examen du projet, mais 7 d'entre eux se désistèrent en se référant aux instructions de leurs dizains, ajoutant que le Valais avait connu 18 ans de bonheur et de satisfaction sans nuage sous l'ancienne constitution. La minorité de la commission émit l'opinion que la Diète devait procéder au moins à un examen approfondi du projet, car il était du plus grand intérêt pour le canton de ne pas garder le silence lors des délibérations du projet à la Diète fédérale, mais d'y faire valoir ses intérêts politiques et économiques. Mais la diète se rangea à l'avis de la majorité de la commission et, le 2 mars 1833, passa à l'ordre du jour sans entrer en discussion sur le projet<sup>6</sup>.

Le même jour, 16 députés bas-valaisans adressèrent à la diète une note de protestation vigoureuse, rappelant qu'à la suite de cette décision, le canton allait se trouver dans l'impossibilité de participer, en diète fédérale, aux délibérations sur la révision du Pacte, et qu'il en résulterait fatalement une scission avec les autres Etats, car il subsistait le danger que la majorité des cantons n'opérasent tout de même la révision.

Par la suite, une grande partie de la population du Bas-Valais prit parti pour le projet de constitution<sup>7</sup>. Le 11 avril, une assemblée populaire fut convoquée à Martigny pour délibérer encore sur le projet. Mais le jour où les députations des communes du Bas-Valais voulurent s'y réunir, elles furent attaquées par une troupe de paysans en révolte. L'assemblée fut dispersée et ne put avoir lieu<sup>8</sup>. Le Conseil d'Etat ordonna une enquête sur ces incidents.

---

<sup>6</sup> Ribordy (*Documents...*, p. 284) estime que l'influence du clergé ne fut pas d'un petit poids lors de cette décision.

<sup>7</sup> Les conseils de dizains du Bas-Valais approuvèrent la note de protestation des 16 députés.

<sup>8</sup> L'opinion publique accusa le clergé du Grand St-Bernard, et particulièrement le prieur de Martigny, d'avoir provoqué cette agression.

Mais la diète, le 31 mai, décida d'user de son droit d'amnistie et de ne donner aucune suite à cette enquête.

Le problème de la représentation proportionnelle en diète revint alors au premier plan de la scène politique. L'article 15 de la Constitution de 1815, en vertu duquel chaque dizain disposait de 4 députés à la diète, sans égard pour son chiffre de population, excitait toujours plus le mécontentement des dizains populeux du Bas-Valais. Le 18 novembre 1833, les quatre dizains d'Entremont, de Martigny, de St-Maurice et de Monthey adressèrent au Conseil d'Etat un mémoire rappelant la déclaration d'indépendance de 1798 et ils réclamèrent que l'on revisât les articles de la constitution sur la représentation en diète. Ils voulaient que le chiffre de population servît de base aussi bien pour l'élection des députés que pour l'exercice du referendum.

Le mémoire soulignait que la constitution de 1815 n'avait été acceptée que par la diète, mais qu'on ne l'avait pas soumise à l'approbation des conseils dézéniaux ni communaux. Cette demande de revision fut présentée à la diète de novembre 1833 qui l'ajourna aussitôt<sup>9</sup>. On la réitéra au cours des années qui suivirent, mais sans aboutir à un accord. La diète l'ajourna *sine die*, prétextant que les temps étaient trop troublés pour que l'on envisageât de reviser la constitution.

Cinq ans plus tard seulement, au cours de la session de la diète de mai 1838, les dizains d'Entremont, de Martigny et de Monthey renouvelèrent leur demande de revision. Le Conseil d'Etat chercha un moyen terme : il proposa que chaque dizain conserverait ses quatre députés, mais qu'il enverrait encore un député pour chaque fraction de 1500 âmes dépassant le chiffre de 4000. La diète approuva ce projet par 28 voix contre 27. On n'atteignait donc pas les 39 voix requises pour modifier valablement la constitution<sup>10</sup>. De plus, cette proposition ne fut adoptée que par les 6 dizains occidentaux lors des votations qui suivirent dans les conseils de dizain : les 7 dizains orientaux la repoussèrent. Mais cette fois-ci, les dizains bas-valaisans ne se tinrent pas pour battus : le 26 octobre 1838, Entremont, Martigny et Monthey adressèrent une proclamation aux communes du Haut-Valais, demandant le principe de la représentation proportionnelle au chiffre de population et la revision de la constitution sur les points suivants : libre élection par le peuple des députés des dizains et de la diète ; suppression des privilèges de personnes consacrés par l'article 18 de la constitution ; séparation totale des pouvoirs de l'Etat ; réformes dans l'organisation judiciaire ; interdiction du cumul des fonctions ; per-

<sup>9</sup> Sur proposition du Conseil d'Etat et de la majorité de la commission.

<sup>10</sup> L'article 57 de la constitution de 1815 n'autorisait aucune modification constitutionnelle sans décision prise à une majorité de 39 voix au cours de deux diètes consécutives.



fectionnement de l'administration et de l'instruction publique ; répartition équitable des charges militaires sur tous les citoyens.

Le même jour, 26 octobre 1838, ces dizains renouvelèrent leur demande de revision auprès du Conseil d'Etat. Ce dernier soumit cette requête à la diète avec un message daté du 6 décembre, dans lequel il reconnaissait la justice du postulat de la représentation proportionnelle au chiffre de population, fondé sur les principes démocratiques, et recommandait son adoption. Deux mises aux voix redonnèrent une majorité de 29 contre 27 suffrages en faveur du projet : les 39 voix exigées par la constitution n'étaient toujours pas obtenues.

Quelques jours après l'ouverture de la diète de novembre, un « comité central » s'était formé à Martigny ; il s'assignait pour but de faire valoir les revendications du Bas-Valais. A son instigation, les députés des dizains inférieurs demandèrent aussitôt au Conseil d'Etat l'établissement immédiat du nouveau mode de représentation populaire proportionnelle au chiffre de population. Cette requête ayant été rejetée, ils se retirèrent alors de la diète et ne participèrent plus à ses délibérations ultérieures. Le Conseil d'Etat proposa alors à la diète une revision totale de la constitution et l'ajournement de la session jusqu'au 14 janvier 1839. Les travaux préparatoires de la revision seraient confiés à une commission de 13 membres, soit d'un député par dizain, et sans préjudice des droits de tous les intéressés. La diète accepta cette proposition le 14 décembre 1838<sup>11</sup>.

Le 3 janvier 1839, la commission de revision se réunit à Sion afin de délibérer sur les modifications constitutionnelles dont on avait exprimé le vœu. Mais les représentants des dizains de Conches, de Brigue, de Viège, de Rarogne, de Loèche et de Sierre déclarèrent d'avance qu'ils n'admettraient pas de revision si l'on n'acceptait pas d'abord par écrit 18 conditions que posait le Haut-Valais. Ils demandaient entre autres la division du canton en trois districts à peu près indépendants entre eux pour l'administration, le gouvernement et la représentation à la diète<sup>12</sup>. Les Bas-Valaisans, membres de cette commission, déclarèrent qu'ils ne sauraient accepter ces conditions. Ils sommèrent les Haut-Valaisans de par-

---

<sup>11</sup> La proposition du Conseil d'Etat a la teneur suivante : « Dans ce but le Conseil d'Etat propose à l'haute assemblée sans préjudice d'aucun droit des parties, la réunion d'une commission d'un membre par dixain qui s'assemblerait à Sion le 3 janvier prochain pour travailler de concert à un projet de révision dans lequel il serait autant que possible tenu compte des observations présentées par les dixains ; ce travail auquel présiderait le calme et la connaissance des vœux qui auraient été manifestés seraient soumis à la haute diète qui reprendrait ses séances le lundi 14 janvier. »

<sup>12</sup> Les commissaires observent à propos de ces conditions : « la ruine matérielle et politique du canton était préparée dans ces propositions ».

ticiper aux travaux de revision, tout en promettant de tenir bon compte de toutes les objections fondées. Mais les représentants du Haut-Valais se retirèrent et refusèrent dès lors toute tractation. Les députés des sept dizains occidentaux<sup>13</sup> poursuivirent néanmoins les délibérations et mirent sur pied, pour le 9 janvier 1839, conformément aux indications qu'on leur avait données, un projet complet de constitution révisée.

Entre temps, la nouvelle se répandait que les dizains de Monthey, de St-Maurice, de Martigny, d'Entremont et de Conthey avaient décidé d'abolir, pour cette diète déjà, l'ancien système de représentation, et d'élire chez eux un député pour mille âmes de population. Le Conseil d'Etat déconseilla aux dizains d'adopter ce procédé, car il n'appartenait qu'à la diète de fixer le mode de revision et de représentation.

Les représentants de ces cinq dizains occidentaux ne parurent pas moins en diète, le 14 janvier 1839, en nombre anticonstitutionnel. Le lendemain, le Conseil d'Etat leva la séance et suspendit la diète pour un temps indéterminé. Il déclara qu'il ferait appel à la médiation du Vorort. Les députés des dizains supérieurs quittèrent la salle des délibérations à la suite du Conseil d'Etat. Ceux des dizains de Monthey, de St-Maurice, de Martigny, d'Entremont et de Conthey, au contraire, continuèrent à siéger. Les députés de Sion et d'Hérens se joignirent à eux, de même que trois députés du dizain de Sierre, qui requièrent au préalable l'autorisation de leurs commettants<sup>14</sup>. Les députés s'intitulèrent assemblée constituante et commencèrent à élaborer une nouvelle constitution. Les dizains supérieurs protestèrent aussitôt contre cette assemblée, et, en date du 17 janvier, adressèrent au Vorort un mémoire dans lequel ils menaçaient de se scinder de la partie inférieure du pays. Pour sa part, le Conseil d'Etat avisa le Vorort, le jour même, de ces événements et sollicita une médiation fédérale. Le Vorort répondit le 26 janvier qu'en vertu d'une décision de la diète fédérale du 27 décembre 1830, chaque Etat de la Confédération était libre, en raison de sa souveraineté, de modifier la constitution cantonale sur les points qu'il jugeait nécessaire, pour autant que ces modifications ne fussent pas contraires au pacte fédéral. Il estimait, par conséquent, que la demande d'une médiation fédérale n'était pas fondée.

Par lettre du 1<sup>er</sup> février 1839, le Conseil d'Etat invoqua à nouveau la médiation du Vorort. Il déclara que l'assemblée constituante avait achevé ses travaux le 30 janvier, et voulait soumettre

---

<sup>13</sup> Sion s'était prononcé entre temps en faveur de la revision.

<sup>14</sup> 51 membres prirent part aux travaux de cette assemblée constituante ; ils représentaient plus de 50.000 âmes ; 25 à 26.000 habitants n'y étaient donc pas représentés.

la nouvelle constitution à l'approbation des communes. C'est alors que le Vorort désigna l'avoyer Schaller de Fribourg et le Landammann Baumgartner de St-Gall en qualité de commissaires fédéraux. Il leur donna pour instruction de s'opposer à toute séparation, à toute mobilisation, à tout projet de violence en Valais, de veiller à ce que les négociations en vue de reviser la constitution se passent dans la régularité, et d'insister enfin pour que l'on arrive à une représentation proportionnelle au nombre d'habitants.

Pendant ce temps, l'assemblée constituante avait effectivement mis sur pied un nouveau projet de constitution, qui tenait largement compte des vœux exprimés par les dizains inférieurs, sur la base du projet élaboré par la commission. On intitula ce projet « projet de constitution valaisanne ». Le 26 janvier, l'assemblée prit la résolution de le soumettre à la votation populaire et décida que toutes les abstentions qui ne seraient pas justifiées par la maladie ou les infirmités compteraient comme acceptations. La proclamation de l'assemblée constituante fut séquestrée dans le Haut-Valais. Les exemplaires que le Dr Barman, président de l'assemblée constituante, avait envoyés dans les dizains supérieurs, furent réexpédiés sans autre commentaire. La consultation populaire eut lieu le 17 février ; elle se passa sans incidents et donna une majorité de 9018 voix en faveur du projet, contre 1156 non<sup>15</sup>.

Mais seuls participèrent à cette consultation les dizains qui avaient envoyé des représentants à l'assemblée constituante, c'est-à-dire les dizains de la partie inférieure du pays.

Les 25, 26 et 27 février, l'assemblée constituante siégea de nouveau. Elle promulgua la constitution et fixa, conformément au nouveau système de représentation, les élections du Grand Conseil pour le 11 mars, et son entrée en fonction pour le 14 du même mois.

Sur ces entrefaites, les commissaires fédéraux arrivaient à Sion le 12 février. De tout leur pouvoir, ils s'efforcèrent de ménager une entente entre les deux parties du pays. Ils traitèrent d'abord avec les dizains supérieurs ; le 16 février, ils convoquèrent à Brigue une assemblée de députés des dizains haut-valaisans. Un grand nombre de citoyens se joignirent à ces députés. Les commissaires insistèrent sur les dangers d'une scission, sur la nécessité d'une représentation proportionnelle au chiffre de population et encouragèrent les dizains du Haut-Valais à s'unir à ceux de la partie inférieure du pays afin de délibérer en commun sur tous les points litigieux. Mais, le 18 février, les députés des dizains supérieurs répondirent qu'ils s'en tenaient à l'ancienne constitution et n'admettraient de modifications que dans les formes prévues par cette constitution. A la même date, les six dizains supérieurs réunirent 11 000 signa-

---

<sup>15</sup> En plus des 6972 suffrages affirmatifs réellement exprimés, on compta, en vertu du décret de l'assemblée constituante, 2136 abstentions.

tures en faveur du maintien de l'ancienne constitution<sup>16</sup> et adressèrent une protestation écrite au Conseil d'Etat.

Le 22 février, Schaller et Baumgartner adressèrent un appel à tout le peuple valaisan ; ils exhortaient les citoyens à sauvegarder l'unité politique du canton, et à reconnaître le principe de la représentation proportionnelle au chiffre de population. Au même moment, le Conseil d'Etat convoqua une assemblée pour le 26 février ; chaque dizain devait y envoyer deux représentants, et les commissaires fédéraux y étaient invités. Mais cette assemblée ne parvint pas à une entente. Les Haut-Valaisans n'entendaient collaborer à la réforme de la constitution que si l'on adoptait les conditions qu'ils avaient rédigées par écrit le 5 janvier, mais qu'ils avaient ramenées à 13 points depuis lors. Ils demandaient notamment la division du pays en deux districts distincts au point de vue financier, dont l'un comprendrait les dizains supérieurs et l'autre, les dizains inférieurs. Quatre sur cinq conseillers d'Etat seraient élus par les deux districts, à raison de deux chacun, et le cinquième, par la diète. Les représentants des dizains occidentaux repoussèrent ces conditions et l'assemblée fut dissoute.

Le 1<sup>er</sup> mars, Baumgartner et Schaller rédigèrent une nouvelle proclamation. Ils invitaient les dizains supérieurs à se soumettre à la constitution que la majorité du peuple valaisan avait approuvée le 30 janvier 1839, et à prendre part aux élections prévues pour le Grand Conseil. Mais le gouvernement refusa de publier cette proclamation, et les commissaires fédéraux durent y pourvoir eux-mêmes.

Les commissaires assistèrent encore à plusieurs assemblées populaires dans le Haut-Valais, à Sierre et à Loèche, afin de ménager une entente. Ils revinrent à Sion le 8 mars et, le lendemain, communiquèrent au peuple, dans une troisième proclamation, de nouveaux projets de médiation<sup>17</sup>. Mais tous ces efforts, toutes ces tentatives de conciliation demeurèrent sans effet. Les luttes politiques dans lesquelles était impliqué le Vorort de Zurich, à la suite de l'affaire Strauss, accrurent certainement la résistance opiniâtre du Haut-Valais. L'ancien parti du Valais attendait la chute du gouvernement du Vorort, dans l'espoir qu'il en résulterait un revirement politique favorable à sa cause.

---

<sup>16</sup> Seiler (*Die Anfänge der modernen Demokratie im Kanton Wallis*, Brig, 1921) met en doute l'exactitude de ce chiffre, et le *Rapport Principal*, p. 8, également.

<sup>17</sup> Seiler (*op. cit.*, p. 96) émet l'hypothèse que le Vorort aurait désapprouvé la proclamation catégorique des commissaires fédéraux, le 1<sup>er</sup> mars, d'où la « tendance régressive » de la proclamation du 9 mars. Mais l'exposé des commissaires, dans leur rapport principal, contredit cette manière de voir, car il ne mentionne aucune indication du Vorort à ce sujet.

Pendant ce temps, le Bas-Valais procédait aux élections du Grand Conseil. Ce dernier se réunit à Sion, le 14 mars, en assemblée constituante. Il comptait 43 députés des dizains de Sion, Entremont, Monthey, Martigny, St-Maurice. L'assemblée des députés du Haut-Valais siégea simultanément à Sierre. Le 20 mars, les deux parties prirent position définitive à l'égard du projet de médiation des commissaires fédéraux. Le Grand Conseil des dizains occidentaux se déclara prêt à collaborer à une nouvelle revision constitutionnelle, dans le sens du projet de médiation. Quant aux dizains supérieurs, ils avaient ramené à six leurs conditions précédentes ; ils se déclarèrent disposés à participer à une assemblée constituante, à admettre le principe d'une représentation proportionnelle au chiffre de population et de l'unité du canton. Ils exigeaient toutefois que l'on maintint en vigueur le système constitutionnel précédent jusqu'à ce que la majorité du peuple ait accepté la nouvelle constitution<sup>18</sup>, et ils n'entendaient par là rien moins que le maintien des autorités exécutives, administratives et législatives établies par la constitution de 1815.

Le Grand Conseil du Bas-Valais repoussa résolument ces conditions. Toute entente paraissait exclue désormais. Le Grand Conseil nomma ensuite le Conseil d'Etat. Furent élus : le Dr Joseph Barman, président ; Burgener, vice-président, Janvier de Riedmatten, Maurice de Stockalper et Torrent. Le Dr Barman n'accepta point cette élection ; on nomma son frère Maurice à sa place. Burgener et Stockalper avaient fait partie du Conseil d'Etat sortant de charge. On communiqua au peuple cette élection et celle du Tribunal d'appel dans une proclamation du Grand Conseil, en date du 21 mars.

Il y avait ainsi dans le canton deux constitutions et deux gouvernements antagonistes. Cette situation était lourde de risques. Dès le 17 mars, les deux commissaires avaient demandé au Vorort le rétablissement de la constitution cantonale, conformément au pacte fédéral, et en cas de besoin, par des moyens coercitifs. Pour le cas où le Vorort ne donnerait pas suite à leur proposition, les commissaires priaient qu'il les rappelât du Valais. Baumgartner se rendit à Zurich pour motiver personnellement cette requête. Mais le Vorort n'osa assumer la responsabilité d'un ordre suprême, et il estimait que la médiation fédérale n'avait pas épuisé ses chances de succès en Valais. Baumgartner se désista alors de ses fonctions « à cause d'affaires officielles urgentes qui l'attendaient dans sa patrie ». On désigna à sa place, en qualité de commissaire, Emmanuel de La Harpe, président du Conseil d'Etat de Lausanne.

Le 9 avril, Schaller et de La Harpe mettaient à jour un nouveau projet de médiation. Ils l'exposèrent et le motivèrent en

---

<sup>18</sup> Conches et Rarogne occidental n'ont pas contribué à cette déclaration.

personne, le 12 avril, au cours d'une grande assemblée populaire à Martigny. Le nouveau Grand Conseil, convoqué en assemblée extraordinaire, se déclara prêt, le 3 mai, à entamer de nouveaux pourparlers avec le Haut-Valais, moyennant une seule condition : la représentation proportionnelle au nombre d'habitants. Forts de cet assentiment, les commissaires proposèrent encore une fois aux dizains supérieurs de participer à une constituante. Mais en dépit de deux sommations, l'ancien Conseil d'Etat se refusa à transmettre cette proposition aux dizains supérieurs. Dès lors, les commissaires jugèrent sans espoir toute nouvelle tentative et se bornèrent, dans la suite, à assurer le maintien du calme et de l'ordre public <sup>19</sup>.

Il appartenait maintenant à la diète fédérale, qui se réunit à Zurich le 1<sup>er</sup> juillet 1839, de prendre une décision. Les deux gouvernements valaisans y envoyèrent leurs représentants : le nouveau délégua le Dr Joseph Barman et Charles de Rivaz, l'ancien, Maurice de Stockalper et Gaspard Zen-Ruffinen. Le président de la diète commença par interdire l'accès de l'assemblée aux deux députations, ceci afin de ne pas devoir prendre position sur la validité de leurs lettres de créance. La députation bas-valaisanne se soumit à cette décision, mais celle du Haut-Valais protesta par écrit. A son tour, la diète déclara invalides les lettres de créance de l'une et de l'autre députation et s'opposa à toute participation à la diète de leur part, « attendu que seuls des représentants du canton du Valais ayant reçu des instructions au nom de l'ensemble du canton pouvaient siéger et voter en diète » <sup>20</sup>.

Le 11 juillet, la diète décida définitivement, par 14 voix, de rétablir l'unité constitutionnelle en Valais. Une assemblée constituante, élue à raison d'un représentant pour 1000 âmes, devait élaborer une nouvelle constitution cantonale, garantissant le maintien de l'unité politique et administrative du canton. Lorsque la majorité des électeurs se seraient prononcés en sa faveur, au cours de votations réglementaires, on tiendrait cette constitution pour acceptée. Les commissaires fédéraux actuels devraient fonctionner comme représentants de la Confédération et surveiller l'exécution de cette décision <sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup> Les commissaires veillèrent surtout à empêcher que l'on n'expulsât de Sion l'ancien gouvernement, car ils craignaient, en ce cas, de ne plus pouvoir retenir le pays dans la voie de la séparation.

<sup>20</sup> La décision fut prise à une faible majorité de 12 voix par les Etats de Zurich, Berne, Glaris, Fribourg, Soleure, Appenzell, St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Genève et Lucerne. — Uri, Schwyz, Unterwald, Schaffhouse, Tessin, Neuchâtel et Bâle-Ville admirèrent la validité des lettres de créance émises par l'ancien gouvernement. — Vaud, Bâle-Campagne et Lucerne voulaient admettre les députés du Grand Conseil. Zoug s'abstint de voter.

<sup>21</sup> Les Etats de Zurich, Berne, Lucerne, Glaris, Zoug, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Appenzell, St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie et Genève se prononcèrent en faveur de cette décision.

Le 17 juillet, Schaller et de La Harpe adressèrent une proclamation au peuple valaisan, pour le mettre au courant des décisions de la diète fédérale, pour fixer au 24 juillet les élections des députés et pour convoquer l'assemblée constituante à sa séance d'ouverture à Sion, le 29 juillet. Afin d'exécuter la décision de la diète fédérale, le Conseil d'Etat du Bas-Valais lança un appel au peuple par proclamation publique. Par contre, la diète du Haut-Valais, sur proposition de l'ancien Conseil d'Etat, laissa le soin de prendre une décision à une assemblée populaire convoquée à Sierre pour le 25 juillet. Pendant que le Bas-Valais procédait à l'élection de ses députés à l'assemblée constituante, cette *Landsgemeinde* du Haut-Valais résolut de ne pas se ranger à la décision de la diète fédérale, mais de demander une consultation populaire sur la constitution de 1815. A la suite de ce vœu, l'ancienne diète, réunie à Sierre le 26 juillet, décida de renouveler sa protestation auprès de la diète fédérale. On enverrait encore à Zurich une délégation, comprenant un député de chaque dizain, afin d'obtenir l'assentiment nécessaire à une libre consultation du peuple sur le maintien ou la modification de la constitution de 1815<sup>22</sup>.

Le 29 juillet, l'assemblée constituante tint à Sion sa séance constitutive. Y participèrent 43 représentants des dizains de Sion, Conthey, Martigny, St-Maurice, Entremont, Monthey et d'une partie du dizain d'Hérens. Les députés des dizains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et d'une partie du dizain d'Hérens n'y vinrent point.

Le même jour, la délégation du Haut-Valais<sup>23</sup> se présenta au président de la diète fédérale à Zurich et lui remit une protestation écrite de la diète contre les décisions de la diète fédérale des 4 et 11 juillet. Elle réclama une votation sur le maintien de la constitution de 1815 ou sur l'établissement d'une nouvelle constitution. Le président de la diète fédérale fit observer que la diète valaisanne elle-même, en date du 14 décembre 1838, avait décidé de réviser la constitution et que la diète fédérale reviendrait difficilement sur ses décisions. Comme on pouvait s'y attendre, la diète fédérale déclara « que la situation actuelle du Valais exigeait qu'on

---

<sup>22</sup> « Après avoir ainsi signalé l'injustice du procédé de la majorité de la Diète fédérale, et avoir rappelé à l'assemblée la voix unanime qu'a fait retentir la Landsgemeinde de son attachement à la constitution de 1815, S. Excellence a soumis à la délibération deux questions dont l'une porte « veut-on renouveler les protestations faites contre le décret du 4 juillet et ses effets » ; l'autre « veut-on demander d'une manière formelle à la Diète, qu'il soit permis au peuple de voter librement, s'il veut conserver la constitution de 1815, ou s'il désire un changement ». Sur l'une et l'autre des questions l'assemblée a voté affirmativement, en invitant le Conseil d'Etat à prendre à cet effet toute(s) les dispositions que son zèle et sa sagesse pourrait lui suggérer. »

<sup>23</sup> Elle se composait des députés Favre, Teytaz, Ant. Villa, Follonier, Borter, Carlen, Imhof, Indermatten.

appliquât exactement sa décision du 11 juillet », puis elle passa à l'ordre du jour.

L'assemblée constituante acheva ses travaux le 3 août. Le projet de constitution que cette assemblée adopta à l'unanimité n'était, au fond, qu'une retouche à la constitution de janvier.

Dès que la délégation fut de retour de Zurich, l'ancien Conseil d'Etat décida que le peuple se prononcerait sur la nouvelle constitution. Mais la diète du haut-Valais, sur proposition du Conseil d'Etat, décida, le 10 août, de ne soumettre au peuple qu'une seule question, à savoir s'il voulait s'en tenir à la constitution de 1815.

Le 29 août, les représentants de la Confédération communiquèrent à la diète fédérale que 8206 citoyens avaient pris part à la votation sur la nouvelle constitution cantonale, en date du 25 août, et que celle-ci avait été adoptée par 7605 voix. Puis les représentants sollicitèrent leur rappel du Valais. Le même jour, les communes du haut-Valais présentèrent, par l'entremise des délégués extraordinaires, une lettre adressée à la diète fédérale : ils y réitéraient leurs protestations contre les décisions de la diète fédérale et communiquaient que, lors de la votation du 18 août, 10720 citoyens, dans le Haut-Valais, s'étaient prononcés pour le maintien de l'ancienne constitution.

Le 29 août, l'assemblée constituante promulgua la nouvelle constitution ; le 30, elle fixa au 2 septembre les élections du Grand Conseil. Le Grand Conseil nouvellement élu se réunit en assemblée constitutive le 4 septembre et procéda aussitôt à l'élection du Conseil d'Etat et des députés à la diète fédérale. Furent élus en qualité de conseillers d'Etat : Janvier de Riedmatten de Sion, Maurice Barman de Saillon, Delacoste de Monthey, Burgener de Viège et Briguet de Lens<sup>24</sup>. Les anciens représentants du Bas-Valais auprès de la diète fédérale furent confirmés dans leurs fonctions et partirent ce jour même pour Zurich.

Les présidents des dizains du Haut-Valais écrivirent alors à la diète fédérale pour demander la séparation du Valais en deux demi-cantons<sup>25</sup>. Lorsqu'il apprit que les dizains supérieurs recourraient aux armes et avaient l'intention d'attaquer Sion, le nouveau Conseil d'Etat fit occuper militairement la capitale le 17 septembre. Les représentants fédéraux prièrent alors la diète fédérale de prendre « des mesures énergiques afin de réunir tout le peuple du canton du Valais sous l'empire de la constitution du 3 août 1839 ». Entre temps, la commission que la diète fédérale avait désignée pour s'occuper des affaires du Valais, proposa « que la constitution

---

<sup>24</sup> Riedmatten, Barman et Burgener avaient déjà fait partie du premier Conseil d'Etat du Bas-Valais.

<sup>25</sup> L'ancien Conseil d'Etat renouvela cette requête le 21 septembre.



du 3 août 1839 fût proclamée constitution du canton du Valais, puisqu'elle avait été acceptée par l'assemblée constituante du 29 août, et qu'elle fût munie de la garantie fédérale». Mais la diète ne parvint pas à s'entendre à ce sujet et ne prit aucune mesure énergique. La faute en revient en premier lieu aux événements de Zurich, où le parti conservateur réactionnaire avait repris le dessus après la « révolution de septembre ». Ce revirement, qui s'était produit avec une étonnante rapidité, occasionna des troubles confessionnels ou politiques dans maints cantons, et combla, en partie du moins, les espérances des conservateurs<sup>26</sup>. La diète fédérale manqua alors de la ferme direction dont elle aurait eu besoin pour sanctionner et faire reconnaître comme il convenait le rétablissement de l'unité constitutionnelle qu'elle avait ordonné et que le bas-Valais avait accompli<sup>27</sup>. Les députations d'Uri, Schwyz, Unterwald, Tessin, Neuchâtel et Bâle-ville se prononcèrent à nouveau contre le rétablissement de la constitution en Valais par la diète fédérale, et réclamèrent de nouvelles tentatives de médiation. Ces cantons refusèrent de reconnaître la constitution du 3 août, ainsi que la députation envoyée en vertu de cette nouvelle constitution. Les Etats de Zurich, Glaris, Zoug, Fribourg et Schaffhouse se joignirent aux précédents. Neuf Etats seulement (avec Bâle-campagne, Appenzell Rhodes-Extérieures) se prononcèrent pour la reconnaissance de la nouvelle constitution et des nouveaux députés à la diète fédérale, 11 états (avec Bâle-ville et Appenzell Rhodes-Intérieures) proposèrent une « médiation amiable » au moyen d'une délégation désignée par la diète fédérale elle-même. Cette proposition fut adoptée par 13 voix et demie, le 26 septembre, après de longs débats. On rappela les représentants de la Confédération en Valais et on les remplaça par le bourgmestre Frey de Bâle, le conseiller d'Etat Maillardoz de Fribourg, l'ancien bourgmestre Meienburg de Schaffhouse<sup>28</sup>.

Mais le nouveau Conseil d'Etat communiqua à la diète fédérale, le 27 septembre, qu'il ne voulait rien savoir d'une nouvelle mé-

---

<sup>26</sup> Par exemple à Lucerne où, sous la direction de Joseph Leu, Siegwart Müller et Bernard Meyer, le parti clérical reprit une influence décisive.

<sup>27</sup> J. Dierauer (*Geschichte der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, V, Gotha, 1917, p. 630) observe à ce propos : « elle ordonna de nouvelles tentatives de médiation d'une manière faible et indécise, favorisa ainsi la résistance du Haut-Valais et abandonna finalement à son sort cette partie du pays qui n'en était devenue que plus hostile. »

<sup>28</sup> Les députations des cantons de Berne, Lucerne, Soleure, St-Gall, Argovie, Thurgovie et Bâle-Campagne, qui avaient voté contre ces décisions, firent la déclaration suivante, insérée dans le protocole du 28 septembre : « nous ne nous rangeons pas aux décisions prises, en dérogation des décisions de la diète fédérale du 11 juillet, par la haute diète du 26 septembre au sujet des troubles du canton du Valais qui n'ont déjà que trop duré ; mais nous prenons fermement position en faveur du rétablissement de la constitution que ce canton a récemment effectué. »

diation, tant que l'on ne reconnaîtrait pas la constitution du 3 août et les autorités établies sur sa base. Le 2 octobre, les nouveaux représentants de la Confédération arrivèrent en Valais. Les autorités des dizains occidentaux et le nouveau gouvernement les reçurent avec une extrême froideur. Le nouveau Conseil d'Etat leur déclara qu'il ne reconnaîtrait leur mission et ne traiterait officiellement avec eux que s'ils reconnaissaient eux-mêmes la diète et le gouvernement. Ces commissaires durent donc se borner à traiter avec les dizains du Haut-Valais<sup>29</sup>. Mais toutes leurs tentatives demeurèrent sans résultat : le Bas-Valais persistait à exiger la reconnaissance de la nouvelle constitution, et le 4 décembre, l'ancienne diète adressa une circulaire à tous les Etats de la Confédération, pour leur demander de refuser la garantie fédérale au projet de constitution du 3 août 1839, mais bien de garantir la constitution de 1815, ou à défaut, de prononcer la séparation provisoire du canton du Valais.

A la suite de nouvelles représentations des commissaires fédéraux, qui soulignaient le grave danger de guerre civile, le Vorort décida, le 20 janvier, de recommander « la vigilance fédérale » aux cantons de Vaud, Fribourg, Berne et Genève, et les avisa qu'ils devraient mettre sur pied des troupes en cas de guerre civile ; le colonel Bontemps de Genève exercerait le commandement en chef. En même temps, le Vorort exhorta les deux gouvernements cantonaux exerçant le pouvoir de fait en Valais à garantir le maintien de l'ordre public, et les rendit responsables pour le cas de troubles. Le 26 décembre, le Vorort envoya encore en Valais le chancelier de la Confédération von Gonzenbach avec mission de tenter encore une fois une médiation. Cet essai ne donna aucun résultat. Aussi, le Vorort rappela les commissaires à Zurich, le 5 février 1840, et motiva ainsi sa décision : toute nouvelle tentative, de la part des représentants fédéraux actuels, en vue de régler par une médiation, les différends qui se sont produits dans le canton du Valais, serait vouée à un échec, mais d'autre part, il y a beaucoup moins lieu de craindre des troubles de l'ordre public<sup>30</sup>.

Le 22 janvier 1840, le gouvernement du Bas-Valais demanda au Vorort de convoquer immédiatement la diète fédérale, afin qu'elle accorde sa garantie à la constitution du 3 août 1839, et justifia sa

---

<sup>29</sup> Les commissaires réunirent dans chaque dizain les présidents des communes en séances publiques. A l'exception des dizains d'Hérens, de Sierre et de la campagne de Sion, toute les assemblées du Haut-Valais se prononcèrent pour « le maintien de la constitution de 1815 ou la séparation », « et d'autant plus clairement que l'on remontait vers l'est ». De plus, les commissaires examinèrent le résultat des votations du 18 août et en arrivèrent à la conclusion que le Haut-Valais avait émis réellement 10.439 suffrages valables contre le projet de constitution du 3 août 1839.

<sup>30</sup> En même temps, le Vorort réitérait son appel à la « vigilance fédérale » des Etats de Berne, Fribourg, Vaud et Genève.



Martin Disteli, **Combat à Grimsuat** (1<sup>er</sup> avril 1840)  
(Schweiz. Bilderkalender 1841)

requête en disant que toute tentative de médiation échouerait dans les circonstances actuelles. Mais le Vorort ne donna aucune suite à cette demande, et le Conseil d'Etat la renouvela le 8 février. Dès que le Vorort fut en possession du rapport principal et définitif des représentants fédéraux en Valais, il fit une nouvelle proposition en date du 14 février : chaque partie du pays désignerait cinq médiateurs choisis parmi des magistrats des autres cantons, et chaque partie pourrait en récuser trois. Les quatre restants tenteraient encore une médiation entre les deux parties du pays. Le gouvernement du Bas-Valais repoussa catégoriquement cette proposition dans une lettre du 7 mars, et l'ancien gouvernement, de son côté, déclara qu'il devait d'abord en référer à la diète.

Un arrangement pacifique entre les deux parties du pays semblait ainsi exclu. Les armes apportèrent une solution plus rapide qu'on n'aurait pu l'espérer à cet état de choses intolérable.

Le district d'Hérens, à l'exception de la grande commune d'Evolène et de Lanaz, était demeuré fidèle à l'ancien gouvernement de Sierre. Mais l'ancien gouvernement voulut s'imposer aussi à Evolène : il y revendiqua fortement le droit d'y vendre le sel, malgré les protestations du président Favre. Le 22 mars, le nouveau gouvernement de Sion envoya quelques gendarmes pour appuyer le président. Mais les habitants du hameau des Haudères les attaquèrent et les maltraitèrent à leur arrivée. Deux paysans furent tués au cours de cette échauffourée. Les gendarmes et le président Favre réussirent à s'enfuir. Les partisans de l'ancienne constitution occupèrent Evolène et terrorisèrent ce village.

Le nouveau Conseil d'Etat de Sion mobilisa alors tout le contingent et convoqua le Grand Conseil en session extraordinaire pour le 26 mars, afin qu'il prenne lui-même les mesures qu'imposait cette dangereuse situation.

Le 27 mars, le Grand Conseil décida de prendre la commune d'Evolène sous la protection de ses armes. A cet effet, il ordonna la mobilisation de tous les citoyens valides entre 18 et 50 ans. Vu la gravité des circonstances, on adjoignit au Conseil d'Etat une commission de cinq membres, qui devait prendre avec lui, d'un commun accord, toutes les mesures ultérieures, et qui reçut pleins pouvoirs en conséquence. On désigna comme membres de cette commission gouvernementale Torrent, Duc, Gay, Gros, Fusey. En même temps, on adressa une proclamation au peuple du Bas-Valais, afin de porter à sa connaissance les mesures qu'on avait prises. Le Conseil d'Etat nomma, pour sa part, un conseil de guerre composé d'Adrien de Riedmatten, Gagnioz, Pignat, Guillaume de Kalbermatten.

L'ancien Conseil d'Etat de Sierre leva aussi des troupes le 27 mars et mit de piquet toute la population valide du haut-Valais entre 18 et 55 ans. En même temps, il convoqua la diète.

Devant ce danger de guerre civile, l'évêque de Sion tenta d'intervenir encore entre les parties et invita les deux gouvernements à envoyer des représentants à St-Léonard, pour une entrevue. Les deux gouvernements donnèrent suite à cette proposition : Delacoste, Duc, Pierre-Louis de Riedmatten et Gros y représentèrent le Bas-Valais. Le grand-bailli de Courten, Taffiner, Hildebrand Roten, Pierre-Antoine de Preux, Favre, Ignace Zen Ruffinen et Crettaz y vinrent au nom du Haut-Valais. L'évêque présida la réunion. Les Bas-Valaisans demandèrent satisfaction pour ce qui s'était passé à Evolène. Les délégués du Haut-Valais déclarèrent qu'ils devaient d'abord en référer à leur diète, et on leva la séance. La diète de Sierre fit alors la contre-proposition de retirer les troupes stationnées dans les communes du district d'Hérens jusque sur une frontière à fixer, et qu'on respecterait ensuite le *statu quo* politique. Entre temps, les deux parties désigneraient une commission chargée de trouver un *modus vivendi*. La commission gouvernementale du Bas-Valais répondit le 31 mars qu'elle considérerait cette réponse comme une fin de non-recevoir et déclara qu'elle prendrait toutes les mesures voulues pour obtenir satisfaction.

Sur ces entrefaites, les troupes du Bas-Valais se concentraient à Sion sous le haut commandement du conseiller d'Etat Maurice Barman. Celles du Haut-Valais se réunirent à Sierre sous le commandement du comte Louis de Courten, mais c'était le conseiller d'Etat Taffiner de Reckingen qui assumait la direction suprême. Le gros des deux armées prit position près de Bramois, sur la rive gauche du Rhône. Quelques sections se trouvaient face à face, sur la rive droite du fleuve. Les hostilités commencèrent à l'aube du 1<sup>er</sup> avril. Dans un bref engagement, les Haut-Valaisans furent battus sur toutes les positions et durent se replier. Aussitôt, les troupes stationnées sur la rive droite du Rhône se retirèrent en désordre en direction de Sierre. Le 2 avril, de Courten à son tour rentra avec le gros de l'armée battue près de Bramois. L'ancien gouvernement se dispersa sans tarder. Seul demeurait le conseiller d'Etat Taffiner, qui donna l'ordre de congédier les troupes. Mais les soldats haut-valaisans retournèrent leur rage et leur déception contre leurs chefs, en particulier contre Louis de Courten : ils réclamaient d'autres chefs, de la munition et des vivres. Ils forcèrent la maison de Courten à Sierre : mais Louis et le grand-bailli Maurice avaient déjà pris la fuite ; les soldats saisirent le frère de ce dernier, Pierre de Courten, qui n'avait pris aucune part à ces événements, le maltraitèrent et le tuèrent. Puis ils se dispersèrent et se retirèrent dans la partie supérieure du pays<sup>31</sup>.

---

<sup>31</sup> On trouvera une description très animée de ces événements chez Kämpfen, *op. cit.*, pp. 198 et suiv.

Le même jour déjà, les troupes du Bas-Valais arrivèrent à Sierre en bon ordre. Le 3 avril, le président du nouveau Grand Conseil, dans une proclamation, offrit l'amnistie aux dizains supérieurs et les invita à envoyer des députés à Sierre pour le 5 avril. Les troupes victorieuses avancèrent ensuite jusqu'à Tourtemagne, sans rencontrer de résistance. Elles y trouvèrent les députés des dizains de Brigue, Viège et Rarogne qui annoncèrent que leurs dizains venaient faire soumission. Là-dessus, on retira ces troupes et on les licencia les 4 et 5 avril.

Au moment de l'affaire d'Evolène, les deux gouvernements avaient écrit au Vorort pour se rendre mutuellement responsables de ces troubles. Dès lors, le gouvernement de Sion s'était abstenu de toute intervention. Le gouvernement du Haut-Valais avait fait parvenir sa lettre au Vorort le 1<sup>er</sup> avril par l'entremise personnelle du député et châtelain Lorétan. Le gouvernement vaudois à son tour avait attiré l'attention du Vorort sur ces troubles continuels. Le Vorort exhorta aussitôt les cantons voisins du Valais à la vigilance et impartit à chacun d'eux l'ordre de mettre un bataillon de piquet ; il recommanda aux deux gouvernements valaisans d'éviter toute guerre civile et les menaça d'une intervention fédérale. Il dépêcha encore en Valais l'ancien bourgmestre de Schaffhouse Meyenburg-Stockar, avec pleins pouvoirs, en cas de guerre civile, pour faire marcher sur le Valais les troupes de piquet dans les cantons de Berne, Fribourg, Vaud et Genève, sous le commandement du colonel Bontemps. Vaud, qui sympathisait avec le Bas-Valais, se refusa à mettre sur pied les troupes commandées, tant que la diète fédérale elle-même, en tant que seule autorité compétente à cet effet, n'en aurait pas donné l'ordre.

Le 3 avril, le gouvernement de Sion avisa le Vorort que les hostilités avaient pris fin ; il s'opposa de nouveau à toute intervention. Néanmoins, par circulaire du 4 avril, le Vorort convoqua la diète fédérale pour le 21 avril et il se contenta de donner pour instruction à Meyenburg de veiller à ce que les deux parties du Valais se repliassent à l'intérieur de leurs frontières du 23 mars.

Lorsqu'il apprit que les troupes du Bas-Valais avaient dépassé Sierre, Meyenburg fit appel aux troupes qu'on avait mises à sa disposition et il envoya en Valais, en qualité de parlementaire, le professeur Monnard de Lausanne. Bien que ce dernier fût un ami du Bas-Valais, il n'y fut pas trop bien reçu. Il fit rapport à Meyenburg sur la modération des vainqueurs et sur le rétablissement du calme en Valais. Celui-ci retira son ordre de mobilisation le 6 avril. A son tour, le Vorort retarda au 8 avril l'ouverture de la diète fédérale. Le 7 juillet 1840, au cours de la diète ordinaire, 19 États et demi accordèrent finalement la garantie fédérale à la nouvelle constitution du Valais.

Les députés du Haut-Valais tinrent une assemblée à Sierre le 6 avril. Ils déclarèrent à l'unanimité qu'ils reconnaissaient l'autorité du gouvernement de Sion, mais demandèrent un délai de huit jours pour se prononcer sur la reconnaissance de la constitution du 3 août <sup>32</sup>. A l'expiration de ce délai, tous les dizains du Haut-Valais avaient accepté la nouvelle constitution. Ils reçurent l'ordre d'élire leurs députés selon le nouveau principe de représentation. L'ordre et la paix régnèrent désormais dans tout le pays. L'égalité politique des deux parties du pays était consacrée.

---

<sup>32</sup> Le président du Conseil d'Etat Barman avait demandé aux députés du Haut-Valais s'ils entendaient reconnaître la constitution du 3 août ou se séparer. Mais jusqu'à la décision définitive des dizains, le gouvernement de Sion exigeait leur soumission et la reconnaissance provisoire de son autorité.

## CHAPITRE II

# La Constitution du 12 mai 1815 et la Constitution du 3 août 1839

### I

La constitution cantonale du 12 mai 1815 qui portait le titre de « Constitution de l'Etat de la République et Canton du Valais », n'était au fond qu'une « simple loi d'organisation », qui fixait en premier lieu et presque exclusivement l'organisation et les compétences des autorités de l'Etat. C'est à peine si elle énonçait le principe de l'Etat de droit, si elle limitait et réglementait les manifestations de la vie de l'Etat et si elle en distinguait les pouvoirs<sup>1</sup>. Elle ne garantissait aucun droit fondamental ; elle ne connaissait que deux pouvoirs : le gouvernement et le pouvoir judiciaire, et encore les fonctions judiciaires et administratives n'étaient-elles aucunement incompatibles entre elles (art. 54). Le gouvernement comprenait la diète et le Conseil d'Etat<sup>2</sup>. Les conseillers d'Etat étaient de droit membres de la diète (art. 25) ; le grand-bailli présidait à la fois la diète et le Conseil d'Etat et départageait les voix en cas d'égalité des suffrages (art. 29). On ne prévoyait qu'un faible droit de contrôle de la diète sur l'exécutif : il ne s'exerçait guère que par l'examen des comptes de l'Etat et de la correspondance que le grand-bailli entretenait avec l'étranger (art. 24 et 29).

Au point de vue politique, la constitution de 1815 instaurait une unité fédérative de caractère fortement décentralisé et un régime d'états privilégiés. En dernière analyse, les dizains apparaissaient comme les véritables titulaires souverains de la puis-

---

<sup>1</sup> Dans toutes les constitutions actuelles des pays civilisés, on retrouve deux parties essentielles : les principes de l'Etat de droit protégeant la liberté du citoyen à l'égard de l'Etat, et d'autre part l'élément politique sur lequel repose la forme de l'Etat proprement dite (monarchie, aristocratie, démocratie ou « Etat mixte »).

<sup>2</sup> La constitution de 1815 traitait de la diète et du conseil d'Etat sous le même titre VII « Du Gouvernement ».



sance étatique. Leur nombre était porté définitivement à treize (art. 3). Leurs organes, les conseils de dizain, possédaient, à côté d'importantes fonctions de droit administratif (exécution des lois et des ordonnances, détermination des dépenses, répartition des charges publiques entre les communes : art. 11 et 13), le droit d'élire les grands-châtelains, les juges de dizain et les députés à la diète, ainsi que l'exercice du referendum législatif proclamé obligatoire (art. 17, 20, 42, 46). Les lois décrétées par la diète devaient en effet être soumises au treize dizains et ne pouvaient être acceptées sans une majorité de sept dizains au moins (art. 20). Quant aux lois des finances, aux capitulations militaires et aux naturalisations, elles faisaient aussi l'objet d'un referendum non seulement aux conseils de dizain, mais encore aux conseils communaux. Les conseils de dizain disposaient en outre du droit d'initiative à la diète et pouvaient demander la convocation d'une diète extraordinaire dès que la requête émanait de trois dizains (art. 34).

L'article 2 de cette constitution affirmait que la forme du gouvernement était démocratique, mais on était fort éloigné d'une démocratie pure ou représentative. Le principe démocratique fondamental de l'égalité de tous les citoyens devant la loi n'existait pas. Le clergé, les notables, les juristes, les notaires, les officiers bénéficiaient de privilèges. Dans son titre, la constitution attribuait le nom de « République » à la forme de l'état cantonal ; mais elle n'entendait guère par là que la négation d'une forme d'état monarchique ou purement aristocratique<sup>3</sup>. Il manquait à cette constitution le postulat essentiel de la démocratie, à savoir l'identité du peuple existant concrètement avec le peuple considéré comme unité politique. En fait, toute l'organisation de l'Etat relevait d'une oligarchie représentative. On avait réduit au minimum le droit de vote du peuple en ce qui concerne l'élection de ses autorités et la conduite des affaires publiques<sup>4</sup>. L'ensemble des citoyens n'élisait

<sup>3</sup> On se référera à ce sujet aux considérations critiques de la constitution de 1815 chez C. Siegwart-Müller, *Der Kampf zwischen Recht und Gewalt in der Schweizerischen Eidgenossenschaft und mein Anteil daran*, Altdorf, 1864, p. 630. Siegwart est d'avis que la forme du gouvernement valaisan n'était pas démocratique dans cette constitution, mais était, comme dans les autres cantons, une véritable aristocratie de fonction.

<sup>4</sup> His (*Geschichte des neuen Schweizerischen Staatsrechts*, T. II, Bâle, 1929, p. 231) opine que le régime juridique véritable du Valais sous la constitution de 1815, encore que cette dernière ne contint aucune déclaration sur la souveraineté populaire, correspondait néanmoins au principe de la souveraineté populaire, « vu que les votations populaires dans les dizains tranchaient en définitive ». L'auteur ne saurait se ranger à cette conception, car il n'y a pas de véritables votations populaires et les attributions du peuple se limitaient au choix des autorités inférieures, élues à vie, ou tout au moins pour une très longue durée. C'est justement ce fait que His retient dans les autres cantons comme critère de la négation du principe de souveraineté populaire, à côté de la transmission oligarchique du pouvoir (*ibidem*, p. 232). Comme on l'a dit, les détenteurs souverains de la puissance étatique

que les conseillers communaux et les juges de commune ; encore cette élection n'était-elle pas libre, mais restreinte par suite des propositions obligatoires que faisaient les autorités en charge et un certain nombre de notables. De plus, les notaires avaient la préférence pour l'élection des juges de commune<sup>5</sup>.

Les conseillers communaux nommaient à leur tour les conseillers de dizain. Les présidents de commune étaient d'office membres du conseil de dizain. Chaque commune de cinq cents âmes avait droit à un député au conseil dézénal, et à un député en plus pour chaque fraction de trois cents âmes en plus. Les anciens conseillers d'Etat, les grands-châtelains, de même que les députés à la diète pendant la durée de leur mandat, avaient siège et voix au conseil de dizain ; néanmoins, ils devaient s'abstenir de voter lors des élections et ne disposaient que d'une voix consultative lors de la répartition des charges entre les communes.

Chaque dizain, quels que soient sa superficie ou le nombre de ses habitants, disposait de quatre députés à la diète (art. 15). Cette disposition garantissait la suprématie du Haut-Valais sur les dizains inférieurs. A leur tour, les présidents de dizain étaient de droit membres de la députation de leur dizain à la diète (art. 17). L'évêque avait aussi le droit d'y siéger et il y disposait de quatre voix<sup>6</sup>.

La diète exerçait le pouvoir suprême dans le pays (art. 14). Ses attributions étaient les suivantes : le pouvoir législatif (art. 20), la conclusion des capitulations militaires et des traités avec l'étranger (art. 21), le droit d'amnistie (art. 23), le droit de battre monnaie (art. 24) ; elle nommait dans son sein ou en dehors les députés à la diète fédérale (art. 25), le Conseil d'Etat, qui se composait du grand-bailli, du vice-bailli, du trésorier de l'Etat et de deux conseillers d'Etat (art. 25). On tenait compte, pour le conseil d'Etat, de l'ancien principe de la représentation régionale obligatoire en ce sens que l'on ne pouvait jamais élire en même temps deux conseillers d'Etat dans le même dizain, que trois membres

---

semblent bien plutôt les conseils de dizain, qui n'étaient pas élus par le peuple, mais qui nommaient à leur tour leurs représentants au sein des autorités législatives, qui exerçaient le droit de referendum et partageaient le droit d'initiative. Leur volonté politique apparaît en dernière analyse comme la volonté déterminante de l'Etat pour créer le droit et constituait la véritable norme d'un ordre positif valable (C. Schmitt, *Verfassungslehre*, Munich, 1928, pp. 146 et suiv.).

<sup>5</sup> La constitution (art. 10 et 11) abandonnait à une loi spéciale l'organisation des conseils de commune et de dizain ; cette loi fut promulguée le 26 mai 1826 sous le titre de « loi sur les nominations communales et désénales ». — Sur les élections des conseillers communaux et des juges de commune, on consultera en particulier les art. 13, 14, 15, 16 et 34 de la loi électorale.

<sup>6</sup> Cette disposition signifiait que le droit public reconnaissait au clergé une situation privilégiée dans le canton. Voir His, *op. cit.*, p. 349.

devaient toujours ressortir des huit dizains orientaux et les deux autres des cinq dizains occidentaux (art. 27).

Le Conseil d'Etat avait pour attribution de convoquer la diète, de préparer les matières des délibérations, d'exécuter les lois. Il exerçait la « police générale », prenait les décisions du contentieux de l'administration, surveillait les routes nationales, entretenait la correspondance avec le Vorort, avec les gouvernements des autres cantons et avec l'étranger (art. 33). Il pouvait convoquer la diète en session extraordinaire, voire même en nombre plus restreint que la constitution ne le prescrivait ordinairement (art. 34). Il détenait encore un droit d'initiative en matière de législation (art. 20 : « les projets de lois sont préparés par le Conseil d'Etat »). Enfin, il disposait de la force militaire en cas de menace pour la tranquillité intérieure ou pour la sécurité extérieure du pays, mais sous réserve qu'il devait aussitôt informer les dizains, et, si les circonstances l'exigeaient, convoquer une diète extraordinaire (art. 35) <sup>7</sup>.

La constitution de 1815 réglementait comme suit l'organisation judiciaire : chaque commune avait un juge de première instance, portant le nom de châtelain, et un vice-châtelain <sup>8</sup>, et chaque dizain, un juge supérieur, le grand-châtelain, avec son lieutenant (art. 41). Le grand-châtelain, avec six assesseurs, formait le tribunal de dizain, qui était instance d'appel pour les jugements de première instance et possédait des compétences en matière criminelle et de police à la fois (art. 46). Le grand-châtelain, avec huit assesseurs, formait le tribunal criminel ou correctionnel de première instance (art. 50). Enfin, il existait, pour tout le canton, un tribunal suprême qui jugeait en dernier ressort les causes civiles et criminelles dépassant les compétences des tribunaux inférieurs. C'était la diète qui nommait ce tribunal, composé de 13 membres, à raison d'un juge par dizain (art. 51) <sup>9</sup>.

Les conditions générales d'éligibilité posées par la constitution de 1815 étaient très strictes, en raison du système oligarchique de

---

<sup>7</sup> Comme dans d'autres cantons à l'époque de la Restauration, le pouvoir suprême, qui était formellement attribué à la diète (Grand Conseil), se concentrait en fait sur son comité, le Conseil d'Etat (Petit Conseil), selon le système oligarchique de répartition des pouvoirs (voir His, *op. cit.*, II, pp. 247 et suiv.).

<sup>8</sup> Il s'agissait d'une institution du genre des juges de paix établis depuis l'Helvétique pour concilier et liquider de menus litiges ; His, *op. cit.*, II, p. 328.

<sup>9</sup> Sur les liens étroits qui unissaient le pouvoir exécutif au pouvoir judiciaire dans la plupart des constitutions cantonales du temps de la Restauration et sur la dépendance des tribunaux vis-à-vis des influences politiques, voir His, *op. cit.*, II, pp. 249 et suiv. et p. 329. L'article 54 de la constitution valaisanne disposait expressément que les fonctions judiciaires et administratives n'étaient point incompatibles entre elles, mais ceci constitue un cas unique parmi toutes les constitutions de l'époque.

représentation au pouvoir. Certes, l'exercice des droits politiques commençait à dix-huit ans accomplis, mais pour être éligible aux fonctions communales, il fallait en avoir vingt-et-un accomplis, et vingt-cinq accomplis pour les fonctions dézénales (art. 8). Pour être éligible à la diète, il fallait en outre avoir exercé des fonctions législatives, judiciaires ou administratives dans le dizain, avoir été officier, ou porter le titre de docteur en droit ou en médecine (art. 18). On choisissait les assesseurs des tribunaux de dizain criminels ou correctionnels parmi les anciens grands-châtelains, juges, anciens juges, notaires ou personnes « les plus recommandables par leur moralité et leurs lumières » (art. 46, 50)<sup>10</sup>.

En ce qui concerne les rapports de l'Eglise et de l'Etat, la constitution de 1815 disposait à l'art. 1 que la religion catholique était la religion exclusive de l'Etat, qu'elle avait seule un culte public ; elle confiait à une loi le soin de veiller à ce qu'elle ne soit troublée ni dans sa doctrine, ni dans son exercice<sup>11</sup>. Grâce au droit de vote de l'évêque en diète, qui équivalait à celui d'un dizain tout entier, le clergé bénéficiait d'une forte représentation au sein du pouvoir législatif. En matière d'instruction publique, la constitution se bornait à dire que l'Etat supporterait les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, Brigue et St-Maurice (art. 56)<sup>12</sup>.

## II

Contrairement à la constitution de 1815, celle du 3 août 1839 apportait un système absolument nouveau au point de vue de l'Etat de droit et sur le plan politique, celui de l'intégration dans le sens de l'individualisme civique et de l'unité politique du peuple. Elle réalisait largement la réception et l'application des idées libérales, qui, avec l'impulsion du libéralisme français et anglais de l'époque, avaient pris pied dans la plupart des cantons depuis 1830, à l'époque de la régénération.

En Valais, la régénération politique ne s'accomplit que beaucoup plus lentement et c'est longtemps après la plupart des cantons qu'elle y prit de l'importance. Il faut en chercher la cause dans la

<sup>10</sup> Ces dispositions étaient conformes à la tendance de l'époque de la Restauration, qui accordait un droit de vote et d'élection privilégié à une élite intellectuelle du peuple. Voir His, *op. cit.*, pp. 358 et suiv.

<sup>11</sup> L'Etat reconnaissait ainsi le principe de l'unité de foi et l'empire d'une confession unique. Voir His, *op. cit.*, p. 371.

<sup>12</sup> C'était le clergé exclusivement qui assumait l'instruction publique dans les collèges. Des chanoines professaient à St-Maurice, et les jésuites étaient revenus à Brigue et à Sion en 1815.

situation particulière du pays au point de vue social, culturel et politique. Le Valais — et surtout le Haut-Valais — séparé des cantons avoisinants (à l'exception de Vaud) par de hautes montagnes souvent inaccessibles, n'avait que peu de contact avec les mouvements intellectuels et politiques qui se produisaient en dehors de ses frontières. Avant 1839, le canton ne possédait pas même un journal à lui. Sa population était très pauvre, l'industrie, le commerce et les métiers n'étaient que très peu développés et se limitaient généralement aux frontières régionales, de telle sorte qu'il ne fallait pas attendre d'impulsion politique de la part de la vie économique. Numériquement, la population montagnarde était la plus forte, et elle marquait de la méfiance et de l'hostilité à l'égard de toute innovation. L'instruction étant peu développée, la formation générale de la masse du peuple demeurait faible. A cela s'ajoutait le fait que le pays était catholique dans son ensemble et que le clergé exerçait une influence fortement conservatrice sur la vie publique. Si l'on se souvient encore que la structure politique du canton, à la suite du pouvoir fédératif des dizains et de la suprématie de la partie supérieure du pays sur la partie inférieure, présentait un caractère tout à fait particulier, on s'explique qu'un remaniement de la constitution, dans le sens d'une réorganisation révolutionnaire de la configuration de l'Etat, devait se heurter à la plus vive des résistances et ne s'accomplir que lentement. La constitution favorisait même cette résistance, car son article 57 exigeait, pour toute modification constitutionnelle, la majorité qualifiée de 39 voix en diète.

Il est évident que l'initiative en faveur d'une réorganisation politique ne pouvait partir que du bas-Valais. Cette partie du canton souffrait de l'infériorité politique et de la dépendance que l'on sait ; d'autre part, elle bénéficiait d'une ouverture plus large, car aucun obstacle naturel ne gênait ses relations avec Vaud. La participation des bas-Valaisans à l'assemblée que Mazzini avait convoquée à Villeneuve en 1835, les relations personnelles et l'amitié de plusieurs dirigeants du bas-Valais avec des politiciens libéraux vaudois ou genevois, permettent de conclure que de bonne heure déjà, d'intenses relations et des échanges intellectuels s'établirent entre ces pays de même langue, et que plus d'un concept libéral y prit son origine. De plus, un certain nombre des chefs les plus influents du bas-Valais avaient accompli du service à l'étranger ou étudié dans les universités étrangères, d'où ils avaient rapporté des idées libérales<sup>13</sup>.

L'attitude bienveillante du clergé bas-valaisan à l'égard du problème de la représentation proportionnelle au nombre d'habi-

---

<sup>13</sup> Ainsi, par exemple, Alexis Joris d'Illarsaz avait servi à la garde du roi Charles X ; le Dr Joseph-Hyacinthe Barman de St-Maurice avait étudié le droit à Turin.

tants en diète eut une grande importance pour le succès final des tentatives de réorganisation politique. Le 4 janvier 1839, au cours d'une assemblée qui se tint à Sion sous la présidence de l'Evêque, les représentants du clergé diocésain prirent position à l'endroit de la revision constitutionnelle en cours. Le clergé s'y prononça en faveur des motions des ecclésiastiques de la partie inférieure du pays et salua toutes les réformes propres à favoriser le bien-être général du peuple valaisan. Mais il exigea que la nouvelle constitution reconnût expressément la religion catholique comme l'unique religion du pays, n'autorisât que son culte et lui assurât la protection des lois. Il voulait en outre que la constitution garantît les droits d'immunité du clergé, le maintien des biens ecclésiastiques, des fondations pies et des congrégations religieuses existantes, ainsi que le droit de surveillance de l'Eglise sur les écoles. Enfin, le clergé devait conserver son droit de représentation au sein du pouvoir législatif : on souhaitait notamment le maintien des quatre suffrages de l'évêque en diète. L'évêque se déclara prêt, toutefois, à se contenter d'une voix, à la condition qu'on le reconnût « membre né » du pouvoir législatif et que les trois autres voix soient attribuées à trois ecclésiastiques élus par le clergé. Ces exigences furent portées à la connaissance de la commission chargée de reviser la constitution, le 4 janvier, dans un important manifeste.

La constitution du 3 août 1839 tint amplement compte de ces vœux. Comme celle de 1815, elle déclarait que la religion catholique, apostolique et romaine était la religion de l'Etat, que seule elle y avait un culte public et que la loi lui assurait son appui (art. 2). Elle garantissait ensuite expressément les droits du clergé séculier et régulier (art. 3). Toutefois, elle limitait les droits politiques du clergé en déclarant incompatibles les fonctions civiles et ecclésiastiques (art. 66). Elle supprimait aussi les quatre suffrages de l'évêque à la diète, mais admettait deux représentants du clergé dans l'autorité législative, l'évêque représentant d'office le clergé de la partie du canton dont il était ressortissant (art. 20).

D'une manière générale, la constitution de 1839 doit être considérée avant tout comme une constitution libérale extrêmement modérée, tenant compte largement de la situation culturelle et politique, ainsi que des traditions du pays. Le système de l'Etat de droit n'était guère développé : sans doute, elle garantissait certains droits fondamentaux<sup>14</sup> comme la liberté individuelle (art. 4), le droit au juge naturel (art. 5), l'inviolabilité du domicile (art. 6) et de la propriété (art. 7). Elle prohibait les redevances perpé-

---

<sup>14</sup> Droits fondamentaux, droits à la liberté individuelle : droits de l'individu libre, à l'égard de l'Etat, en tant qu'individu, ou en relation avec d'autres individus. Voir Schmitt, *op. cit.*, p. 164. Il est intéressant de constater que la constitution de 1839 ne garantissait que les droits fondamentaux de l'individu libre, mais non pas ceux dont il jouit dans ses relations avec ses semblables.

tuelles et irrachetables sur les biens-fonds (art. 9). Mais elle ne contenait aucune concession en faveur de la liberté de conscience, de culte ou de presse<sup>15</sup> et demeurait ainsi exclusivement dans le cadre des postulats du clergé et de la tradition religieuse du pays.

L'application stricte du principe de la séparation des pouvoirs était l'élément le plus important que la nouvelle constitution empruntait au système de l'État de droit. Elle l'exprimait formellement dans un article spécial énumérant les pouvoirs publics et distinguant les autorités législatives, exécutives, administratives et judiciaires et celles des dizains et des communes. Deux chapitres distincts traitaient de l'organisation et des compétences du Grand Conseil et du Conseil d'État (Tit. IV, chapitres 1 et 2). La constitution disposait expressément que les membres du Conseil d'État ne pouvaient faire partie du Grand Conseil (art. 38), et que le pouvoir judiciaire était indépendant (art. 41) ; elle laissait à une loi spéciale le soin de statuer sur les « autres incompatibilités » (art. 66, alinéa 2)<sup>16</sup>.

Du point de vue politique, la constitution de 1839 opéra la transition définitive du système de l'État fédératif oligarchique à celui de la démocratie représentative. Formellement déjà, ce changement y est exprimé à plusieurs reprises. Ainsi, on abandonna le terme de « République » pour désigner la forme de l'État cantonal dans le titre de la constitution et on justifia la chose en disant que ce terme n'incluait pas nécessairement le concept de liberté, et que la diète fédérale, en 1836, avait décrété que les cantons ne devaient se servir que de l'expression « canton » dans les relations officielles qu'ils entretenaient entre eux. De plus, l'ancienne désignation de « Diète » (*Landrat*) pour l'autorité législative, fut remplacée par celle de « Grand Conseil » (*Grosser Rat*)<sup>17</sup>.

<sup>15</sup> La constitution du 30 janvier 1839, qui n'entra point en vigueur, avait garanti la liberté de presse (art. 8). Lors des délibérations sur la constitution d'août, ce droit fondamental fut supprimé « après des débats violents et parfois passionnés ». Les législateurs libéraux firent par là une concession en faveur du Haut-Valais et plus spécialement du clergé « qui ne manqua point, par la parole et l'écrit, de rejeter et de honnir la liberté de presse comme un danger pour la religion ». Seiler, *op. cit.*, p. 111. On espérait que cette concession faciliterait l'entente avec la partie supérieure du pays. Au surplus, on fit observer au cours des délibérations que la liberté de presse subsisterait entre temps de *facto* et qu'une loi ultérieure la réglementerait. Voir l'*Echo des Alpes* du 31 juillet 1839, No 27.

<sup>16</sup> Cette loi fut décrétée le 21 mai 1840 sous le titre de « Loi sur le cumul des places et l'incompatibilité des fonctions publiques ».

<sup>17</sup> On procéda à cette modification surtout à cause de la suppression du pouvoir souverain des dizains. Le sens de cette désignation se comprend mieux dans le texte français : le terme *Diète* ne signifiait rien d'autre que *Tagsatzung*, c'est-à-dire une assemblée de députés d'États souverains ou de Pays. C'est ainsi que l'on désignait l'assemblée des États de la Confédération. Selon la nouvelle constitution, le législatif ne devait être qu'un *Grand Conseil*, c'est-à-dire une assemblée de représentants du peuple. Voir Seiler, *op. cit.*, pp. 59 et suiv.

Les anciens titres des trois premiers membres de l'exécutif : bailli, vice-bailli et trésorier du pays (*Landesseckelmeister*) furent remplacés par le terme uniforme de « conseillers d'Etat ».

La constitution proclamait le principe démocratique suprême de la souveraineté du peuple (art. 1 alinéa 2)<sup>18</sup> et déclarait que la forme du gouvernement était « celle de la démocratie représentative ». Le pouvoir souverain des dizains était donc définitivement éliminé. Les conseils de dizain furent réduits au rôle d'autorités purement administratives; le président du dizain devint le représentant du Conseil d'Etat et fut subordonné à ce dernier pour tout ce qui concerne l'administration du dizain (art. 44 et 47).

On abandonna le système oligarchique de représentation et de transmission des pouvoirs et l'on instaura effectivement le droit du peuple à se prononcer et à élire, mais sur une base représentative. Ce système représentatif correspondait exactement à la tendance libérale modérée qui régnait en Suisse à cette époque et selon laquelle le peuple devait exercer la souveraineté par l'entremise des représentants qu'il nommait<sup>19</sup>. Toutefois, ce principe subit une aggravation en Valais, d'abord parce que les représentants du peuple à l'assemblée législative, c'est-à-dire les députés du Grand Conseil, n'étaient pas élus directement par le peuple, mais bien par des « collègues électoraux » (*Wahlmänner*): ces collègues électoraux étaient élus directement par le peuple, réuni en assemblées primaires, à raison d'un électeur sur cent habitants (art. 54)<sup>20</sup>. Ensuite, le système représentatif subissait une grave entorse en raison du droit de veto que la constitution reconnaissait au peuple. En conséquence du principe de la souveraineté populaire, on avait abandonné le referendum fédératif des conseils de dizain et on avait disposé que les lois, les capitulations militaires et les décrets de finances et de naturalisations ne devenaient exécutoires que trente jours après leur promulgation (art. 67, al. 1); dans cet intervalle, la majorité des citoyens valaisans pouvaient les rejeter (art. 67, al. 2). A cet effet, les présidents de commune devaient convoquer les assemblées primaires pour le troisième dimanche après la publication, dresser les procès-verbaux de la votation et les transmettre aux présidents de dizain (art. 67, al. 3)<sup>21</sup>. Ce veto-

<sup>18</sup> L'article 1 alinéa 2 de cette constitution a cette teneur : « La souveraineté réside dans la totalité des citoyens valaisans ».

<sup>19</sup> On reconnaît nettement l'influence française dans l'élaboration de ce système.

<sup>20</sup> Le système des collègues électoraux ne fut adopté, lors des délibérations sur la constitution de janvier, qu'après de longs débats et surtout grâce à l'influence du D<sup>r</sup> Barman. Nombre de députés réclamaient que l'élection des députés au Grand Conseil se fit directement par le peuple. Voir Seiler, *op. cit.*, p. 63. — *Echo des Alpes*, 31 juillet 1839, No 27.

<sup>21</sup> La loi du 27 novembre 1840 sur l'exercice du referendum compléta ces dispositions. Elle réglementait notamment la convocation des assemblées primaires, l'exercice du droit de vote et l'établissement des procès-verbaux des votations.



referendum<sup>22</sup> obligatoire n'avait d'autre but que de provoquer une protestation, un rejet éventuel, et se distinguait essentiellement par là de notre referendum législatif obligatoire moderne, qui soumet les lois à l'acceptation ou au rejet du peuple souverain. Dans la constitution de 1839, seule une majorité rejetante était considérée comme l'expression de la volonté populaire<sup>23</sup>. Au surplus, l'introduction de ce droit de veto signifiait une importante concession du législateur libéral en faveur de l'élément conservateur du canton, notamment en faveur du Haut-Valais<sup>24</sup>. La tendance libérale n'éprouvait que peu de sympathie pour cette institution qui constituait une brèche sérieuse au système de la démocratie représentative et un handicap pour la législation libérale ultérieure<sup>25</sup>.

A côté de ce veto-referendum législatif obligatoire, la nouvelle constitution reconnaissait au peuple un referendum constitutionnel positif en disposant que chaque modification que le Grand Conseil apporterait à la constitution devait être soumise à l'approbation des citoyens valaisans (art. 73, al. 2). Il s'agissait ici d'un vrai referendum moderne, et non seulement d'un droit de protestation éventuel de la part du peuple souverain, d'une sanction positive, d'une décision du peuple sur l'acceptation ou le rejet d'une modification de la loi fondamentale de l'Etat<sup>26</sup>.

---

<sup>22</sup> La constitution de janvier 1839 ne prévoyait qu'un droit de veto facultatif en ce sens que les assemblées primaires ne devaient être convoquées que sur demande d'un certain nombre d'électeurs. Dans la nouvelle constitution, on laissa tomber cette disposition peu claire et on déclara obligatoire la convocation des assemblées primaires. Voir à ce sujet Seiler, *op. cit.*, pp. 115 et suiv. — His (*op. cit.*, II, p. 268) est d'avis que la désignation de « veto-referendum obligatoire » est inexacte, vu que seule était obligatoire la convocation des assemblées primaires, mais non pas une votation de la part de ces dernières : la votation n'était prévue que « s'il se présentait des citoyens opposants ». Si personne n'avait d'objection à formuler contre le projet, personne n'était tenu de se présenter à l'assemblée (*ibidem*, p. 268, note 38). Il convient d'observer, par contre, qu'en vertu de la loi du 27 novembre 1840, le président de la commune devait dresser procès-verbal même dans le cas où il ne comparaitrait aucun citoyen opposant (art. 4, al. 4), et constater qu'il n'y avait aucun rejetant. Dans ce cas, la votation semble avoir lieu, formellement, d'une manière obligatoire.

<sup>23</sup> His, *op. cit.*, II, p. 268. Voir également U. Lampert, *Das Schweizerische Bundesstaatsrecht*, Zurich, 1918, p. 89 : dans ce veto-referendum, on ne pouvait exprimer que la volonté de repousser, tandis que le veto ne consistait qu'en une protestation du peuple contre les décrets du pouvoir législatif.

<sup>24</sup> Voir Seiler, *op. cit.*, p. 117. Le droit de veto devait remplacer le referendum dézénal antérieur, et servir en même temps de frein contre l'offensive de la politique libérale.

<sup>25</sup> His, *op. cit.*, p. 268 : « Les libéraux, surtout dans le Bas-Valais, ne goûtèrent pas cette innovation de démocratie rustique. »

<sup>26</sup> Voir Seiler, *op. cit.*, pp. 72 et suiv. Il était difficile d'apporter des modifications à la constitution, car le législatif ne pouvait y procéder qu'après un délai de cinq ans, et moyennant assentiment de la majorité absolue de la totalité des membres du Grand Conseil (art. 73, alinéa 1).

La nouvelle constitution créa un système largement démocratique en matière d'autonomie communale. L'organisation des pouvoirs dans les communes s'opéra nettement du point de vue politique et administratif. On distingua notamment les assemblées primaires, organe politique, et le conseil général et communal, organe administratif de la commune.

L'assemblée primaire se composait des bourgeois ou communiens et des citoyens valaisans domiciliés dans la commune depuis cinq ans. Cependant le nombre des non-communiens ne pouvait dépasser le quart du chiffre des communiens (art. 49). L'assemblée primaire exerçait les attributions suivantes : exercice du veto-referendum cantonal (art. 50), nomination du collège électoral (art. 54), élection du châtelain et du vice-châtelain <sup>27</sup>.

Le conseil général se composait exclusivement des bourgeois ou communiens et constituait l'organe administratif suprême de la commune. Il disposait des biens communs, recevait les bourgeois ou communiens, élisait les conseillers communaux et dézéniaux, et examinait annuellement les comptes de la commune et la gestion du conseil communal (art. 51).

Le conseil communal apparaissait plutôt comme un organe exécutif subalterne de la commune, soumis à un contrôle strict. La durée de ses fonctions était limitée à quatre ans <sup>28</sup>. On abolit ses droits politiques antérieurs : c'était le peuple qui constituait à présent la base de l'organisation des pouvoirs dans l'Etat.

Les conseils dézéniaux n'étaient également que des autorités purement administratives, et ils étaient soumis en tant que tels à la surveillance directe du Conseil d'Etat <sup>29</sup>. Chaque commune avait droit à un député au moins au conseil de dizain, et en outre, à un député en plus pour chaque fraction de trois cents habitants. Une des plus importantes attributions de droit administratif du conseil de dizain était la répartition des charges publiques entre les communes (art. 44).

En appliquant strictement le principe de la séparation des pouvoirs et en superposant volontairement le Grand Conseil au Conseil d'Etat, on accrut dans une large mesure le champ des attributions de l'autorité législative <sup>30</sup>. A côté de ses compétences

---

<sup>27</sup> La constitution de 1839 confiait à une loi spéciale l'organisation des autorités communales et dézéniales.

<sup>28</sup> Loi électorale du 27 novembre 1840, art. 8.

<sup>29</sup> Voir la loi électorale du 27 novembre 1840, art. 26 et suiv. et la constitution, art. 47.

<sup>30</sup> Voir His, *op. cit.*, II, p. 301. Cette réorganisation opérée par l'assemblée constituante à l'époque de la Régénération libérale signifiait une « victoire du droit naturel parlementaire, édifié rationnellement dans les constitutions révolutionnaires d'Amérique et de France ».

antérieures : législation, droit d'amnistie, régle des monnaies, conclusion des traités avec l'étranger, décision concernant les affaires de politique fédérale, le Grand Conseil obtint d'importantes attributions administratives et la haute surveillance constante de l'exécutif, le Conseil d'Etat. D'après la nouvelle constitution, le Grand Conseil fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat (art. 31, chiffre 5), contrôle la gestion du Conseil d'Etat (art. 31, chiffre 12) ; il fixe le traitement des fonctionnaires publics et des employés du Conseil d'Etat (art. 31, chiffre 13) ; il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat (art. 31, chiffre 7).

La constitution attribuait en outre au Grand Conseil l'initiative en matière législative, qui appartenait jusque là au Conseil d'Etat et aux conseils de dizain uniquement. Le Grand Conseil était compétent, maintenant, pour inviter le Conseil d'Etat à présenter un projet de loi ou de décret. Le Conseil d'Etat avait l'obligation de donner suite à cette invitation et de présenter le projet demandé dans l'une des deux sessions ordinaires suivantes (art. 32). Naturellement, on maintenait toujours le droit d'initiative du Conseil d'Etat (art. 35, chiffre 1). Pour le cas où le Grand Conseil introduirait des modifications dans les projets présentés par le Conseil d'Etat, la constitution prévoyait un droit de veto en faveur du Conseil d'Etat. En effet, ces modifications devaient être soumises au Conseil d'Etat, et s'il ne les admettait pas, le projet de loi devait faire l'objet de nouveaux débats au cours de la session suivante. Mais si le Grand Conseil persistait dans ces amendements contestés, le projet amendé entraînait en vigueur (art. 33, al. 1 et 2).

Si la constitution de 1839 abandonnait toute la législation et la haute surveillance de l'administration au Grand Conseil, elle réduisait le Conseil d'Etat, à peu d'exceptions près, aux fonctions exécutive et administrative. La prédominance des représentants du peuple mettait ainsi formellement et matériellement en échec l'importance antérieure de cette autorité : le Conseil d'Etat était soumis maintenant à un contrôle officiel et sévère. Il avait l'obligation de rendre annuellement compte de sa gestion (art. 36, al. 1), dont il était rendu responsable (art. 37)<sup>31</sup>. La constitution prévoyait encore la répartition de l'activité administrative du gouvernement en départements : un règlement devait fixer le nombre et l'organisation de ces derniers<sup>32</sup>.

---

<sup>31</sup> La constitution prévoyait une loi précisant « la responsabilité du Conseil d'Etat » ; elle fut décrétée le 21 mai 1840.

<sup>32</sup> Règlement édicté et promulgué le 3 juillet 1841 par le Conseil d'Etat. Il prévoyait une répartition en cinq départements et contenait une réglementation complète de l'organisation des séances et des délibérations du Conseil d'Etat.

La nouvelle constitution n'apporta que peu de changements à l'organisation judiciaire. On maintint les instances antérieures : châtelain et vice-châtelain dans les communes, tribunal civil et correctionnel dans les dizains, tribunal d'appel pour tout le canton (art. 42 et 43). Toutefois, on diminua le nombre des membres de ces tribunaux. Au civil, les tribunaux se composaient de trois juges, et de cinq au correctionnel, avec quatre suppléants. Ces juges étaient élus par les collèges électoraux (art. 55). Le tribunal d'appel du canton se composait de onze membres et de cinq suppléants (art. 43), nommés par le Grand Conseil (art. 27). Au reste, la constitution maintenait provisoirement les institutions existantes et les anciennes compétences de ces tribunaux, jusqu'à l'établissement d'une loi spéciale (art. 43, al. 2) <sup>33</sup>.

Fidèle au principe de la séparation des pouvoirs, la constitution déclarait en principe que le pouvoir judiciaire était indépendant (art. 41). Toutefois, elle ne déclarait toujours pas incompatibles les fonctions judiciaires et politiques. Mais la loi du 21 mai 1840 sur le cumul des places et l'incompatibilité des fonctions publiques disposait que les grands châtelains et leurs substituts ne pouvaient être en même temps présidents ou vice-présidents du dizain, ni membres du Grand Conseil.

Dans ses dispositions générales sur les élections et les conditions d'éligibilité, la constitution de 1839 posait fermement le principe démocratique de l'égalité de droit de tous les citoyens. Les anciens privilèges des notables, des juristes, des officiers, etc., étaient abolis. On fixa généralement à deux ans la durée des fonctions publiques (art. 58). On acquérait l'exercice des droits politiques à l'âge de vingt ans révolus (art. 63). La constitution comportait en outre des règles sur la privation du droit de vote et d'élection. Citons parmi les motifs de privation : l'insolvabilité, l'interdiction, l'aliénation, un jugement portant infamie, le fait d'être habituellement à la charge de particuliers ou d'établissements de bienfaisance, etc. (art. 59). Les conditions d'éligibilité aux fonctions publiques requises par la constitution étaient que l'on fût habile à voter et que l'on eût vingt-cinq ans révolus (art. 64). La constitution déclarait en outre de manière générale que le service étranger, civil ou militaire, était incompatible avec l'exercice des droits politiques (art. 61).

---

<sup>33</sup> Le 30 mai 1842, le Grand Conseil décréta une loi sur l'organisation et les compétences des tribunaux civils. Elle confiait aux châtelains, en plus des préliminaires de conciliation, des attributions en matière de tutelle, de faillite, de successions, et leur permettait de trancher sans appel les actions dont la valeur n'excédait pas 25 Fr., et en première instance celles dont la valeur n'excédait pas 100 Fr. Les tribunaux de dizain étaient compétents en première instance pour tous les litiges dépassant les compétences du châtelain et jugeaient en dernier ressort toutes les actions n'excédant pas la valeur de 200 Fr.

La constitution garantissait encore le droit de pétition, droit démocratique du citoyen, en vertu duquel chacun pouvait adresser des pétitions écrites au Grand Conseil et aux autres autorités constituées (art. 8) <sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> Ce droit, comme les autres droits du citoyen, possède un caractère nettement politique, et il convient de le distinguer des droits fondamentaux de l'individu. Il n'est pas illimité en principe, mais s'applique à l'intérieur de l'Etat et ne concerne qu'une partie déterminée de la participation à la vie de l'Etat. Voir Schmitt, *op. cit.*, pp. 168 et suiv.

## CHAPITRE III

### La législation libérale des années 1840 et 1841

#### La résistance du clergé à la loi sur la répartition des taxes militaires et à la loi sur l'instruction publique

Une vue d'ensemble sur le passé permet d'affirmer qu'il s'était agi, avant tout, dans les combats de 1839 à 1840, de l'égalité des droits politiques du Bas-Valais, de « son égalité de condition avec les autres parties du pays ». Pour réaliser ce but, on jugea indispensable de postuler en premier lieu le droit à une représentation égale au sein de l'autorité législative suprême du pays. Ces luttes constituent la phase finale de l'évolution vers l'indépendance politique du Bas-Valais, qui s'était réalisée sous la pression des idées et de l'invasion de la Révolution française, que la réaction conservatrice et aristocratique de la Restauration avait brimée à nouveau en 1815, mais qui, depuis la Révolution française de juillet 1830, avait trouvé une impulsion et une force de conviction renouvelée. C'est la victoire du Bas-Valais en 1840 qui acheva cette évolution : l'égalité juridique et politique de la partie inférieure du pays fut rétablie *de facto* et fut inscrite définitivement dans la constitution. On avait ainsi vidé le plus grave litige qui opposait entre elles les deux parties du pays. La majeure partie du peuple bas-valaisan atteignait enfin le but des efforts politiques qu'il avait accomplis depuis de longues années. Le Haut-Valais s'était soumis sans condition et n'opposait plus aucune résistance à la nouvelle constitution. On était fondé à croire que le pays marchait maintenant « vers un avenir paisible et meilleur ».

Mais pour les chefs libéraux du Bas-Valais, la victoire de 1840 n'était pas un point final : le postulat de l'égalité complète des droits politiques avec le Haut-Valais n'était à leurs yeux que le point de départ à partir duquel ils pourraient développer leurs idées. Ils se firent un devoir de mettre en pratique les principes libéraux proclamés dans la nouvelle constitution, de les faire

entrer dans la conscience et la vie politique du peuple, et de les rendre familiers à la masse encore inculte<sup>1</sup>.

Il est hors de doute que nombre de réformes administratives ou législatives s'imposaient dans le canton et qu'une sérieuse adaptation des institutions de droit public à la nouvelle constitution et aux circonstances actuelles devait s'accomplir dans l'intérêt même du bien-être de la population. Mais en Valais, comme en bien d'autres cantons, le radicalisme se détacha du libéralisme modéré primitif et commit la faute de recourir à la violence, sans tenir compte de l'isolement du pays, ni de ses traditions historiques ou religieuses et de procéder, à côté d'autres réformes raisonnables, à des bouleversements politiques, culturels ou religieux. Il blessa ainsi le peuple dans ses convictions profondes et ne put manquer de provoquer une sérieuse réaction.

Il fallait aussi s'attendre à ce que les vainqueurs de 1840 prissent une importance numérique et morale décisive au sein des autorités supérieures du pays et qu'une majorité libérale formât le nouveau gouvernement. Le Grand Conseil, élu pour la première fois proportionnellement au chiffre de la population en vertu de la nouvelle constitution, se réunit pour sa première session, le 18 mai 1840, sous la présidence du Dr Joseph Barman<sup>2</sup>. Aussitôt après la vérification des pouvoirs, Barman résigna ses fonctions de président de l'assemblée, mais une grande majorité le réélut à ce poste, puis l'assemblée prit connaissance d'un message du Conseil d'Etat par lequel ce corps présentait sa démission collective<sup>3</sup>. Le

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet la déclaration du journal radical *l'Echo des Alpes* du jeudi 19 janvier 1843, No 6: *Coup d'œil sur la situation du Pays*. « L'état dans lequel se trouve aujourd'hui notre canton est un effet naturel de la politique qui a été suivie depuis le 1<sup>er</sup> avril 1840. Après une révolution matérielle une révolution morale était nécessaire, afin d'empêcher que le pays ne retombât sous l'influence de ceux qui autrefois déjà en avaient abusé pour le retenir dans l'ignorance et entraver un développement, tant intellectuel que moral. »

<sup>2</sup> Joseph-Hyacinthe Barman, chef spirituel du mouvement de libération entre 1830 et 1840, leader du parti libéral modéré en Valais, fut sans doute à cette époque la tête la plus importante du Bas-Valais. Il naquit en 1800, obtint à Turin le titre de docteur en droit, fut président du tribunal du dizain de St-Maurice et député du Grand-Conseil pour ce district. Il dut s'enfuir après la défaite des libéraux au Trient en 1844, et il se rendit à Vevey où il ouvrit un cours académique. Plus tard, il se rendit à Paris, où il fut en relation avec Lamartine et Thiers. Le 22 mai 1848, la Confédération le nomma en qualité de chargé d'affaires auprès de la République française. Le 31 janvier 1842, il devint colonel fédéral; le 26 juin 1856, ministre de la Confédération à Paris. Il fut révoqué le 23 septembre 1857 et remplacé par Kern. Il quitta Paris peu avant le siège de 1870, après avoir obtenu la distinction de chevalier de la légion d'honneur. Voir *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921, art. Barman.

<sup>3</sup> Par arrêté du 8 mai 1840, le Conseil d'Etat avait également révoqué tous les employés à sa nomination.

nouveau gouvernement se composa des membres suivants : Joseph Burgener, de Viège, président ; Janvier de Riedmatten, de Sion, vice-président ; Maurice Barman, de Saillon<sup>4</sup>, François Delacoste, de Monthey, et François-Gaspard Zen-Ruffinen, de Loèche<sup>5</sup>.

Le Conseil d'Etat et le Grand Conseil travaillèrent dans la meilleure entente à leurs tâches législatives et administratives en Valais. Dès la première session, on élaborait et on adoptait les lois ou décrets suivants : décret du 20 mai 1840 « qui substitue un inspecteur des milices aux commandants d'arrondissement »<sup>6</sup> ; loi du 21 mai 1840 sur le cumul et l'incompatibilité des fonctions publiques<sup>7</sup> ; loi du 21 mai 1840 sur la responsabilité du Conseil d'Etat<sup>8</sup> ; loi des finances du 25 mai 1840, pour les années 1841 et 1842<sup>9</sup>. On commença également les délibérations pour une loi sur

---

<sup>4</sup> Maurice Barman, frère du Dr Joseph-Hyacinthe Barman, chef libéral du Bas-Valais le plus important après ce dernier. C'était avant tout un homme d'action, un politicien pratique ; il fixa à plusieurs reprises les destinées du Valais. Né en 1808, président de Saillon, député au Grand Conseil, il fut chef militaire du Bas-Valais en 1840 et des libéraux en 1844. Après la victoire des conservateurs au Trient, il s'enfuit à Vevey comme son frère, et y publia la brochure *La Contre-Révolution en Valais*. En 1847, il rentra en Valais avec les troupes fédérales, en qualité d'adjudant de Rilliet de Constant. Il se remit à la tête du mouvement libéral, fut membre et président du Conseil d'Etat jusqu'en 1853, conseiller national de 1848 à 1857, colonel fédéral en 1851. Il mourut, le 5 août 1878, à Saillon. Voir *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921, art. *Barman*.

<sup>5</sup> Burgener, Barman, Janvier de Riedmatten et Delacoste avaient déjà fait partie du Conseil d'Etat démissionnaire.

<sup>6</sup> Dans un message concernant l'organisation militaire du canton, le Conseil d'Etat avait signalé que l'unité et l'uniformité de l'équipement et de l'instruction des troupes avaient laissé fortement à désirer jusque-là : la direction et l'instruction relevaient alors de trois commandants d'arrondissements ; il était nécessaire de les concentrer en une seule main.

<sup>7</sup> Cette loi établissait entre autres les incompatibilités suivantes : 1° des fonctions de conseiller d'Etat avec l'exercice de tout autre office ou emploi public, civil ou militaire (art. 1). 2° de l'office de président de dizain avec la profession d'avocat, ou de procureur patentié (art. 3). 3° des fonctions de président et de vice-président du dizain avec celles de grand-châtelain (art. 5). 4° Le président et le vice-président du dizain, ainsi que les grands-châtelains et vice-grands-châtelains ne pouvaient être en même temps membres du Grand Conseil (art. 4, alinéas 1 et 2). 5° Personne ne pouvait être en même temps président ou vice-président et juge d'une commune (art. 7), aucun juge ne pouvait remplir en même temps les fonctions de greffier de son tribunal (art. 8, 9). La loi prohibait également le cumul des fonctions en disposant que le traitement global pour plusieurs emplois salariés par l'Etat ne pourrait s'élever à plus de 800 Fr. (art. 11).

<sup>8</sup> Cette loi était une loi d'exécution de l'article 37 de la constitution et disposait que chaque membre du Conseil d'Etat pouvait faire personnellement l'objet d'une action civile ou pénale. Aucune action ne pouvait être intentée sans l'assentiment du Grand Conseil, et on prévoyait un tribunal spécial, composé des grands-châtelains des dizains.

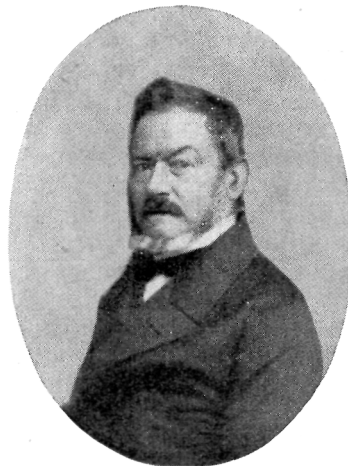
<sup>9</sup> D'une manière générale, on maintint les tarifs existants.





**Joseph-Hyacinthe Barman**  
(1800-1885)

Premier président  
du Grand Conseil 1840-1841



**Maurice Barman**  
(1808-1878)

Commandant en chef  
des troupes bas-valaisannes  
en 1840 et en 1844

le notariat<sup>10</sup> et on confia, pour étude, à une commission, un message adressé par le Conseil d'Etat concernant un projet de loi sur la presse<sup>11</sup>.

Au cours de la session de novembre de la même année, on adopta une nouvelle loi électorale<sup>12</sup> et la revision de la loi sur le notariat. On édicta encore une loi sur la naturalisation<sup>13</sup> et une autre sur l'exercice du referendum<sup>14</sup>.

Dans la même session, on délibéra sur deux projets qui se heurtèrent à la résistance des conservateurs et du clergé et amenèrent une première divergence entre ce dernier et la tendance libérale : il s'agissait des lois sur la répartition des taxes militaires et sur l'instruction publique.

A la session de mai déjà, le Conseil d'Etat avait fixé le budget militaire cantonal à 16.000 fr. Cette somme devait être affectée en premier lieu à la réorganisation des milices, à la création d'une école de trompettes, de tambours et de sous-officiers, ainsi qu'à l'approvisionnement de l'arsenal et des magasins militaires. Le Grand Conseil avait approuvé ce budget. L'article 10 de la constitution cantonale de 1839 disposait qu'une loi répartirait également sur tous les charges résultant du service militaire. Sur cette base, en novembre 1840, le Conseil d'Etat déposa un projet de loi qui réglait la question. Ce projet prévoyait que tout citoyen ou habitant du canton, qui ne faisait pas de service dans le contingent fédéral ni dans la Landwehr I, payerait chaque année un impôt militaire proportionné à ses facultés. Il incombait aux conseils communaux de répartir ces contributions proportionnellement à la fortune de

---

<sup>10</sup> Dans un message, le Conseil d'Etat avait exposé que le notariat valaisan se trouvait dans un état de décadence et il avait formulé ainsi les tâches de la nouvelle loi : rappeler les devoirs des notaires dans un ensemble précis et détaillé ; préciser les devoirs particuliers des notaires en ce qui concerne la forme des contrats ; établir une chambre disciplinaire ; réduire le nombre des notaires en tenant compte des besoins de la population ; multiplier la solennité des actes, afin d'empêcher les fraudes ; frapper pénalement les notaires coupables ; veiller à la conservation des actes.

<sup>11</sup> Le Conseil d'Etat fit remarquer que la loi du 24 mai 1839 « sur la Presse » n'avait pas été sanctionnée par le peuple.

<sup>12</sup> Loi électorale du 27 novembre 1840. C'était une loi d'exécution de la constitution qui mettait fin aux anciens privilèges si contestés. Elle contenait en outre une adaptation de tout le système électoral aux réformes prévues dans la nouvelle constitution. Elle fixait entre autres la durée des fonctions de conseiller communal à quatre ans et sanctionnait la libre élection du conseil communal par le conseil général.

<sup>13</sup> Loi du 17 novembre 1840 « sur la naturalisation ». Les conditions requises pour obtenir le droit de cité cantonal étaient les suivantes : domicile dans le canton pendant cinq ans et production d'un certificat de bonnes mœurs.

<sup>14</sup> Loi du 27 novembre 1840. C'était une loi d'application de l'art. 67 de la constitution.

chacun, en tenant compte des biens-fonds sis dans le canton, du capital et du revenu du contribuable. La commission chargée d'examiner le projet fit deux propositions différentes : la minorité fut d'avis que le moment était mal choisi pour édicter une telle loi et préconisa son renvoi. Mais la majorité prit parti en faveur de l'acceptation du projet, moyennant de minimes amendements.

Au cours des délibérations qui suivirent au Grand Conseil, la question se posa de savoir si les membres du clergé seraient frappés par cette loi. Les uns étaient d'avis que les ecclésiastiques devaient être astreints à payer l'impôt sur leur fortune personnelle, mais non pas sur leur bénéfice ecclésiastique. Les autres firent valoir que le pacte fédéral n'exonérât point les ecclésiastiques des taxes militaires et qu'il fallait abandonner aux communes le soin de décider si un bénéfice était assez important pour contribuer au paiement de ces taxes. Le Grand Conseil ne prit aucune décision et laissa cette question ouverte. Au surplus, on adopta toute la loi, conformément à son projet.

Mais si les autres lois et décrets ne se heurtèrent à aucune objection lors des votations populaires en date du 7 février 1841, la loi sur la répartition des taxes militaires, par contre, fut repoussée par le peuple<sup>15</sup>. La loi fit l'objet de nouvelles délibérations lors de la session de mai 1842. Le représentant du clergé, le chanoine de Rivaz, demanda que l'on insérât dans le protocole une déclaration disant que cette loi ne porterait aucun préjudice aux droits du clergé. Mais on ne donna point suite à cette requête et le Grand Conseil accepta de nouveau le projet.

Le projet de loi sur l'instruction primaire, qui fut soumis au Grand Conseil dans la session de novembre 1840, rencontra une résistance plus vive encore. Jusque-là, les écoles publiques étaient peu développées en Valais, et on les abandonnait presque exclusivement aux soins du clergé et à l'initiative de chaque commune. Le 15 décembre 1828, grâce surtout aux efforts du chanoine Berchtold, on avait bien promulgué un décret sur l'instruction primaire contenant tous les principes d'une organisation scolaire progressiste. Ce décret prévoyait entre autres l'ouverture d'une école publique au moins dans chaque paroisse, la fréquentation obligatoire des écoles, la création d'une école normale à Sion et l'institution de conseils scolaires locaux, ainsi que d'un conseil cantonal de l'éducation, comme autorité de surveillance pour l'instruction publique

---

<sup>15</sup> Il semble que le Haut-Valais surtout fit une vive opposition à cette loi qu'il considérait comme une atteinte aux droits et immunités ecclésiastiques. Voir Rilliet de Constant, *Le Valais de 1840 à 1844*, Lausanne, 1845, pp. 21 et suiv. Ce dernier porte à 9856 le nombre des rejetants dans tout le canton (p. 25). On vit encore dans ce fait, dû à l'influence du clergé, la volonté bien arrêtée de ce corps de continuer à se soustraire à toutes les charges qui pesaient sur les citoyens.

dans tout le canton. Ce décret conférait à l'évêque un droit très étendu de nomination et de veto, aussi bien pour la désignation du personnel enseignant que pour la surveillance de l'enseignement et du matériel scolaire ; il assurait au clergé une représentation paritaire dans le conseil cantonal de l'éducation et dans les conseils scolaires locaux. Mais l'exécution de ce décret se heurta à une nette résistance et il ne fut appliqué dans la suite que par une minorité de grandes communes<sup>16</sup>.

Dans son message accompagnant le nouveau projet de loi, le Conseil d'Etat rappela les inconvénients actuels et observa que, presque partout, les écoles primaires étaient abandonnées aux faibles efforts des communes et des maîtres d'école, que les régents enseignaient bien souvent sans posséder toutes les connaissances requises par leur profession et n'avaient aucun compte à rendre des résultats de leur activité. Quant au projet de loi du Conseil d'Etat, il reprenait dans ses traits essentiels le décret de 1828. Il prévoyait l'institution d'une école au moins dans chaque commune. L'instruction devait être donnée séparément aux deux sexes et serait gratuite, dans la mesure où les fonds de la commune le permettraient. Pour la formation du personnel enseignant, on créerait à Sion une école normale dans les deux langues nationales : le Conseil d'Etat, sous réserve de l'assentiment de l'évêque, en nommerait les professeurs. On instituerait une commission de l'éducation, composée de cinq membres, pour tout le canton ; deux de ses membres devaient être des laïcs et les deux autres, des membres du clergé. Le choix de cette commission incombait également au Conseil d'Etat, d'entente avec l'évêque. Le conseil cantonal de l'éducation devait nommer les conseils scolaires locaux, surveiller l'école normale, établir le règlement scolaire et prendre soin de l'ensemble de l'enseignement primaire. Dans chaque district, un inspecteur scolaire, nommé par le Conseil d'Etat, devait surveiller l'enseignement et fournir un rapport au Conseil d'Etat. Chaque commune devait posséder un conseil scolaire local, composé de trois à cinq membres, qui nommerait le personnel enseignant, tiendrait le registre des enfants astreints à fréquenter l'école, et surveillerait les régents.

Dans son message, le Conseil d'Etat avait souligné que l'on entendait laisser au clergé une part importante de la direction et

---

<sup>16</sup> Toute cette loi était partagée par deux conceptions philosophiques divergentes et ne satisfaisait aucune d'elles. Les libéraux la trouvaient trop peu progressiste et trop cléricale. D'autre part, l'auteur de la loi, le chanoine Berchtold, comptait peu d'amis au sein du clergé du pays. Aussi, dans la suite, beaucoup de communes ne se laissèrent point brider par cette loi et ne la mirent pas en vigueur. Voir F. Schmid, *Geschichtliches über das Unterrichtswesen im Kanton Wallis*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, T. II, pp. 97 et suiv., et Leo Meyer, *Notes d'histoire sur l'enseignement en Valais* (ms.) : « mais la loi de 1828 n'est entrée en vigueur que bien plus tard, elle dormait dans le canton ».

de la surveillance des écoles : « Nous pensons avoir concilié les exigences des deux autorités : faire plus ou moins que cela nous eût paru dangereux. Nous abandonnons au clergé tout ce qui lui revient naturellement, c'est-à-dire la liberté entière de s'assurer par lui-même que l'enseignement est en tout temps religieux et moral. Nous avons tenu compte d'autre part du souci qu'a l'autorité civile de former des citoyens dignes de ce nom. Nous partons du principe que, si l'instruction rend l'homme savant, l'éducation morale forme des chrétiens. » Après avoir rendu hommage aux « louables efforts » du clergé, le message observe encore : « Néanmoins, nous devons constater qu'il n'a pas été tout à fait heureux là où il a assumé à lui seul l'instruction civile du peuple. »

La commission chargée de l'examen du projet, et qui comprenait entre autres le chanoine de Rivaz, approuva sa teneur, mais exprima néanmoins l'avis que l'on devait fixer expressément les droits du clergé, et surtout de l'évêque, dans un article spécial. Elle proposa donc d'insérer l'article suivant : article 19 : « Les nominations des professeurs de l'école normale ainsi que celles des membres du comité cantonal, des deux surveillants<sup>17</sup>, des maîtres et des maîtresses d'école sont soumises à l'approbation de S. G. l'évêque. » Le curé du lieu devait être toujours membre et président du conseil scolaire local. Enfin la commission proposa de soumettre le projet de loi, avant sa votation, à l'assentiment de l'évêque, afin de garantir son acceptation. « Cette concession, sans préjudice pour le Grand Conseil, pourrait peut-être contribuer à l'acceptation d'une loi autrement peu sympathique. »

Ces propositions et projets de la commission provoquèrent une vive discussion au sein du Grand Conseil. Quelques membres appuyèrent bien l'introduction d'un article spécial garantissant les droits de l'évêque, mais d'autres combattirent ardemment la chose. Un membre du Conseil d'Etat fit observer que cet amendement bouleversait toute l'assiette de la loi et que le Grand Conseil devait se prononcer sur ce point avant de délibérer sur chaque article<sup>18</sup>. A la suite de cette déclaration, le chanoine de Rivaz proposa que l'on soumit aussitôt la loi à l'évêque, afin qu'il se prononçât à son sujet. Mais l'assemblée repoussa cette proposition.

Quelques membres appuyaient ainsi les projets de la commission en disant que l'autorité ecclésiastique était tout aussi intéressée à l'instruction du peuple que l'autorité civile. Plusieurs conciles et

---

<sup>17</sup> La commission avait proposé de ne nommer que deux surveillants pour tout le canton, au lieu d'un inspecteur pour chaque dizain.

<sup>18</sup> Voir le protocole du Grand Conseil du 23 novembre 1840 : « Un membre du Conseil d'Etat déclare que l'amendement de la commission renversant une des principales bases de la loi, il devenait nécessaire que l'assemblée se prononçât à cet égard avant de passer à la discussion d'aucun article. »

décrets de la Curie romaine faisaient un devoir pour l'évêque et le clergé de surveiller l'instruction dans les écoles. Depuis des siècles, le clergé avait exercé cette surveillance dans le diocèse. Il incombait surtout à l'évêque, en tant que défenseur de la religion et de la morale institué par Dieu, de veiller à ce qu'elles ne soient lésées en aucune manière. Le projet en question contenait en soi le germe de conflits regrettables entre les autorités civile et ecclésiastique. Pour assurer le succès de la loi et sa mise en œuvre sans frictions, il était recommandable d'éviter tout ce qui pouvait provoquer un mécontentement dans le clergé.

Les défenseurs du projet répliquaient que le soin de l'instruction incombait aux deux autorités et qu'aucun des deux pouvoirs ne devait s'arroger la prééminence sur l'autre. Si l'évêque était unique juge en matière de religion, on devait maintenir fermement d'autre part que le pouvoir civil était seul compétent en matière d'enseignement civil. Ce serait l'offenser que de le croire disposé à favoriser des atteintes à la religion ou à la morale. Si l'on accordait un droit de veto à l'évêque, on mettrait le pouvoir civil dans une situation de dépendance incompatible avec sa dignité et qui pourrait occasionner de violents malentendus.

Après une longue discussion, l'assemblée trancha en principe cette question préliminaire : elle repoussa la proposition de la commission et entra en discussion sur le projet original, tel qu'il avait été conçu et déposé par le Conseil d'Etat. Au cours des délibérations suivantes sur chaque article, on adopta quelques amendements de détail. On repoussa le projet de la commission qui confiait au curé de la commune la présidence du conseil local de l'éducation, ainsi que celui qui soumettait à l'approbation de l'évêque le règlement scolaire, les livres de classe et la méthode d'enseignement. Sur motion d'un membre du Conseil d'Etat, on accorda néanmoins à l'évêque le droit de décider si les livres scolaires contenaient quelque chose de contraire à la religion, et on adopta également la proposition du chanoine de Rivaz tendant à ce que la nomination des inspecteurs scolaires par le Conseil d'Etat se fit d'entente avec l'évêque.

Avant le vote final, le chanoine de Rivaz se leva et proposa son renvoi au jour suivant, afin de pouvoir soumettre le projet à l'évêque. Si celui-ci n'y faisait aucune objection, il s'abstiendrait de déposer une note de protestation qu'il avait mandat de remettre, en cas contraire, au nom du clergé qu'il représentait, à la suite du rejet des amendements proposés.

Le lendemain, le chanoine de Rivaz communiqua à l'assemblée que l'évêque n'avait formulé aucune objection sérieuse à l'encontre du projet, mais qu'il l'avait chargé de poser la question suivante au Grand Conseil : comment fallait-il entendre la formule « d'entente avec l'évêque », qui venait à plusieurs reprises dans cette loi ?

L'évêque interprétait ces termes en ce sens que la coopération des deux autorités, en tant que pouvoirs distincts, était requise et que, par suite, les deux possédaient un droit égal.

On répondit à cette question que le texte des articles de la loi était suffisamment clair et qu'il ne subsistait aucun doute que, le cas échéant, aucune autorité ne pourrait agir sans la coopération de l'autre ; qu'au reste, les délibérations sur la loi étaient closes et que les articles en question ne pouvaient faire l'objet d'une nouvelle discussion. On ne pouvait, d'autre part, insérer au protocole une déclaration du Grand Conseil sur cet article, vu que le peuple votait sur la loi elle-même et ne connaîtrait pas les interprétations ultérieures du pouvoir législatif.

Le chanoine de Rivaz se déclara satisfait de ces conclusions et convaincu que le clergé s'emploierait avec zèle en faveur de l'acceptation de la loi. Il ajouta quand même qu'en sa qualité de représentant d'une partie du clergé valaisan, il était obligé de rappeler au Grand Conseil un résumé des principes catholiques en matière d'instruction publique, conformément à ses convictions et aux déclarations de l'évêque et du clergé. Le chanoine de Rivaz lut alors un texte et demanda qu'il fût inséré au protocole. Il y était dit que le collège électoral du clergé des dizains occidentaux s'était réuni le 13 novembre à Martigny sous la présidence du comte Bagnoud, évêque de Bethléem, pour examiner le projet de loi sur l'instruction primaire. Cette assemblée s'était prononcée solennellement en faveur du principe selon lequel le droit d'approuver le choix des régents et des régentes, ainsi que la haute surveillance de l'instruction et l'approbation des livres scolaires, faisaient partie des incombances de l'évêque. Le chef du diocèse avait approuvé cette manifestation d'une partie de son clergé et s'était prononcé également en faveur des principes énoncés.

A la suite de cette déclaration, le Conseil d'Etat dit que, pour sa part, il maintenait son point de vue et insérerait au protocole une contre-déclaration correspondante<sup>19</sup>. Là-dessus, le Grand Conseil accepta la loi sur l'enseignement primaire.

Mais déjà avant que le projet ne fût soumis à la votation populaire, l'opposition du clergé à la loi se fit jour dans tout le canton. Le 14 décembre 1840, les surveillants des dizains de Conches, Mörel, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre adres-

---

<sup>19</sup> La déclaration avait la teneur suivante : « Le Conseil d'Etat du Canton du Valais... croit devoir se borner à déclarer : Qu'il envisage et reconnaît l'autorité ecclésiastique comme exclusivement compétente en matière d'instruction purement religieuse, partant que le droit du R<sup>me</sup> Evêque de Sion, d'exercer sous ce rapport toute surveillance sur les écoles primaires, les régents et les livres classiques ne lui sera aucunement contesté, comme d'un autre côté il entend qu'au pouvoir civil appartient la direction de tout ce qui se rattache à l'instruction civile du peuple. »

sèrent une lettre au Conseil d'Etat, par l'entremise de l'évêque ; ils s'y plaignaient que le clergé était opprimé « dans son activité salulaire d'éducateur qualifié de la jeunesse ». Les décisions du Grand Conseil en matière d'enseignement public remettaient aux autorités temporelles une influence décisive sur l'instruction primaire. Il s'ensuivait une atteinte aux droits de l'Eglise, qui reposaient non seulement sur la loi de Dieu, mais encore sur les décisions des conciles généraux et les ordonnances propres au diocèse, que garantissait l'article 3 de la constitution. Les surveillants des dizains supérieurs, au nom de l'ensemble du clergé « de la partie orientale » se rangeaient « d'un plein accord » à la protestation insérée dans le protocole par le représentant du clergé bas-valaisan, sur ordre de l'évêque.

A la suite de nouvelles représentations du clergé du bas-Valais, l'évêque écrivit au Conseil d'Etat le 23 décembre et l'exhorta à faire usage de son droit de veto prévu par l'article 33 de la constitution, afin de contraindre le Grand Conseil à examiner de nouveau cette loi lors de sa prochaine session. Entre temps, on tâcherait de s'entendre sur les articles qui excitaient le mécontentement du clergé. L'évêque soulignait qu'il reconnaissait, avec l'ensemble de son clergé, et d'accord avec le pouvoir civil, l'utilité et la nécessité d'une instruction scolaire adaptée aux circonstances actuelles. Seuls les moyens d'exécution laissaient subsister des divergences de vue. Une loi qui touchait de si près les anciens droits coutumiers du clergé devait être le fruit d'une entente entre les deux autorités.

Une lettre de Mgr Bagnoud, abbé de St-Maurice et évêque de Bethléem, adressée au Conseil d'Etat en date du 20 janvier 1841, s'exprimait en termes analogues, mais rappelait spécialement le cas de quelques cantons suisses qui avaient asservi le pouvoir ecclésiastique aux autorités civiles : la loi du 24 novembre 1840 visait également à subordonner l'autorité ecclésiastique au contrôle, voire au bon plaisir du pouvoir civil. La nomination et la surveillance des maîtres par des instances composées en majeure partie de laïques privait l'évêque de son droit de regard sur les écoles. L'évêque cita spécialement les cantons de Fribourg et de Genève, où le chef du diocèse avait le droit de surveiller directement l'enseignement. « Aller plus loin, ce serait s'immiscer dans les droits de l'épiscopat, à qui seul appartient le droit de juger et de l'orthodoxie et de l'aptitude des régents destinés à l'enseignement du catéchisme du diocèse et de la morale fondée sur la religion. » L'évêque réclamait en outre le droit de déterminer les livres d'instruction religieuse, celui de refuser les livres scolaires qui seraient contraires à la doctrine catholique, et le droit de révoquer les régents dont la foi ou les mœurs ne seraient pas conformes à la foi catholique.

Le Conseil d'Etat répondit aussitôt à l'évêque de Sion qu'il ne songeait aucunement à faire usage de son droit de veto, vu que



le délai de huit jours prévu dans le règlement du Grand Conseil pour l'exercice de ce droit était déjà révolu. Au surplus, le clergé avait obtenu de l'Etat toutes les garanties de ses droits que ce dernier avait pu lui accorder sans renoncer à son propre droit de se créer pour lui-même un système d'instruction approprié. « La loi sera prochainement soumise au referendum. Triomphera-t-elle des alarmes aussi mal fondées que peu bienveillantes qu'elle soulève au sein du vénérable clergé ? »

Le Conseil d'Etat écrivit dans le même sens à l'évêque de Bethléem. Il y exprimait l'avis que l'évêque se faisait des illusions sur les droits exclusifs du clergé en cette importante matière. Le pouvoir civil avait fait au clergé toutes les concessions compatibles avec ses droits et ses devoirs.

Mais malgré tous les efforts du gouvernement et de quelques libéraux influents<sup>20</sup>, cette loi ne trouva pas grâce devant le peuple, qui la rejeta, le 7 février 1841, par 9737 voix.

---

<sup>20</sup> Le Dr Joseph-Hyacinthe Barman défendit particulièrement cette loi.

## CHAPITRE IV

# Les débuts et le développement du radicalisme en Valais

Dès le début de l'année 1841, une divergence profonde d'opinion se fit jour dans le sein du parti libéral valaisan et menaça de produire une scission de ce parti. Comme dans les autres cantons, une poussée radicale naquit du libéralisme modéré primitif ; elle différait beaucoup de ce dernier, tant par ses principes et postulats rationalistes ou extrémistes, que par sa méthode politique révolutionnaire ; elle finit par s'opposer directement au libéralisme lui-même.

En Valais, les libéraux modérés représentés notamment par les deux frères Maurice et le Dr Joseph-Hyacinthe Barman, militaient, avec le gouvernement, en faveur d'un progrès raisonnable, adapté à l'époque et aux particularités du pays. Les représentants de la tendance radicale, au contraire, prirent résolument position contre le clergé, voire contre le pouvoir civil, se proposèrent pour objectif la liquidation des droits du clergé en tant que corps et de ses anciennes immunités qui subsistaient toujours<sup>1</sup>. A la tête de ce mouvement, on trouvait César Gros de Martigny, J. Abbet, l'avocat Pottier de Monthey et, plus tard, Alexis Joris d'Illarsaz.

Pottier et Gros furent les fondateurs de la *Jeune Suisse* valaisanne, conçue primitivement comme une section de la *Jeune Suisse* et de la *Jeune Europe*, ces associations politiques révolutionnaires suscitées par Mazzini. Le 15 avril 1834, Mazzini avait fondé la *Jeune Europe* à Berne, qui devait se composer de l'association de la *Jeune Italie*, de la *Jeune Allemagne* et de la *Jeune Pologne*<sup>2</sup>. La même année, Mazzini adressa une proclamation aux Suisses, les

---

<sup>1</sup> Voir Leo Mengis, *Die Rechtstellung des Bistums Sitten im Kanton Wallis*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, IV, p. 138 : « La Jeune Suisse désirait particulièrement la suppression des immunités ecclésiastiques, l'abolition de la juridiction ecclésiastique », etc.

<sup>2</sup> M. Mauerhofer, *Mazzini et les réfugiés italiens en Suisse*, dans *Revue d'histoire suisse*, 12, 1932, pp. 45 et suiv. : « Mais il ne parvient pas à en faire un lien entre les diverses associations nationales. »

invitant à constituer pour leur part une *Jeune Suisse* et à s'unir aux autres organisations nationales, en vue de la *Jeune Europe*. C'est le 26 juillet 1835 qu'eut lieu, à Vevey, la première assemblée générale de la *Jeune Suisse*, mais c'est déjà le 1er juillet 1835 qu'avait paru à Bienne le journal du même nom. On vit à cette assemblée quelque vingt-cinq représentants des cantons de Vaud, Fribourg, Genève et Valais. Le succès en fut mince. Deux Suisses seulement, Weingart, instituteur à Bienne, et Michoud de Lausanne se déclarèrent ouvertement membres de la société. Dans la suite, ce mouvement se révéla non viable. Le journal *La Jeune Suisse* disparut bientôt, son dernier numéro parut le 23 juillet 1836<sup>3</sup>.

Néanmoins, l'idée de Mazzini prit pied en Valais : Pottier et Gros fondèrent l'association *La Jeune Suisse (Jungschweiz)* dont il a été question et dont le siège principal se trouvait à Monthey<sup>4</sup>. Cette *Jeune Suisse* prit une part active aux luttes du Bas-Valais pour sa libération en 1839. Dès la victoire de 1840, les esprits radicaux extrémistes de la partie inférieure du pays se groupèrent sous son nom. L'organe de l'association<sup>5</sup>, l'*Echo des Alpes*, fut fondé en 1839 déjà. Son rédacteur fut Alphonse Morand<sup>6</sup>. Ce journal se mit à attaquer le clergé avec virulence : il se complaisait notamment à reproduire des histoires scandaleuses sur le clergé ; elles n'étaient pas toujours dépourvues de fondement réel, mais en tout cas, elles étaient exploitées et généralisées d'une façon proluxe et tendancieuse<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> Mauerhofer, *op. cit.*, pp. 74 et suiv. note 67 : « Après Villeneuve, la confiance de Mazzini dans la Jeune Suisse tomba. Il n'en parle plus, si ce n'est pour en déplorer la perte absolue. »

<sup>4</sup> Baumgartner, *Die Schweiz in ihren Kämpfen und Umgestaltungen von 1830 bis 1850*, III, Zurich, 1865, p. 58, remarque. — L'année de fondation n'est pas précisée.

<sup>5</sup> Kämpfen, *op. cit.*, p. 205 ; H. Gay, *op. cit.*, p. 293. Les deux parlent de l'*Echo des Alpes* comme de l'organe de la Jeune Suisse.

<sup>6</sup> C'était un fils de feu le Conseiller d'Etat Morand. Voir Baumgartner, *Die Schweiz*, III, p. 58. Le premier numéro de l'*Echo des Alpes* parut le 4 mai 1839. Leo Meyer (*Die periodischen Walliser Drucksachen im XIX. Jahrhundert*, dans *Zeitschrift für schweiz. Statistik*) juge cette feuille de la manière suivante : « écrit de la même plume que les *Bulletins*, sortant du même atelier, ce journal avait l'avantage d'être un ami de la religion de nos pères et de l'ordre, et en même temps un ardent défenseur du progrès et de l'émancipation du peuple. Chaque jeudi et chaque dimanche, cet *Echo des Alpes* visitait ses lecteurs et prêchait des considérations passionnées, qui étaient désignées comme idées des Jeunes Suisses. »

<sup>7</sup> Voir entre autres l'*Echo des Alpes* du 6 janvier 1842, No 6, jugement d'un moine de la chartreuse d'Ilttingen en Thurgovie, condamné à trois ans de travaux forcés pour sodomie. — Voir encore l'*Echo des Alpes* des 3, 10, 17 février 1842, Nos 10, 12, 14, délits de mœurs du vicaire Mantz à Mörel ; violente attaque surtout contre la juridiction ecclésiastique et contre les droits d'immunité ecclésiastique. Le No 12 contient ce passage : « Les droits des immunités ecclésiastiques dans un pays catholique ne sont donc

Ces attaques de l'*Echo des Alpes* devaient provoquer fatalement la réaction du clergé et de la population campagnarde conservatrice, aussi bien dans le haut que dans le bas-Valais. La réaction devait être d'autant plus forte que le Valais était un canton entièrement catholique, très isolé, dans lequel les idées politiques libérales de l'époque avaient encore peu pénétré. Le clergé y jouissait d'un prestige et d'une confiance encore illimités auprès de cette population montagnarde, simple et en grande partie illettrée. Aux yeux du peuple, une attaque contre le prêtre équivalait à une attaque contre la religion même<sup>8</sup>. Vraisemblablement, on n'aurait point conçu ni combattu les projets de lois sur la répartition des taxes militaires ou sur l'instruction comme une atteinte aux droits du clergé et à la religion sans les attaques constantes de l'*Echo des Alpes* et de quelques chefs radicaux, qui avaient blessé le clergé, la population, et excité leur opposition<sup>9</sup>.

Le 27 février 1841 déjà, l'évêque de Sion adressa une requête au Conseil d'Etat, réclamant des mesures contre l'*Echo des Alpes*. Dans sa réponse du 1er mars 1841, le Conseil d'Etat blâma la manière d'écrire de l'*Echo des Alpes*, parla d'une « admonestation paternelle » qu'il voulait infliger à son rédacteur, mais refusa de prendre d'autres sanctions, vu qu'il ne s'agissait pas d'un journal officiel et que seuls les tribunaux pouvaient prononcer son interdiction<sup>10</sup>.

---

que des moyens de se soustraire à la juste vengeance des lois et un sauf-conduit pour le prêtre pervers.» Le rédacteur ajoute à propos de cette correspondance : « Et quel frein arrêtera l'ecclésiastique que des penchants pervers conduisent au mal, lorsque le meurtre même reste impuni... »

Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 53, observe sur ce genre de presse : « Nous avons dit qu'il y avait eu des imprudences commises dans la presse libérale qui, non contente de discuter les principes, était à l'affût de toutes les histoires, vraies ou fausses, débitées sur le compte des prêtres, semant ainsi la désaffection et le scandale. Notre opinion était partagée par les hommes les plus distingués du parti libéral. » Comparer encore le jugement de Maurice Barman, dans *La Contre-Révolution en Valais au mois de mai 1844* (Vevey, 1844), p. 10 : « La presse a souvent failli à sa mission, en hasardant des théories justement suspectes, en semant l'aigreur quand le pays avait besoin de modération et de lumières, en dévoilant des faits étrangers au domaine de la publicité, quand il y avait tant à dire sur les intérêts généraux du pays. »

<sup>8</sup> Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 28 : « Il y a dans l'Eglise romaine une liaison tellement intime entre le culte et le dogme, entre le prêtre et la croyance, que l'attaque contre le prêtre peut aisément passer pour une attaque contre la religion. »

<sup>9</sup> Voir Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 29 : « A quoi bon ces lieux communs contre le clergé... sinon à donner un prétexte à la résistance, à corroborer l'esprit de corps par l'esprit de rancune et d'animosité individuelle. »

<sup>10</sup> Lettre du Conseil d'Etat à l'évêque, du 1er mars 1841 : Nous n'avions pas attendu cette communication pour reconnaître que le journaliste avait substitué l'exception à la règle en déversant d'une manière inconvenante sur la généralité du V. Clergé le blâme qui ne doit atteindre que des par-

A côté du style agressif de l'*Echo des Alpes*, ce furent surtout certaines manifestations publiques de la *Jeune Suisse* qui éveillèrent la méfiance du clergé et du peuple à l'endroit de cette société : après la suppression des couvents d'Argovie, les Jeunes Suisses envoyèrent en effet une adresse de félicitation au Conseil d'Etat argovien, en date du 17 mars 1841. L'adresse était signée par Alexandre de Torrenté, président de la *Jeune Suisse*, et par son secrétaire, le rédacteur de l'*Echo des Alpes*, Alphonse Morand ; elle exprimait la vive satisfaction de la *Jeune Suisse* à l'occasion de la suppression de ces couvents<sup>11</sup>. L'attitude des radicaux lors des diverses délibérations auxquelles donna lieu l'affaire des couvents, dans le Grand Conseil, contribua certainement à accentuer l'opposition. Les conservateurs soutinrent qu'il existait une alliance entre les radicaux argoviens et valaisans et déclarèrent la religion en danger.

En 1841, l'évêque adressa à son clergé des prescriptions à ce sujet. Au début de 1842, il défendit à tous les prêtres de son diocèse de distribuer les sacrements aux membres de la *Jeune Suisse* ; il se fondait sur une constitution du pape Léon XII, qui frappait d'excommunication toutes les sociétés secrètes dont le but était de renverser l'autorité civile et ecclésiastique. L'évêque justifia ultérieurement cette mesure en disant que depuis un an environ, les ecclésiastiques de son diocèse lui avaient demandé à plusieurs reprises s'ils étaient autorisés à accorder les sacrements aux membres de la *Jeune Suisse* qui refusaient de renoncer à leur société : c'est ce qui l'avait contraint à prendre une décision nette. Au reste, il n'avait point excommunié la *Jeune Suisse*, mais simplement exprimé sa conviction que cette société était atteinte par l'excommunication prononcée déjà par les papes, notamment par Léon XII. C'étaient les statuts de la *Jeune Suisse* surtout qui l'avaient déterminé à faire cette déclaration : leur article premier disait que la *Jeune Suisse* faisait partie de la *Jeune Europe*, société qui, en raison de ses statuts, méritait une réprobation publique. L'article deuxième définissait le caractère de la *Jeune Suisse* en disant qu'elle était une association d'hommes de tous les cantons qui, sans égard à leur confession, s'étaient unis dans une même foi, pour travailler au développement de la nation suisse dans tous les domaines, et notamment en ce qui concerne la vie

---

ticuliers. Les inculpations personnelles, le langage qui s'écarte des bornes de la modération sont tout à fait en dehors de la mission de la presse telle que la comprend le Conseil d'Etat. »

<sup>11</sup> Rilliet de Constant (*op. cit.*, p. 33) juge cette adresse de la manière suivante : « Ce style boursoufflé, cette abondance de lieux communs, ce démenti formel donné au Conseil d'Etat et au Grand Conseil du Valais, qu'à cette époque la raison et le patriotisme commandaient de soutenir envers et contre tous, tout cela, disons-nous, n'était propre qu'à faire connaître à la Suisse, qu'il y avait scission dans le parti constitutionnel. »

intellectuelle, religieuse et sociale. L'article vingt-et-unième déclarait enfin que ces articles devaient s'interpréter et s'entendre selon l'esprit de l'ensemble, aussi longtemps qu'ils ne seraient pas précisés dans des règlements subséquents. Or, cette association d'hommes de confessions différentes dans le but indiqué ci-dessus, avait été interdite par le pape actuellement régnant, à teneur de l'Encyclique du 15 août 1832. Toute réforme de la religion au nom du peuple était inconciliable avec la forme hiérarchique de l'Eglise instituée par le Christ. L'article cinquième des statuts précisait quelles réformes on envisageait à cet égard : il s'agissait avant tout de la libération (émancipation) de toute domination étrangère. Or, il n'y avait en Valais aucun pouvoir étranger autre que celui du Saint-Père. Le même article réclamait encore la liberté de conscience, l'unité de foi, sans égard à la religion individuelle, la liberté de presse (dont on venait d'expérimenter suffisamment l'usage !), la liberté d'opinion et d'enseignement et la liberté de réunion. Tous ces droits étaient jugés par l'Encyclique du 15 août 1832.

Les dispositions de l'évêque et le fait qu'à leur suite plusieurs prêtres refusèrent aux membres de la *Jeune Suisse* l'absolution, le baptême ou le mariage, provoquèrent chez les radicaux une tempête d'indignation. Certes, quelque quarante membres de la *Jeune Suisse* se retirèrent de la société, mais les autres n'en furent que plus aigris. Il s'ensuivit une série de violences et d'attaques sur le terrain religieux <sup>12</sup>.

Le Conseil d'Etat protesta aussitôt auprès de l'évêque et manifesta sa surprise devant ces mesures inaccoutumées. Il fit observer que, dans les circonstances présentes, aucune manifestation de la *Jeune Suisse* n'avait pu mériter plus de vigilance de l'autorité ecclésiastique que par le passé. C'est une plainte de Léopold Guerraty de Monthey, membre de la *Jeune Suisse*, qui avait provoqué cette démarche du Conseil d'Etat : le curé avait refusé de lui administrer le sacrement de mariage. Le Conseil d'Etat remarqua expressément qu'il se serait abstenu de toute immixtion, si le mariage ne constituait pas un acte étroitement lié aux droits personnels de tout citoyen et comportant nécessairement des conséquences de droit civil. L'évêque répondit qu'il avait résolu de soumettre au jugement du St-Siège les mesures qu'il avait prises.

Le 19 avril 1842, le chef de la *Jeune Suisse*, l'avocat Pottier, s'adressa au Conseil d'Etat et lui demanda d'intervenir auprès de

---

<sup>12</sup> Voir Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 54 : « Cet acte inconsidéré amena une explosion générale. D'une part, il fit évanouir tous les scrupules qui pouvaient arrêter encore les attaques contre le clergé en général et contre les prêtres en particulier. Ce fut un débordement universel ; de tous côtés arrivèrent les récriminations, les inculpations, les confidences, vraies ou fausses, sur les ecclésiastiques. » Aux yeux de Constant, l'excommunication de la *Jeune Suisse* était « une mesure injustifiable ».

l'évêque ou de s'adresser directement au St-Siège<sup>13</sup>. Le conseil communal de Monthey, dont Torrent était président, envoya la même requête le 23 avril. Il soutenait que les statuts de la *Jeune Suisse* ne contenaient rien de contraire à la religion. Jusqu'ici, la *Jeune Suisse* n'existait presque que sur le papier et se trouvait sur le point de se dissoudre. Mais maintenant qu'elle faisait l'objet de persécutions de la part du clergé, elle grandissait en nombre et en importance. L'animosité contre le curé de Monthey s'aggravait : on supposait qu'il avait contribué aux mesures prises par l'évêque et que les autorités ne parviendraient qu'avec peine à l'apaiser. Un rien pouvait rallumer l'incendie. L'autorité ecclésiastique avait outrepassé ses compétences en jugeant au point de vue religieux une société purement politique. A la suite de ces représentations, le Conseil d'Etat s'adressa de nouveau à l'évêque en se référant au cas de Cyrille Devantéry. Jusque-là, il incombait aux curés de tenir les registres d'état-civil. Le gouvernement attira l'attention de l'évêque sur le fait que partout où les curés se refuseraient à procéder aux inscriptions de baptêmes, de mariages ou de décès, il se verrait obligé de pourvoir à la tenue régulière et authentique des registres d'état-civil. Il signala de nouveau que, selon ses renseignements, la *Jeune Suisse* était sur le point de se dissoudre et qu'en tout cas, aucune de ses manifestations actuelles n'était de nature à causer au clergé plus d'inquiétude que par le passé<sup>14</sup>.

Le 25 avril, une délégation de la *Jeune Suisse* présenta personnellement une pétition au Conseil d'Etat et le pria de s'employer auprès de l'évêque afin que celui-ci retire l'excommunication qu'il avait prononcée ; elle déclara que cette société n'avait jamais entretenu de relations directes avec la *Jeune Europe*. Si ses statuts semblaient prouver le contraire, cela provenait du fait qu'au moment de leur rédaction, la *Jeune Suisse* était destinée, certes, à constituer une section de la *Jeune Europe* : mais on n'avait jamais exécuté ce projet. D'après cette délégation, il n'existait en tout cas aucune société centrale portant le nom de *Jeune Europe*. Les statuts de la *Jeune Suisse* n'offraient aucun danger pour la religion. Ils étaient du reste devenus lettre morte, puisque la société n'avait encore existé que sur le papier. Son existence n'avait été

---

<sup>13</sup> Sa lettre mentionne le cas d'un certain Cyrille Devantéry : le curé avait refusé de baptiser son enfant, parce que son parrain était un Jeune Suisse. Des laïcs l'avaient alors baptisé dans la maison de son père. « Des cas semblables ne manqueront pas d'arriver encore et tout cela finira par des scandales et par des désordres. »

<sup>14</sup> La lettre se termine par ces mots : « Le but que vous avez en vue, Monseigneur, pourrait bien être manqué ou dépassé. Si le maintien des mesures prises ou celles dont elles pourraient être suivies compromettaient la tranquillité du pays..., le Conseil d'Etat devra rendre Votre Grandeur personnellement responsable des maux qui en pourraient résulter pour le Canton. »

que purement fictive, il s'agissait d'un cadavre, « un cadavre auquel, en le touchant, on a redonné la vie »<sup>15</sup>.

La délégation de la *Jeune Suisse* se présenta aussi personnellement devant l'évêque. Ce dernier, après mûre réflexion, se déclara prêt à retirer sa décision jusqu'à règlement définitif de l'affaire par le St-Siège, mais à condition qu'on lui remit un acte signé au nom de l'ensemble de la *Jeune Suisse*, et dans lequel ses membres déclareraient formellement :

1) que ni dans leur esprit ni dans leurs actes ils ne nourrissaient de mauvaises intentions envers la religion catholique, apostolique et romaine, ni contre les droits sacrés de l'Eglise ;

2) qu'ils n'étaient liés à aucune autre société condamnée par l'Eglise ; que leur but était purement politique, qu'ils ne chercheraient pas à l'atteindre par des moyens que l'Eglise proscriit, et qu'ils ne s'immisceraient en aucune manière dans les affaires de l'Eglise ;

3) que tous les articles des statuts de la *Jeune Suisse* concernant la religion, ou y relatifs, seraient tenus pour annulés, conformément aux déclarations ci-dessus.

Moyennant cette déclaration, la *Jeune Suisse* participerait de nouveau à tous les biens de l'Eglise et pourrait recevoir les sacrements en attendant que le St-Siège ait prononcé lui-même son jugement dans cette affaire.

La *Jeune Suisse*, surtout son chef l'avocat Pottier, repoussa cette proposition de l'évêque de la manière la plus énergique. Pottier partait de l'idée que l'évêque avait jugé la *Jeune Suisse* sans l'écouter au préalable, et sans avoir pu lui imputer de délit<sup>16</sup>. Signer l'acte qu'exigeait l'évêque, supposait que cette société était sortie du sein de l'Eglise, supposition que l'on repoussait catégoriquement.

Le Conseil d'Etat communiqua à l'évêque cette fin de non-recevoir. Il l'avisa par la même occasion qu'il prendrait les mesures voulues, en vertu de ses obligations, pour que l'état-civil des

---

<sup>15</sup> Le Conseil d'Etat prend ici visiblement parti pour la *Jeune Suisse* et remarque qu'il s'est laissé persuader par le caractère honorable des pétitionnaires, leur attitude paisible et modérée, leur exposé spontané et franc, et par les détails rapportés.

<sup>16</sup> On comparera avec cette affirmation le point de vue exposé par l'évêque dans sa lettre du 7 mai : « Mais malgré tout notre désir de considérer les choses sous le point de vue favorable nous n'aurions pas pu les juger différemment sans nous faire illusion. En effet, la lecture attentive des statuts de la *Jeune Suisse*, dont nous avons pris connaissance dès qu'ils furent entre nos mains, et l'appréciation des actes et discours, dont nous savions que les membres de cette société étaient les auteurs, ne nous laissent aucun doute sur la présence du mal et l'urgence du remède. »



citoyens s'établisse désormais de façon régulière. Le 8 juin, le gouvernement prit un arrêté « relatif à l'inscription des actes de l'état-civil », dans lequel « vu l'incertitude qui règne sur la régularité de la tenue des registres de l'état-civil et afin d'obvier à toute perturbation éventuelle dans cette partie essentielle de l'administration publique », il ordonnait que les présidents de commune seraient chargés de la tenue des registres d'état-civil concernant les individus « auxquels les révérends curés refuseraient les inscriptions dont ils avaient été chargés jusqu'à ce jour ».

Une lettre du St-Siège parvint sur ces entrefaites. Elle enjoignait à l'évêque d'aviser les curés et les confesseurs de son diocèse qu'ils pouvaient distribuer les sacrements aux membres de la *Jeune Suisse*, pour autant que ceux-ci feraient la promesse de bien vouloir se soumettre à toute décision du St-Siège dans leur affaire « *dummodo promittant se cuilibet hac de re sedis apostolicæ judicio absque tamen speciali forma, sese obtemperaturos* »<sup>17</sup>.

Mais les membres de la *Jeune Suisse* ne voulurent pas se ranger davantage à ces exigences, qui étaient pourtant plus douces et plus simples que celles de l'évêque<sup>18</sup>. Leur irritation les conduisit à plusieurs empiètements violents et à l'usurpation des fonctions religieuses. Le refus du sacrement de mariage eut souvent pour conséquence que des fiancés comparurent à l'improviste devant leur curé, avec des témoins, et échangèrent leur consentement mutuel sans interrogation préalable<sup>19</sup>. En plusieurs lieux, des laïcs baptisèrent de leur propre chef. Le baptême auquel procédèrent les Jeunes Suisses de Saxon provoqua un scandale particulier : on devait baptiser l'enfant d'un certain Jean-Baptiste-Zacharie Peray (ou Perrier). Le parrain devait être le président de Saxon Vollut ; comme ce dernier était membre de la *Jeune*

---

<sup>17</sup> L'évêque soutenait la thèse selon laquelle ses mesures contre la Jeune Suisse avaient été approuvées par le St-Siège en principe, et que les dispositions provisoires de Rome concordaient au fond avec les siennes. Le Conseil d'Etat combattait cette manière de voir et soutenait qu'après mûr examen, le St-Siège n'avait pas cru, provisoirement du moins, que l'on pût faire état des bulles pontificales contre la Jeune Suisse en Valais. Les conditions posées par le St-Siège n'étaient absolument pas identiques aux mesures de l'évêque : « Si l'on rapproche cette marche de celle qui a été suivie, ne peut-on pas dire qu'il y a bien de la précipitation dans les mesures adoptées par Votre Grandeur contre cette association ? »

<sup>18</sup> Voir Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 63 : « La Jeune Suisse repoussa avec dédain cette concession ; elle pensa avec raison, que ce premier pas, si l'on résistait, serait suivi d'un second, qui rappellerait tous les Jeunes Suisses dans le giron de l'Eglise, sans condition. »

<sup>19</sup> Mariage à la gumine. Ce genre de mariage, avant le décret *Ne temere* de 1908, était valable devant l'ancien droit canonique. Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 55, cite un cas qui se produisit à Martigny. L'évêque mentionne un autre cas (Léopold Guerraty, à Monthey) dans sa lettre au Conseil d'Etat du 16 juillet 1842.

*Suisse*, le curé de Saxon exigea de lui qu'il signât ou reconnût au moins de vive voix la déclaration requise par le St-Siège. Vollut s'y étant refusé, le curé ne l'admit point comme parrain. Accompagné par plusieurs membres de la *Jeune Suisse*, Vollut se rendit à nouveau chez le curé pour l'amener à l'accepter comme parrain. Mais le curé resta sur son point de vue. Vollut procéda alors lui-même au baptême, devant une assistance nombreuse de Jeunes Suisses, et cette cérémonie solennelle se passa devant l'église<sup>20</sup>. L'évêque s'adressa au Conseil d'Etat pour lui demander de l'ap-puyer. Ce dernier défera l'affaire au tribunal du district de Martigny, à fin d'enquête et de pénalisation éventuelle. Mais la commission d'enquête du tribunal porta ultérieurement une sentence de non-lieu.

L'irritation et l'animosité s'accrurent de part et d'autre. En refusant de reconnaître la décision provisoire du St-Siège, les Jeunes Suisses se mettaient en opposition déclarée avec l'Eglise. Le gouvernement joua le rôle de médiateur. En tant que gouvernement libéral modéré, ses sympathies allaient en premier chef à la *Jeune Suisse*. Il se plaignit à son tour auprès de l'évêque de la mentalité « hostile au gouvernement » qu'il observait chez nombre d'ecclésiastiques du diocèse. Entre temps, dans une lettre pastorale du 23 août 1842 (extraits chez Fr. Hurter, *Die Befehdung der Kath. Kirche in der Schweiz*, Schaffhouse, 1843, II, pp. 420 et suiv.), l'évêque s'en prit violemment à l'*Echo des Alpes*, l'interdit, mais promit d'user de son influence auprès du clergé dans un sens favorable au gouvernement.

Le 23 août, le Conseil d'Etat adressa une proclamation au peuple valaisan : il s'y élevait énergiquement contre tous ceux qui, en prétendant que la religion était en danger, visaient à exciter la méfiance contre le gouvernement. Le gouvernement était résolu à défendre l'intégrité de la religion, mais aussi à protéger l'ordre politique actuel contre toutes machinations secrètes ou publiques. Il enjoignait à cet effet aux rapporteurs de procéder avec la dernière énergie, sans égard aux personnes, classes ou positions, contre tous ceux qui tenteraient de répandre la méfiance ou de provoquer des troubles par des propos douteux et inquiétants, par des accusations fausses ou mensongères, ou en répandant des bruits mal intentionnés. Le Conseil d'Etat s'adressa également à l'Abbé de St-Maurice et le pria d'exercer son influence sur les ecclésiastiques de son ressort dans un sens favorable au gouvernement. Il fit allusion notamment à un ecclésiastique qui, dans l'Abbaye, tentait d'influencer les jeunes gens contre le gouvernement.

---

<sup>20</sup> On trouve une description précise de tout cet incident dans le rapport du curé de Saxon à l'évêque, du 27 juin 1842. Alphonse Morand, rédacteur de l'*Echo des Alpes*, l'avocat Pottier et Zumofen de Monthey étaient au nombre des Jeunes Suisses présents à cette cérémonie.

Le 11 octobre 1842, le pape trancha le cas de la *Jeune Suisse*. Le secrétaire de la Congrégation pour les affaires ecclésiastiques rédigea ce jugement sous la forme d'une lettre qui fut transmise au Conseil d'Etat valaisan, le 20 octobre 1842, par le nonce apostolique, l'archevêque Jérôme de Mélitène. Le jugement prononçait la condamnation de la *Jeune Suisse* pour les considérations suivantes : après mûr examen, après avoir apprécié toutes les circonstances et pris l'avis de théologiens éminents, le Pape s'était convaincu que la *Jeune Suisse* reposait sur des bases incompatibles avec la doctrine catholique. De par ses statuts, cette association appartenait à cette société condamnable qu'on appelait la *Jeune Europe*. Une lettre que la *Jeune Suisse* avait adressée le 17 mars 1841 au Conseil d'Etat du canton d'Argovie révélait d'une manière tout à fait claire la mentalité antireligieuse de la société. C'est pourquoi le Pape avait acquis la certitude qu'il fallait considérer la *Jeune Suisse* comme antireligieuse et condamnable au même titre que la *Jeune Europe*.

Toutefois, le St-Siège décida de retarder la publication de ce jugement de quatre mois à dater de sa réception. Entre temps, le Conseil d'Etat valaisan devait veiller à la disparition totale de la *Jeune Suisse*, afin d'épargner au Pape l'obligation de faire publier ce jugement par le St-Siège. Le Pape disposait en outre que, pendant cette période transitoire, les membres de la *Jeune Suisse* pourraient être absous sans formalité particulière, et qu'on pourrait leur accorder les sacrements, pour autant qu'ils promettaient de se soumettre à toute injonction du St-Siège.

Mais bien loin de reconnaître ce jugement et de s'y soumettre, les chefs de la *Jeune Suisse* soutinrent la thèse selon laquelle ce jugement de Rome ne s'expliquait que par une information insuffisante et inexacte. La *Jeune Europe* n'avait jamais eu qu'une existence imaginaire. Pottier déclara dans une lettre au Conseil d'Etat que les plaintes exprimées dans le jugement du Pape ne sauraient justifier la condamnation de la *Jeune Suisse*. On ne pouvait pas identifier les couvents et la religion, celle-ci pouvant bien prospérer sans ceux-là. C'est ce que le prévôt du Grand St-Bernard avait expressément déclaré au cours d'une séance du Grand Conseil. Quant à l'*Echo des Alpes*, il était de notoriété publique que ce journal appartenait exclusivement à son rédacteur, qui s'en trouvait donc seul responsable<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> Pottier disait notamment : « Si la Jeune Europe s'était organisée selon l'idée que la Jeune Suisse s'en était formée dans le temps, les relations qui se seraient établies entre ces deux associations n'auraient pu inspirer aucune inquiétude aux vrais amis de l'indépendance de la Suisse : il ne pouvait être question pour nous de contracter des engagements pour provoquer la révolte des peuples des pays qui nous entourent. — Mais nous pensions à utiliser le droit inhérent à tout homme libre d'énoncer son opinion sur les besoins et l'avenir des peuples, d'exprimer ses sympathies

Une lettre de J. Abbet au Conseil d'Etat disait entre autres, avec plus d'arrogance encore : « ... dans notre conviction, la suppression des couvents d'Argovie était une mesure politique utile au repos et à la sécurité de cet Etat (la Cour de Rome sait parfaitement elle-même que les couvents ne sont pas la religion) ». Et cette lettre termine en affirmant : « Si la Cour de Rome devait persister dans son projet d'excommunication de notre association, nous vous déclarons que nous saurons trouver dans notre conscience et la justice de notre cause la force de résister à une injuste persécution. »

Le conseiller d'Etat chargé de dissoudre la société tenta encore une fois, sur requête de la *Jeune Suisse*, d'intervenir entre le Pape et la *Jeune Suisse*. Il avisa l'évêque qu'il avait transmis au nonce apostolique auprès de la Confédération, la lettre de l'avocat Pottier du 12 janvier, ainsi qu'un mémoire de la *Jeune Suisse* du 28 février, et lui demanda, étant donné ces démarches, de suspendre toutes les mesures contre la *Jeune Suisse* jusqu'à nouvel ordre de la part de la nonciature<sup>22</sup>. L'évêque promit de donner suite à cette requête<sup>23</sup>.

---

pour tous les malheurs, son aversion pour toutes les injustices. Quoi qu'il en soit, la Jeune Europe n'existe pas et dès lors il n'en doit rien coûter à notre association de déclarer supprimée une disposition qui ne correspond pas à une réalité. Dans notre conviction, nous considérons notre association comme purement et simplement politique. Il n'y a pas un seul article de nos statuts qui se rapporte à la religion, sauf celui qui stipule la consécration du principe de la liberté des cultes pour le cas d'une révision du pacte fédéral. »

<sup>22</sup> Dans sa lettre du 12 janvier, Pottier avait parlé d'une « offre au Conseil d'Etat de vouloir être son intermédiaire auprès du St-Siège ».

<sup>23</sup> Dans les troubles politiques de 1843 et du début de 1844, l'affaire de la Jeune Suisse semble reléguée à l'arrière-plan. La dissolution de la société n'intervint qu'après la victoire du parti conservateur au Trient, par décret du Grand Conseil du 24 mai 1844.

## CHAPITRE V

### Position adoptée par le Valais dans l'affaire des couvents d'Argovie

Le Grand Conseil du canton d'Argovie, sur motion d'Augustin Keller, directeur de l'école normale, avait pris, le 13 janvier 1841, un décret supprimant tous les couvents argoviens. A la différence des sécularisations antérieures, il s'agissait dans le cas présent de « fondations viables, bien situées et qui s'attendaient d'autant moins à leur suppression que l'article 12 du pacte fédéral garantissait l'existence des couvents ». La diète fédérale fut convoquée le 15 mars 1841 en session extraordinaire, afin de prendre une décision au sujet de cette « affaire qui touchait profondément les cœurs catholiques ». Chaque état dut donc prendre position aussitôt, afin de donner les instructions voulues à ses députés.

Le Conseil d'Etat du canton du Valais convoqua les députés du Grand Conseil en session extraordinaire pour le 2 mars, par circulaire datée du 19 février 1841. Le Grand Conseil se réunit au jour indiqué sous la présidence du Dr Joseph-Hyacinthe Barman. Cette assemblée prit aussitôt connaissance du message du Conseil d'Etat, qui contenait un exposé complet sur les événements du canton d'Argovie et proposait de donner les instructions suivantes aux députés à la diète fédérale :

1. La députation déclare au nom de l'Etat du Valais que le décret du Grand Conseil argovien, en date du 13 janvier, prononçant la suppression générale des couvents, est contraire au paragraphe 12 du pacte fédéral.

2. Tout en respectant entièrement la souveraineté cantonale, la députation « selon ses lumières » (*nach ihrem Dafürhalten*) et après avoir pris connaissance de tous les documents y relatifs, envisagera tous les moyens propres à amener la révocation du décret du 13 janvier.

3. Elle s'oppose à toute intervention qui ne serait pas fondée sur le pacte fédéral, dont l'interprétation et l'application appartiennent exclusivement aux Etats.

4. Elle refuse d'adhérer aux projets tendant à blâmer les cantons voisins pour l'aide confédérale qu'ils pourraient accorder au canton d'Argovie.

On soumit aussitôt ce message du Conseil d'Etat à l'examen d'une commission de 7 membres<sup>1</sup>, qui fit son rapport le 3 mars. Elle admettait aussi, en principe, que le décret du 13 janvier allait à l'encontre du paragraphe 12 du Pacte fédéral : les 22 cantons, à l'unanimité, avait garanti l'existence des couvents. Eux seuls pouvaient révoquer cette disposition, et il appartenait à eux seuls, dans le présent cas, de juger si les plaintes qui motivaient les graves mesures du canton d'Argovie étaient de nature à justifier leur maintien, ou si l'on devait les révoquer. Bien entendu, on ne pouvait interpréter la garantie des couvents contenue dans le paragraphe 12 du Pacte fédéral, dans le sens que ceux-ci pouvaient menacer l'existence même d'un ou de plusieurs Etats. On supposait donc que les couvents argoviens ne s'étaient pas rendus indignes de cette garantie. Par ces motifs, la commission admit la première des instructions émanées du Conseil d'Etat, mais proposa de modifier ainsi la deuxième : après avoir pris connaissance des faits et des circonstances qui avaient amené le décret du Grand Conseil argovien, la députation déciderait selon sa propre appréciation si l'on devait maintenir ce décret, le supprimer ou éventuellement le modifier. En cette matière, les députés observeraient la règle qui dit qu'entre deux maux il faut choisir le moindre.

Une minorité de deux membres dans la commission émit le vœu que les députés fussent chargés de veiller aux droits du St-Siège, pour le cas où l'on maintiendrait le décret du 13 janvier. — Quant aux instructions 3 et 4 du Conseil d'Etat, la commission ne fit point d'objection.

Au cours de la discussion qui suivit, le Prévôt du St-Bernard, dans un long discours, prit vivement parti contre le décret de suppression des couvents : c'était à son sens une violation flagrante du Pacte fédéral et une atteinte aux droits du St-Siège. En sa qualité de membre de la commission, il réitéra la proposition de la minorité qui voulait que l'on réservât les droits du St-Siège pour le cas où la députation n'obtiendrait pas satisfaction pour son vœu de supprimer le décret.

A l'encontre de cette opinion, plusieurs membres se plaignirent du manque d'informations exactes sur les raisons qui avaient entraîné la suppression de ces couvents. Si ce que l'on affirmait dans les journaux et ailleurs était exact, à savoir que ces couvents avaient ourdi une conspiration contre l'Etat, leur suppression ne

---

<sup>1</sup> Faisaient partie de cette commission : Morand, ancien Conseiller d'Etat, président de la commission ; le prévôt du St-Bernard ; Gaillard ; Wolff ; de Courten ; Pottier et Amacker.

constituait plus une atteinte au Pacte fédéral. Mais on manquait d'informations certaines et l'on ne pouvait donc s'assurer qu'il y avait violation du Pacte. Telle était l'opinion libérale. Du côté conservateur, au contraire, on fit valoir qu'il fallait distinguer entre le droit public fédéral et le droit public cantonal : ce dernier étant subordonné au premier, si le droit public fédéral garantissait formellement le maintien des couvents, leur suppression par un canton constituait une violation du Pacte fédéral. Il n'était donc pas logique que la commission modifiât à nouveau l'instruction fondamentale du paragraphe 1 dans le paragraphe 2 des instructions.

Le président du Grand Conseil, le Dr Barman, prit alors la parole et déclara qu'il admettait que la question des couvents, qui était d'ordre catholique, relevait du St-Siège, mais qu'il n'estimait point qu'on pût et qu'on dût insérer dans les instructions une réserve en faveur du St-Siège. En tant que député du Valais à la diète fédérale, il déclara qu'il n'accepterait pas son mandat si l'on mettait cette réserve. Pour mettre fin à cette discussion épineuse, il proposa de modifier le paragraphe 2 des instructions en ce sens que la députation conserverait le droit d'aviser aux moyens de conciliation qui lui paraîtraient bons.

Le point critique était avant tout de savoir si le Valais, en vertu du principe indiqué, devait prendre parti sans condition en faveur du rétablissement intégral des couvents, ou bien tenir compte de certaines circonstances dans leur restauration, ou encore approuver une revision partielle du décret argovien.

Au moment de la votation, la majorité du Grand Conseil s'en tint au point de vue primitif et repoussa la modification du paragraphe 2 des instructions, que préconisait la majorité de la commission. La proposition de la minorité de la commission fut également rejetée. Ce paragraphe fut rédigé dans le sens du compromis que le président avait proposé :

« Tout en professant un respect absolu pour la souveraineté cantonale, en faisant avant tout et autant que les circonstances l'exigeront, usage des moyens de conciliation, la députation avisera, selon ses lumières, après avoir pris connaissance de tous les documents sur la matière, aux moyens qu'elle croira propres à faire rapporter le décret précité du 13 janvier » (texte français).

On accepta sans amendement les autres instructions proposées par le Conseil d'Etat. On interpréta en outre le paragraphe 3 et on décida que par interventions que les députés devraient repousser, il fallait entendre toute « intervention étrangère ».

Conformément à ces instructions, les députés du Valais, le Dr Barman de St-Maurice et Ignace Zen-Ruffinen de Loèche, lors de la diète extraordinaire qui s'ouvrit à Berne le 15 mars, défen-

dirent le point de vue selon lequel « le décret en question du 13 janvier était en opposition manifeste avec le pacte fédéral et qu'ils appuyeraient toutes les mesures propres à rétablir de manière durable la situation juridique conforme au pacte, et qui avait été troublée, ainsi que la bonne harmonie entre les cantons ». Avant tout, ils s'efforceraient d'obtenir un « compromis amiable ». Mais on ne parvint à aucune entente amiable : la majorité de la commission préposée à l'examen de la question s'étant prononcée contre le décret argovien, le Valais vota aussi sans réserve en faveur de la restauration de tous les couvents. Le 2 avril, la diète prit une décision à la faible majorité de 12 et 2 demi-voix, et prononça que le décret du Grand Conseil argovien était incompatible avec l'article 12 du pacte fédéral. Elle adressa à l'Etat d'Argovie « l'invitation pressante de la haute autorité fédérale d'examiner à nouveau l'objet de ce décret et, en tenant compte consciencieusement des prescriptions non équivoques de l'article 12 du pacte fédéral, de prendre de nouvelles dispositions conformes à ses exigences, afin que l'autorité fédérale puisse se dispenser d'intervenir à nouveau en vue du maintien des prescriptions fédérales ».

Tout d'abord, le Grand Conseil du canton d'Argovie se refusa à appliquer ce décret. Mais lorsque 13 cantons et deux demicantons se prononcèrent, au cours de la diète fédérale ordinaire de juillet, en faveur du maintien de ce décret, il résolut, le 19 juillet, de s'offrir à rétablir les trois couvents de femmes de Fahr, de Gnadenthal et de Baden<sup>2</sup>. La plupart des états, y compris le Valais, n'admirèrent point cette offre, mais se déclarèrent à nouveau prêts à collaborer aux dispositions qui pourraient être nécessaires pour le maintien de l'article 12 du pacte fédéral. Comme on ne parvint à aucun accord, on ajourna la diète fédérale au 25 octobre.

Pendant ce temps, les éléments radicaux en Valais s'étaient efforcés de provoquer un revirement dans l'opinion publique et surtout une modification des instructions données aux députés de la diète fédérale, dans un sens favorable au canton d'Argovie. Le 17 mars déjà, les radicaux extrémistes, groupés dans la *Jeune Suisse*, avaient envoyé une adresse de félicitation au Conseil d'Etat argovien. L'*Echo des Alpes* soutint avec conviction le parti du gouvernement argovien et attaqua violemment les couvents.

Le Grand Conseil se réunit le 18 octobre 1841 en session extraordinaire, pour prendre une décision sur les instructions à donner en vue de la prochaine diète fédérale. Le Conseil d'Etat adressa un message exhaustif à l'assemblée ; il y proposait les instructions suivantes :

---

<sup>2</sup> Le retour de Lucerne au régime conservateur fut déterminant ici.



1. L'Etat du Valais reconnaît que les couvents de Muri, Bremgarten et Hermetswil n'ont plus aucun droit à la garantie fédérale, vu qu'ils ont pris part aux mouvements révolutionnaires dirigés contre le gouvernement cantonal argovien. Les couvents de Muri et de Hermetswil seront supprimés et celui de Bremgarten maintenu à condition que les moines qui y résidaient en janvier ne soient plus autorisés à y retourner.

2. Les couvents de Wettingen, de Baden, de Fahr, de Maria-Krönung et de Gnadenthal seront rétablis et réintégrés dans la possession de leurs biens. S'il ne se formait pas de majorité en faveur de cette proposition, la députation du Valais voterait pour le rétablissement du plus grand nombre de ces couvents.

3. Les biens des couvents supprimés seront appliqués exclusivement à des institutions catholiques.

4. Si la solution de l'affaire des couvents d'Argovie dépendait du rétablissement du couvent d'Hermetswil ou de la suppression de celui de Bremgarten, la députation serait autorisée à voter dans ce sens, si la voix de l'Etat du Valais était nécessaire pour former une majorité.

5. La députation exprimera le vœu que les garanties religieuses promises aux catholiques par la constitution argovienne soient promptement réalisées.

En regard des instructions précédentes, ces propositions signifiaient qu'on se rapprochait sensiblement de l'offre faite par le canton d'Argovie. On institua une commission chargée de leur examen : elle se composait des députés Joseph Barman, du chanoine de Rivaz, d'Eugène Gay, Joseph Lorétan, Maurice Gaillard, Perray et Gagnioz. Cette commission rapporta le 19 octobre. Sa majorité proposa d'adopter le projet du Conseil d'Etat à condition que la députation puisse suivre la majorité des états en ce qui concerne le rétablissement des couvents de Muri et de Hermetswil ou le non-rétablissement des autres couvents. La minorité, formée de deux membres de la commission, persista au contraire pour que le Valais soutînt simplement le rétablissement de l'ensemble des couvents.

Au cours de la discussion qui suivit, les libéraux, les radicaux et les conservateurs é mirent des avis fort divergents. Nombre d'orateurs se rallièrent à la proposition de la minorité de la commission et appuyèrent énergiquement le rétablissement de l'ensemble des couvents dans l'état où ils se trouvaient avant leur suppression. Un membre du Conseil exprima l'opinion que l'affaire des couvents était purement religieuse et que la diète fédérale n'était pas compétente pour en délibérer : il appartenait au canton d'Argovie de répondre devant le St-Siège du décret par lequel il avait supprimé ces couvents. Un autre membre soutint que cette

question était d'ordre purement cantonal et que, par conséquent, elle ne concernait aucunement la diète fédérale.

Du côté libéral, on proposa l'adoption du projet du Conseil d'Etat, respectivement de la majorité de la commission. Le président du Conseil d'Etat combattit l'accusation d'après laquelle le message était injustifié et déclara que le Valais devait se prononcer sur la question des couvents non pas en tant que canton catholique, mais en tant qu'Etat confédéré. Le Conseiller d'Etat développa ce point de vue en disant que l'on ne pouvait admettre que les couvents fussent indépendants à l'égard de la diète et de la souveraineté cantonale. En résumé, il constata que le Grand Conseil avait émis deux opinions : selon la première, on se déclarait satisfait de la proposition argovienne et l'on faisait donc des concessions ; selon la seconde, au contraire, on réclamait le rétablissement total des couvents et l'on n'était pas disposé à transiger. Des concessions réciproques s'imposaient donc dans l'intérêt de la « bonne intelligence » et de l'entente dans le pays<sup>3</sup>.

Le 10 octobre 1841, tout le clergé valaisan, ayant à sa tête l'évêque de Sion, l'évêque de Bethléem et le Chapitre, avait envoyé une adresse au Grand Conseil pour défendre, tout au long, le point de vue catholique dans la question des couvents d'Argovie et pour exprimer sa certitude que le Grand Conseil ne manquerait pas, dans les décisions qu'il prendrait, de défendre la religion et d'assurer le respect du Pacte fédéral<sup>4</sup>.

Le Grand Conseil vota à main levée, puis on vota une seconde fois à l'appel nominal, parce qu'on eut des doutes sur le résultat du premier vote. Il rejeta les propositions du Conseil d'Etat et de la majorité de la commission par une majorité de 36 voix contre 21 et décida que les instructions comporteraient le plein rétablissement de tous les couvents argoviens. Ce résultat signifiait une défaite très sensible pour le gouvernement libéral. Pour la première fois, la tension croissante entre conservateurs et libéraux au sein de l'autorité suprême s'exprimait avec netteté. Le résultat de la votation fut interprété comme un vote de méfiance à l'égard du gouvernement actuel. La veille déjà (18 octobre), le Dr Barman avait présenté sa démission de député auprès de la diète fédérale. Le 19 octobre, le second député à la diète, Ignace Zen-Ruffinen, présenta également sa démission pour raison de santé. Le même

---

<sup>3</sup> Le Grand Conseil reçut deux pétitions émanant de citoyens, au sujet de la question des couvents. La première était signée par 165 citoyens du district de Brigue et exprimait le désir que tous les couvents fussent rétablis dans leur intégrité. La seconde avait été rédigée par Alexis Joris d'Illarsaz et demandait que le Grand Conseil se déclarât satisfait par les propositions argoviennes. Vu que le contenu de ces pétitions faisait déjà l'objet de ses discussions, l'Assemblée passa à l'ordre du jour.

<sup>4</sup> Plus de 200 signatures.

jour, tout le Conseil d'Etat annonça qu'il renonçait au pouvoir. Quatre Conseillers d'Etat motivèrent leur décision en se fondant sur la démission du Conseiller d'Etat Maurice Barman. Barman lui-même déclara que le résultat du vote avait démontré que la confiance nécessaire ne régnait plus entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat.

Plusieurs députés du Grand Conseil qui avaient voté avec la majorité contre le projet du Conseil d'Etat exprimèrent alors leur entière confiance à l'endroit du gouvernement. Quelques-uns proposèrent de modifier la décision prise ; mais on ne donna pas suite à cette suggestion. Finalement, l'Assemblée n'admit pas le retrait du gouvernement, mais donna l'assurance qu'elle consentirait à la démission des Conseillers d'Etat qui persisteraient dans leur décision au cours de la prochaine session ordinaire. A la place des deux députés à la diète fédérale, qui avaient présenté leur démission, le Grand Conseil élit Gros de Martigny et Joseph Lorétan de Loèche-les-Bains. Les deux se désistèrent, mais le Grand Conseil ayant persisté à maintenir leur élection, ils donnèrent leur démission par écrit. Le Grand Conseil ne l'admit point, malgré les protestations réitérées des élus.

Le 25 octobre, la diète fédérale se réunit à nouveau. La députation valaisanne faisait défaut<sup>5</sup>. Dès les premiers jours, les votes les plus divergents furent exprimés, et comme une entente paraissait exclue, on décida à l'unanimité « de renvoyer la suite des délibérations sur les affaires des couvents jusqu'à ce que la députation de l'Etat du Valais ait pu donner son vote, ou jusqu'à ce que la diète ait été informée officiellement des motifs qui retenaient l'Etat du Valais d'envoyer une députation à la diète fédérale ».

Le 2 novembre, les députés du Valais qui venaient d'arriver, firent insérer cette déclaration au protocole : « que leur arrivée tardive s'expliquait par des motifs purement personnels, mais ne signifiait aucune mauvaise intention de la part de l'Etat ». Conformément à ses instructions, la députation se rangea aussitôt du côté des Etats qui demandaient la restauration intégrale de tous les couvents, et déclara qu'elle ne pouvait pas trouver en quoi les couvents auraient, par leur conduite, démérité la garantie fédérale.

La diète reçut de nombreuses adresses, dont une émanait des citoyens des dizains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre ; elle comportait la signature de 3943 citoyens, en faveur des couvents argoviens.

Le 2 novembre encore, on procéda à un vote sur les différentes affaires en cours. Une minorité de 8 Etats se prononcèrent pour la

---

<sup>5</sup> Par suite des difficultés d'élection.

proposition de l'Etat de Berne, tendant à ce que la question des couvents soit éliminée des délibérations de la diète fédérale et disparaisse des recès et des « *tractanda* ». Une minorité de 10 états votèrent pour la proposition des députés de Lucerne, qui demandaient le rétablissement de l'ensemble des couvents. Aucune majorité réglementaire ne s'étant formée en faveur d'aucun projet, la diète fédérale s'ajourna de nouveau le 3 novembre, mais cette fois pour un temps indéterminé<sup>6</sup>. Les députations des Etats de Lucerne, d'Uri, de Schwyz, d'Unterwald et de Zoug déclarèrent expressément que « leurs commettants s'estimaient liés par la décision de la diète fédérale du 2 avril 1841 concernant l'affaire du canton d'Argovie, aussi longtemps qu'une majorité réglementaire d'états ne l'auraient pas révoquée ».

La situation créée par la démission de tout le Conseil d'Etat fut examinée lors de la session ordinaire de novembre du Grand Conseil valaisan. Le Conseil d'Etat persista dans sa démission, mais se déclara disposé, pour des motifs administratifs, à rester en fonction jusqu'à la fin de l'année. On retarda alors la votation. De toutes parts, on tenta d'agir pour que le Conseil d'Etat renonce à sa détermination. Le 17 novembre, on lut une lettre du conseil communal de Martigny-Ville, exprimant sa sympathie pour le gouvernement et sa crainte que la tendance aristocratique et théocratique ne reprenne le dessus. Le chanoine de Rivaz combattit vivement cette assertion.

Sur ces entrefaites, les deux députés à la diète fédérale, Gros et Lorétan, avaient exprimé à nouveau leur intention de démissionner. Mais le président du Conseil d'Etat déclara, le 22 novembre, qu'en raison de la confiance manifestée par le Grand Conseil et par la population, fait dans lequel il discernait une approbation pour son activité antérieure et un encouragement à persévérer dans le même sens, il retirait sa démission. Là-dessus, les députés à la diète fédérale déclarèrent qu'ils suivraient l'exemple du Conseil d'Etat, qu'ils consentaient à un nouveau sacrifice pour la patrie et qu'ils retireraient leur démission.

Au cours des débats qui suivirent, au sujet des instructions à donner éventuellement aux députés de la diète fédérale, on put voir que le Grand Conseil s'efforçait visiblement de plaire au gouvernement par toutes les concessions possibles. Pour le cas où une diète extraordinaire serait convoquée avant la prochaine session ordinaire de mai, la question se posait de savoir s'il fallait donner de nouvelles instructions complémentaires. La majorité de la commission préposée à l'examen des instructions se prononça par la négative. Mais la minorité proposa d'accorder plein

---

<sup>6</sup> Voir Baumgartner, *op. cit.*, III, p. 32 : « Après trois réunions successives de l'autorité fédérale, au cours d'une même année, les choses se trouvaient dans une situation plus désespérée qu'au début. »

pouvoir au Conseil d'Etat afin qu'il puisse donner lui-même des instructions aux députés en cas de besoin. Un membre de la commission proposa même que les pleins-pouvoirs comprissent le droit d'écarter des « *tractanda* » de la diète fédérale la question des couvents pour le cas où, dans le sein de la diète, une majorité se formerait en faveur de cette proposition. Mais l'assemblée rejeta ce projet. Le député Dr Barman formula alors cette proposition : « Le Conseil d'Etat a pleins pouvoirs pour donner des instructions à la députation à la diète fédérale au sujet des couvents d'Argovie, en ce sens que s'il prévoit que le rétablissement de tous les couvents ne pourra être réalisé, le Valais concourra au rétablissement du plus grand nombre de couvents possible ». L'assemblée salua chaleureusement cette proposition et l'accepta à une forte majorité.

Le Conseil d'Etat proposa de renouveler ces instructions lors de la session ordinaire de mai de l'année suivante (1842). La majorité de la commission préposée à l'examen de ce message n'y donna point son assentiment, mais demanda que le Valais se prononce en principe pour le rétablissement de tous les couvents, et seulement en cas de nécessité, pour le rétablissement du plus grand nombre possible. Mais la minorité de la commission fut d'avis que la requête principale (rétablissement de tous les couvents) signifiait nettement une réprobation de la seconde pour le cas d'un rétablissement partiel. Toutefois, mieux valait encore obtenir le rétablissement de trois ou quatre couvents que rien du tout. L'Assemblée rédigea alors les instructions de la manière suivante : « La députation se prononce pour le rétablissement de tous les couvents, et à ce défaut, pour réintégrer le plus grand nombre possible sans toutefois se déclarer satisfaite de la suppression d'aucun »<sup>7</sup>.

A la diète fédérale ordinaire de juillet 1842, les votes les plus divergents furent émis à nouveau. Il ne semblait donc guère possible de résoudre la question des couvents. Aussi le Valais, conformément à ses instructions, se prononça-t-il pour « le rétablissement du plus grand nombre possible de couvents »<sup>8</sup>. Lors de la votation, une minorité comprenant les voix de 11 états admit la proposition « d'écarter des recès et des « *tractanda* », comme liquidée, l'affaire des couvents, eu égard au décret pris le 19 juillet 1841 par le Grand Conseil du canton d'Argovie, rétablissant les couvents de religieuses à Fahr, Baden, Gnadenthal »<sup>9</sup>. Une minorité

---

<sup>7</sup> Le texte allemand porte la formule suivante : la députation se prononce pour le rétablissement de tous les couvents, et si cela n'est pas possible, pour le rétablissement du plus grand nombre, sans que toutefois on ne se déclare satisfait en ce cas de la suppression des autres couvents.

<sup>8</sup> Après avoir exposé son point de vue primitif.

<sup>9</sup> Berne, Zurich, Glaris, Soleure, Schaffhouse, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Genève, ainsi qu'Appenzell Rhodes-Extérieures.

de 9 Etats se prononcèrent pour le rétablissement de tous les couvents abolis, selon l'état de la garantie du Pacte fédéral<sup>10</sup>. Lucerne déclara alors que le décret du 2 avril 1841 était valable en tout point pour l'Etat d'Argovie, qu'on devait le considérer comme ayant force juridique obligatoire jusqu'au moment où une majorité réglementaire d'Etats se prononceraient pour l'abroger. Les Etats d'Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, St-Gall, Neuchâtel, Appenzell Rhodes-Intérieures et Fribourg se rallièrent à cette déclaration. A son tour, le Valais, par requête du 25 août, déclara que la vente des biens des couvents, à laquelle le gouvernement argovien avait continué de procéder entre temps, était une violation du décret du 2 avril 1841, et dit qu'il défendrait le maintien de ce dernier décret.

Pendant ce temps, en Valais, l'opposition cléricale et conservatrice avait entrepris une démarche qui équivalait à un nouveau vote de méfiance à l'égard du gouvernement et provoqua un grand mécontentement du côté des libéraux. Le 11 juillet, 26 députés conservateurs du Grand Conseil, ayant à leur tête le chanoine de Rivaz, envoyèrent une lettre au Conseil d'Etat, se référant à des bruits répandus dans les journaux et disant qu'il était de leur devoir de s'assurer si une erreur ne s'était pas glissée dans la rédaction et dans la manière dont les instructions pour la diète fédérale avaient été protocolées. Ils demandaient la convocation immédiate du Grand Conseil « afin que les députés sachent positivement jusqu'où s'étendent leurs droits et quelle interprétation ils peuvent donner à leur mandat ». Les pétitionnaires priaient en même temps le Conseil d'Etat d'aviser les députés à la diète fédérale qu'ils aient à laisser ouvert le protocole jusqu'à ce que le Grand Conseil ait pris une décision.

En vertu de l'article 35 alinéa 6 de la constitution cantonale de 1839, le Grand Conseil devait être convoqué lorsque 20 députés en faisaient par écrit la demande motivée. Le Conseil d'Etat n'avait donc qu'à donner suite à cette requête : il convoqua le Grand Conseil pour le 29 juillet, par circulaire datée du 23 juillet. Mais l'assemblée amena, sur toute la ligne, une défaite pour les pétitionnaires conservateurs.

Le président du Grand Conseil, Pierre Torrent, ouvrit la séance et s'en prit en termes virulents aux accusations qui avaient motivé cette convocation<sup>11</sup>. Puis, dans un message daté du 29 juillet, le

---

<sup>10</sup> Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Fribourg, Neuchâtel, Appenzell Rhodes-Intérieures, avec St-Gall et le Valais, « ces derniers se référant à leur vote ».

<sup>11</sup> « Une espèce d'accusation inouïe a été portée contre la rédaction des instructions dont vos députés étaient chargés pour la diète fédérale, rédaction que l'on prétend n'être pas conforme à la votation du Grand Conseil, c'est à la fois une injure grave faite au bureau, à la commission de censure, et à la députation... Nous espérons avec confiance et certitude que justice sera faite de cette imputation calomnieuse et effrontée... »

Conseil d'Etat fit part à l'Assemblée des motifs de cette convocation extraordinaire. Il admettait que le procédé des pétitionnaires était conforme à la constitution, mais qu'ils auraient dû, avant d'entreprendre une démarche si lourde de conséquences, s'assurer du texte du protocole et de la rédaction des instructions auprès de la chancellerie d'Etat ou auprès du bureau du Grand Conseil, plutôt que d'ajouter foi à des bruits répandus par des journaux étrangers. Si tel avait été le cas, on n'aurait vraisemblablement pas convoqué le Grand Conseil. D'autre part, le Conseil d'Etat ne pouvait admettre la requête des pétitionnaires lui demandant d'aviser les députés à la diète fédérale qu'ils devaient attendre, pour voter, une décision du Grand Conseil, et laisser le protocole ouvert jusqu'à ce moment : en effet, les instructions constituaient une déclaration de volonté du Grand Conseil et le Conseil d'Etat n'était point compétent pour les suspendre.

L'Assemblée entendit ensuite la lettre des pétitionnaires du 11 juillet, le protocole de la session de mai du Grand Conseil, pour autant qu'il y était question des instructions de la diète fédérale, et la correspondance du Conseil d'Etat avec les députés à la diète fédérale concernant cette affaire. Il résultait nettement de cette correspondance que le Conseil d'Etat ne s'était rendu coupable d'aucune interprétation arbitraire des instructions du Grand Conseil <sup>12</sup>.

Le premier député à la diète fédérale, Zen-Ruffinen, prit alors la parole pour renseigner l'Assemblée sur le résultat des votations de la diète fédérale : il exposa que le Valais s'était prononcé avec 8 Etats et demi pour le rétablissement de tous les couvents. Quand la commission de censure se fut justifiée à son tour, une discussion longue et animée s'engagea, au cours de laquelle les pétitionnaires tentèrent de justifier leur démarche. Ils s'étendirent en affirmations vagues et générales, dirent que le bureau n'était pas infaillible, qu'il avait pu se tromper involontairement, que les instructions étaient élastiques, leur texte peu précis et prêtant à diverses interprétations, que les circonstances étaient suffisamment graves pour que le Grand Conseil se préoccupe d'en fixer le véritable sens. On répondit que si un doute subsistait réellement sur la rédaction, on aurait pu s'adresser au Conseil d'Etat et qu'au surplus le Grand Conseil n'était point compétent pour traiter la question, vu qu'il

---

<sup>12</sup> Dans sa lettre aux députés à la diète fédérale du 13 juillet 1842, le Conseil d'Etat exprime sa conviction qu'il ne lui appartient pas de donner des directives aux députés en ce qui concerne les couvents d'Argovie, parce que le vote que la députation devait porter à la connaissance de la diète était une décision du Grand Conseil et que l'autorité exécutive n'avait pas le droit de l'interpréter. Quoi qu'il en soit, le Conseil d'Etat était d'avis que les députés ne pouvaient, ni en vertu de la lettre, ni en vertu du sens des instructions, se déclarer satisfaits du rétablissement, partiel seulement, des couvents.

avait désigné spécialement une commission de censure pour apurer le protocole ; celle-ci avait censuré les instructions, les avait signées dans le protocole, puis transmises aux députés à la diète fédérale qui les avaient fidèlement suivies. On ne pouvait donc absolument pas justifier une convocation extraordinaire du Grand Conseil.

Au reste, le Valais avait déjà émis son vote à la diète fédérale et une délibération sur cet objet devenait superflue. Mais la discussion reprit sur le terrain de la politique générale et l'on blâma tout spécialement les deux journaux valaisans<sup>13</sup>. Du côté libéral, on fit reproche aux conservateurs de cette convocation extraordinaire du Grand Conseil, qui n'était qu'une sorte de manœuvre d'opposition ; on organisait la résistance systématique ; à l'ordre de l'Etat et à l'autorité du gouvernement ; la dernière convocation du Grand Conseil ne visait qu'à rendre un semblant d'innocence à un journal incriminé et à faire d'un coupable un accusateur.

Du côté conservateur, on rétorqua à cette assertion que le texte de la demande de convocation ne permettait aucunement de conclure à un système réactionnaire. Une seule tactique causait des inquiétudes : c'était celle dirigée contre la religion. On énuméra ensuite une série de griefs contre la presse libérale qui se permettait des discussions sur le dogme, des attaques personnelles contre les plus hautes autorités ecclésiastiques, et pour qui rien de sacré n'existait. Devant de tels faits, on pouvait se demander si l'on avait pris les mesures voulues pour éviter ce genre d'incidents.

Le gouvernement répondit qu'une loi réglementait les délits de presse, mais en l'absence de toute dénonciation, les autorités de l'Etat n'avaient pas à intervenir. Le président du Conseil d'Etat exigea que le représentant du clergé indiquât, auprès de la Chancellerie d'Etat, tous les articles de journaux qui seraient contraires à la religion ou à la morale publique ; il déclara que le Conseil d'Etat examinerait ces articles et agirait selon le droit.

A l'issue de cette discussion épineuse, le Grand Conseil prit une résolution par laquelle il se déclarait entièrement satisfait des explications du bureau et de la commission de censure et reconnaissait que toutes les décisions du Grand Conseil concernant la question des couvents avaient été rédigées fidèlement et reproduites exactement, tant dans le protocole que dans le cahier des instructions des députés à la diète fédérale. L'assemblée décida en outre d'insérer dans le protocole une déclaration portant que la convocation extraordinaire du Grand Conseil avait été « mal motivée ». Le chanoine de Rivaz, au contraire, avait proposé d'accepter une déclaration disant que le protocole n'avait pas été rédigé clairement et que la demande de convocation était donc motivée.

---

<sup>13</sup> *L'Echo des Alpes* (radical) et la *Gazette du Simplon* (conservatrice).



Une faible majorité se prononça en faveur du point de vue opposé ; sur réclamation du chanoine de Rivaz, on procéda à une deuxième, puis à une troisième votation. 42 voix maintinrent la résolution adoptée<sup>14</sup>.

Pendant ce temps, l'opinion publique des cantons protestants se prononçait toujours davantage en faveur d'Argovie. A Zurich, Genève, Schaffhouse et Vaud, le peuple exigeait, au cours d'assemblées toujours plus fréquentées, des instructions nettement en faveur du gouvernement argovien. En juin 1843, un revirement se produisit dans le canton de St-Gall : les députés à la diète fédérale de ce canton reçurent mandat du Grand Conseil de voter en faveur des projets de conciliation qui réuniraient la plupart des votes.

En Valais, au contraire, depuis le changement de gouvernement qui se produisit en mai 1843, on vit la tendance conservatrice se renforcer constamment ; elle influença naturellement les instructions des députés pour la diète fédérale ordinaire de 1843. Cette diète devait résoudre finalement la question des couvents d'Argovie et mettre un terme aux incertitudes et aux dissensions qui duraient depuis deux ans. A la différence de l'année précédente, le Grand Conseil, dans sa session de mai 1843, décida de s'en tenir inviolablement à la restauration de tous les couvents, de n'approuver aucune solution qui, directement ou indirectement, contribuerait à la suppression d'un seul couvent. Dans le cas où des mesures extraordinaires s'imposeraient, la députation devait consulter à nouveau le Grand Conseil. Les députés reçurent mandat de participer aux délibérations sur la vente des biens des couvents et de donner leur voix en faveur du maintien et de l'application du décret de la diète fédérale du 2 avril 1841, en partant du principe que la vente de ces biens constituait une violation de ce décret.

La diète fédérale commença ses délibérations le 16 août. A côté d'autres demandes, l'assemblée fut saisie d'une pétition, datée du 1er juillet, émanant de Jean-Joseph Jossen de Brigerbad<sup>15</sup> et contenant « quelques recommandations et requêtes en faveur des couvents ».

Les 16, 17 et 18 août, on questionna les états à tour de rôle sur leurs mandats : Lucerne, Valais, Neuchâtel, Schwyz, Unterwald, Zoug, Fribourg, Bâle-Ville et Appenzell Rhodes-Intérieures se prononcèrent à nouveau pour le rétablissement de tous les couvents. Dans son discours, la députation de l'Etat du Valais se

---

<sup>14</sup> Ribordy (*Documents*, p. 395) observe au sujet de cette décision : « Cette décision était un blâme pour les signataires et particulièrement pour le chanoine Derivaz, qui avait fait une contre-proposition, portant : La demande d'une convocation extraordinaire est bien motivée. »

<sup>15</sup> Le chef de la *Vieille Suisse*.

fonda sur les droits d'association et de liberté de conscience : c'est par une violation de ces principes, déclara-t-elle, que les couvents avaient été supprimés. Elle chercha à mettre en pleine lumière la signification des couvents et le rôle des moines, et accusa l'Etat d'Argovie « d'avoir violé le Pacte fédéral et sa propre constitution, et d'avoir porté atteinte, d'une manière hostile, aux institutions de l'Eglise catholique ». Parlant du but suprême de l'Etat, elle soutint « qu'aucun Souverain n'avait le droit de modifier le genre de vie d'un individu, ni de le priver de ses biens personnels, sous prétexte de lui assigner une vocation plus utile, et qu'il en était de même pour une famille ou une communauté quelconque ; l'Eglise avait aussi le droit exclusif d'administrer ses propres biens ou ceux de ses corporations, droit qui pendant 18 siècles ne lui avait jamais été contesté ». La députation conclut en souhaitant que justice se fit, quel qu'en fût le résultat.

Le 31 août, la députation du canton d'Argovie, se fondant sur un décret du Grand Conseil du 29 août, offrit encore de rétablir le couvent d'Hermetswil, en plus des trois couvents de femmes de Fahr, de Baden et de Gnadenthal, mais sous réserve expresse que toute l'affaire des couvents serait ainsi liquidée et que la présente diète l'éliminerait déjà du recès et des « *tractanda* ». Dès lors, l'opinion tourna entièrement en faveur d'Argovie. Le 31 août, 12 Etats et demi admirèrent cette offre et décidèrent d'écarter des recès et des « *tractanda* » l'affaire des couvents et des fondations. Les députés d'Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Fribourg, Valais et Appenzell Rhodes-Intérieures firent insérer au protocole « une protestation solennelle » dans laquelle ils contestaient la compétence d'une majorité dans cette affaire. Toutefois, le Valais ne souscrivit à cette protestation que sous réserve de ratification.

Lucerne se mit alors à la tête de l'opposition conservatrice et invita les Etats protestataires, ainsi que Neuchâtel et Bâle-Ville, à une conférence à Lucerne, pour le 13 septembre, dans le but de « délibérer sur les mesures à prendre pour prémunir la patrie contre les conséquences néfastes du décret pris par la diète fédérale le 31 août et concernant l'affaire des couvents argoviens »<sup>16</sup>. Mais le Conseil d'Etat valaisan décida de ne pas faire représenter le Valais à cette conférence, et de soumettre la chose au préalable au Grand Conseil, en raison de son importance et des graves conséquences qu'elle pouvait entraîner ; il rappela notamment la décision du Grand Conseil du 27 mai selon laquelle la députation du Valais devait voter pour le rétablissement de tous les couvents, mais en référer au Grand Conseil pour toutes autres mesures importantes. Le gouvernement demanda néanmoins une communication confidentielle des décisions de la conférence, afin de pouvoir

<sup>16</sup> Le Valais fut invité par lettre du 2 septembre.

en faire rapport au Grand Conseil en connaissance de cause<sup>17</sup>. L'attitude de Bâle-Ville contribua dans une large mesure à cette décision : en effet, ce canton avisa tous ceux qui avaient été invités à cette conférence qu'il n'y prendrait aucune part, mais qu'il les mettait en garde avec insistance contre cette entrevue : ce demi-canton souligna le danger grave d'une alliance séparée, mais convia les cantons à suivre la voie constitutionnelle<sup>18</sup>.

Un Valaisan participa néanmoins à l'entrevue confidentielle des chefs conservateurs que Siegwart-Müller avait organisée avant la conférence proprement dite, à Bad Roten, près de Lucerne, le 12 septembre. Ce Valaisan était Maurice de Stockalper, président de son dizain. Au cours de cette entrevue, on formula les principes qui devaient servir plus tard de base au Sonderbund : séparation d'avec les protestants, formation d'une autorité catholique centrale indépendante, lutte contre la majorité radicale, etc.

Le Valais ne fut point représenté à la conférence qui suivit, le 13 septembre, à Lucerne. Firent également défaut Bâle-Ville, Neuchâtel et Appenzell Rhodes-Intérieures. Sur proposition de Siegwart-Müller, la conférence décida d'adresser un manifeste commun à tous les Confédérés pour demander avant tout la révocation du décret du 31 août de la diète fédérale et le rétablissement des couvents d'Argovie. Le texte de ce manifeste devait être fixé dans une conférence ultérieure.

Lucerne communiqua ces décisions au canton du Valais et l'invita à prendre part à la prochaine conférence. Le Conseil d'Etat en donna connaissance au Grand Conseil dans la session de novembre<sup>19</sup>. La commission préposée à l'examen de cette invitation, et présidée par le chanoine de Rivaz, ne parvint à aucune décision majoritaire, mais énonça trois propositions minoritaires différentes : trois de ses membres voulaient que le Valais s'abstint de la conférence, mais priât l'Etat de Lucerne de lui communiquer ses décisions. Deux autres engageaient le Valais à ne prendre surtout

---

<sup>17</sup> Voir aussi le *Protocole du Conseil d'Etat* du 7 septembre 1843 : « Le gouvernement de Lucerne invite le Valais à prendre part à une conférence qui aura lieu à Lucerne sur les délibérations de la diète fédérale au sujet des Couvents. Le Conseil d'Etat délibère qu'il n'enverra personne à cette conférence, vu qu'il n'est pas nanti des pouvoirs nécessaires pour prendre cette mesure. »

<sup>18</sup> Voir la réponse du canton du Valais (Département politique) au bourgmestre et Conseil du canton de Bâle-Ville, du 14 septembre 1843. Cette lettre contient la déclaration suivante : « ... nous nous réjouissons d'autant plus que nous jugeons la chose du même point de vue que votre Haut Etat et que nous n'avons envoyé personne à cette conférence pour les mêmes motifs et pour des considérations tirées de la situation de notre canton. »

<sup>19</sup> Dans son message, le Conseil d'Etat déplorait la décision de la diète fédérale dans l'affaire des couvents argoviens, mais recommandait de s'abstenir de la conférence.

aucune part directe ou indirecte à cette conférence, vu qu'une telle participation était incompatible avec le pacte fédéral et qu'on ne pouvait en attendre un résultat pratique. La troisième minorité proposa enfin que le Valais déléguât une représentation auprès de cette conférence, mais uniquement à fin d'information et sans pleins pouvoirs.

Après de longues délibérations, le Grand Conseil opta pour la première proposition de la minorité de la commission, c'est-à-dire de ne point participer à la conférence, mais de charger le Conseil d'Etat de se maintenir en relations épistolaires avec l'Etat de Lucerne et de se faire communiquer les résolutions de la conférence, afin que le Grand Conseil puisse ensuite prendre une décision à ce sujet. On réserva expressément que la correspondance avec Lucerne n'aurait qu'un but de pure information et qu'on ne prendrait aucun engagement.

L'assemblée approuva ensuite le rapport financier des députés à la diète fédérale sur la dernière diète, et prononça qu'ils avaient rempli leur mandat « avec fidélité et zèle ».

## CHAPITRE VI

### Les événements politiques de 1843

#### Réaction conservatrice. Antagonisme croissant

Dès les premiers mois de l'an 1843, l'opposition jusqu'alors latente des conservateurs contre le régime libéral, commença à se manifester nettement. La cause première en fut la politique des radicaux. Les persécutions et le « *Kulturkampf* » de l'*Echo des Alpes*, les attaques de la *Jeune Suisse* contre les couvents et contre les droits d'immunité du clergé provoquèrent un mécontentement et une exaspération croissante dans la population. Non seulement dans le Haut ou dans le Centre, mais même dans le Bas-Valais, la très grande majorité de la population suivait son clergé et tenait à l'ancienne tradition conservatrice. A plusieurs reprises déjà, l'opposition conservatrice s'était fait jour au Grand Conseil. Lors de l'affaire des couvents argoviens, le gouvernement n'avait pas réussi à imposer ses propositions libérales, et s'était heurté à des votes de méfiance manifestes. Dès la seconde moitié de 1842, l'*Echo des Alpes* avait vu naître un adversaire influent et acharné dans la *Gazette du Simplon* conservatrice<sup>1</sup>. Toutefois, du côté conservateur, on manquait encore d'organisation et d'une direction énergique. Mais l'attitude provoquante des radicaux ne pouvait manquer d'en susciter l'apparition à brève échéance.

La prépondérance du parti libéral, due à la victoire de 1840, parut dès lors sérieusement compromise<sup>2</sup>. La tension qui se manifestait toujours davantage au sein du parti libéral lui-même, ne contribua pas médiocrement à ce résultat. Les libéraux modérés, qui étaient le véritable parti gouvernemental, n'approuvaient absolument pas les procédés de la *Jeune Suisse*, ni l'activité agitatrice de l'*Echo des Alpes*. Dans le but d'amener un compromis entre les conceptions extrêmes et divergentes des conservateurs et des radicaux, les membres de ce mouvement, les hommes « du juste

---

<sup>1</sup> La *Gazette du Simplon* parut pour la première fois le 25 juin 1842. Son rédacteur était Guillaume de Kalbermatten qui, en 1839 et 1840, avait pris parti pour le Bas-Valais.

<sup>2</sup> Kämpfen, *op. cit.*, p. 205 : « Le parti qui avait établi en Valais l'égalité des droits n'était déjà plus le maître de ses destinées. »

milieu », fondèrent leur organe propre, « un organe à l'opinion libérale modérée », qui parut pour la première fois à Sion, chez L. Avocat, le jour de l'an 1843, sous le titre de *Courrier du Valais* et avec la devise « Union et Progrès »<sup>3</sup>. Mais bien loin de créer une atmosphère apaisante entre la gauche et la droite, ce journal contribua sans le vouloir à accentuer encore les oppositions, et ébranla définitivement la position du parti libéral. Les conservateurs se méfièrent dès le début de cette feuille et mirent en doute la sincérité des buts qu'elle s'assignait. Leur organe, la *Gazette du Simplon*, se répandit en railleries mordantes contre la nouvelle fondation. Mais le nouveau journal excita encore plus de mécontentement chez les radicaux. L'*Echo des Alpes* l'attaqua aussitôt violemment et reprocha à cette feuille sa pusillanimité et sa fausse ambition. Une polémique de presse d'une violence inouïe éclata entre les deux journaux<sup>4</sup>. Comme ces trois journaux paraissaient tous dans le Bas-Valais et en langue française, les divergences politiques se concentrèrent toujours plus dans la partie inférieure du pays, tandis que les dizains du Haut-Valais assistaient avec toujours plus de mécontentement à ce jeu sans dignité. L'agitation politique s'accrut d'autant plus que les élections générales approchaient, notamment celle des députés du Grand Conseil. Pour les libéraux, il en allait du maintien de leur position et de leur force actuelle. Pour les conservateurs, il s'agissait de renverser ces dernières et d'instaurer un régime conservateur.

Les élections communales, qui avaient eu lieu au cours de janvier 1843 déjà, révélèrent nettement un revirement de l'opinion publique en faveur des conservateurs<sup>5</sup>. Les radicaux se comportèrent avec d'autant plus d'animosité dans le Bas-Valais : à Martigny, à l'occasion d'un cortège de carnaval, les 27 et 28 février, on calomnia le clergé par la parole et par l'image. Ce cortège se

---

<sup>3</sup> Le directeur responsable de cette feuille était l'avocat Joseph Rion, de Sion. Le 29 novembre déjà, les éditeurs du journal avaient exposé au public, dans un « prospectus d'un nouveau journal », les idées et le but de leur feuille. Ils postulaient notamment la protection et le développement de la liberté et de la moralité publique, le respect de la religion et de ses desservants, l'appui du gouvernement, sous réserve d'une critique raisonnable.

<sup>4</sup> Voir Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 80 : « En relisant les journaux de cette époque, on reconnaît aisément que l'*Echo des Alpes* combattait la *Gazette du Simplon*, par position, par nécessité politique ; mais qu'il s'attaquait au *Courrier con amore* : c'était la fureur du concurrent, la haine, la jalousie, la rancune personnelle... Jamais le gouvernement ne fut attaqué avec plus d'âpreté, de mauvaise foi, et l'on était à la veille des élections ! »

<sup>5</sup> Voir l'*Echo des Alpes* du 25 janvier 1843, N° 8 et du 5 février 1843, N° 11 : « De la rédaction : Les élections communales qui se sont opérées dans une grande partie des communes du canton ne sont pas de nature à combler l'espoir des hommes qui nous réservent, pour la gloire de Dieu, un gouvernement de leur façon : on ne peut, à la vérité, méconnaître que messieurs les défenseurs de la religion n'aient en général gagné du terrain... »

rendit de Martigny à St-Maurice où il provoqua une sérieuse agitation<sup>6</sup>. Des gens dévoués à l'Abbaye de St-Maurice s'unirent pour empêcher une répétition de ce cortège. Il en résulta une batterie où des coups de feu furent tirés. Aussitôt, un détachement de Monthey se hâta de venir à la rescousse des radicaux : il apporta même un canon avec lui et fit ainsi son entrée à St-Maurice. Le gouvernement estima alors de son devoir d'intervenir et ordonna une enquête sur l'incident.

C'est à ce moment que, du côté conservateur, on fonda la *Vieille Suisse*, association politique conçue comme l'antidote de la *Jeune Suisse*, et qui se diffusa très rapidement parmi les populations montagnardes du Haut et du Bas-Valais. D'après ses statuts, elle avait pour but de défendre la religion catholique, l'ordre et la liberté. Son organisation était marquée par une discipline sévère et par une direction centrale. L'ensemble du canton se répartissait en trois cercles, à la tête desquels se trouvait un capitaine. Chaque dizain avait son chef, et chaque commune, un sous-chef. A la tête de l'association se tenait un comité de 13 membres. La subordination des chefs, leurs devoirs et leurs droits étaient sévèrement réglementés. Les membres devaient promettre fidélité sans réserve à leurs supérieurs. Pour devenir membre, il fallait être âgé de 16 ans, avoir son domicile ou droit de bourgeoisie en Valais, et être présenté par deux autres membres. Chaque famille payait une cotisation annuelle de 5 batz<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> Voir le *protocole du Conseil d'Etat* du 17 mars 1843 : « Mascarade de Monthey : Une croix ayant figuré dans cette mascarade, il est délibéré de déferer aux tribunaux ce fait qui pourrait constituer un délit. » — Il devait s'agir ici d'une réédition du cortège de Martigny.

<sup>7</sup> On trouve les indications suivantes dans une copie des statuts de la *Vieille Suisse*, malheureusement incomplète, conservée dans les archives de la famille Sépibus à Mörel, et que M. le chanoine Imesch à Sion a bien voulu soumettre à l'auteur : « Association sous le titre de Vieille Suisse. Son but et sa fin. Cette société assigne les buts suivants à sa fondation :

1. Protéger contre toutes attaques la religion catholique romaine dans sa doctrine et dans son exercice, afin de maintenir le clergé régulier et séculier dans son existence et dans ses droits.

2. Maintenir la souveraineté et le referendum populaires ; défendre l'indépendance et la liberté de la patrie contre les ennemis internes et externes.

3. Obtenir pour chacun l'administration prompte et impartiale de la justice et réaliser toutes les améliorations matérielles et intellectuelles positives, autant que la situation de la patrie le permet.

4. Ne promouvoir aux hautes ou basses fonctions que des personnes connues par leur attachement à la religion et à l'Eglise catholique, qui en donnent des preuves, qui ne cherchent pas ces charges par profit personnel ou par ambition, qui se distinguent par leur activité, leur amour de la justice, leur caractère sérieux, leurs connaissances, leur raisonnement sain, qui ne cherchent que le bien public et qui travaillent. »

Cette copie comporte une « liste de la compagnie de la Vieille Suisse

L'association se répandit très vite et comprit bientôt tout le Haut-Valais, ainsi que le Val d'Illiez, une partie des dizains de St-Maurice, de Martigny, et la majeure partie du dizain d'Entremont, dans le Bas-Valais. Le véritable chef, le créateur de la *Vieille Suisse* fut Joseph Jossen, un paysan valaisan ; il parcourut tout le pays, portant l'insigne et les statuts de la société, conquit la confiance illimitée de la population du pays, fonda et développa partout l'organisation de la *Vieille Suisse*<sup>8</sup>.

En même temps, la *Jeune Suisse* déploya une intense activité pour s'organiser<sup>9</sup>. A St-Maurice, entre autres, se fonda une nouvelle section. A la suite de cette fondation, se tint, dans cette ville, le 9 avril, une assemblée de 300 personnes environ, au sujet de laquelle la *Gazette du Simplon* publia un compte rendu spécialement moqueur<sup>10</sup>, de sorte que, dans la nuit du 12 au 13 avril, une bande de Jeunes Suisses firent irruption dans les locaux de la rédaction de la *Gazette du Simplon*, brisèrent et jetèrent au Rhône la presse et tout le matériel d'imprimerie<sup>11</sup>. Le Conseil d'Etat réagit contre ces violences et prit des mesures énergiques : il mit de piquet un bataillon du contingent et délégua une commission du Conseil d'Etat pour enquêter à St-Maurice sur l'incident. Le 15 avril, le Conseil d'Etat adressa une proclamation au peuple valaisan, dans laquelle il condamnait l'attentat commis à l'égard de la *Gazette du Simplon* et justifiait les mesures qu'il avait prises.

Les élections du Grand Conseil, qui eurent lieu peu après, tournèrent en défaveur des libéraux. L'attentat de St-Maurice doit avoir contribué à ce revirement. En plus des dizains haut-valaisans, ceux d'Entremont et de St-Maurice élurent presque exclusivement des députés conservateurs. Le maintien d'un gouvernement libéral ne parut désormais plus guère possible.

Le Grand Conseil nouvellement élu tint sa première session le 15 mai. Il élut président de l'assemblée l'ancien grand-bailli Mau-

---

des cinq dizains haut-valaisans allemands en date du 7 juin 1843 », malheureusement incomplète.

— Sur des statuts de la *Vieille Suisse*, on consultera l'article de J.-B. Bertrand : *Il y a 100 ans, la fondation de la Vieille Suisse en Valais*, dans *Annales Valaisannes*, bulletin trimestriel de la Société d'histoire du Valais romand, 2<sup>e</sup> S., XVIII<sup>e</sup> année, No 3, pp. 78-91 (note du traducteur).

<sup>8</sup> Bernard Meyer, *Erlebnisse*, I, Vienne, 1875, pp. 23 et suiv. Cet auteur appelle Jossen « l'homme du peuple le plus influent de l'époque dans le canton du Valais ».

<sup>9</sup> Voir P.-J. Kämpfen, *op. cit.*, p. 206 : « La société s'était accrue encore de 4 sections depuis son excommunication. »

<sup>10</sup> Le journal imprima ce compte rendu sous forme de feuilleton : on y comparait les Jeunes Suisses à des oies.

<sup>11</sup> Parmi les auteurs de cet acte de violence durent figurer aussi des Vaudois et des réfugiés français et italiens.



rice de Courten de Sierre<sup>12</sup>. Il procéda ensuite au renouvellement du Conseil d'Etat. L'ancien gouvernement adressa un message dans lequel il déclarait qu'il renonçait à ses fonctions et demandait au Grand Conseil de ne plus songer à le réélire.

La votation donna les résultats suivants : pour les dizains de Sion, Hérens et Conthey, furent élus : Charles de Rivaz de Sion, par 71 voix sur 77. Pour les dizains d'Entremont, de Martigny, de St-Maurice et de Monthey : Delacoste de Monthey, par 41 voix sur 77, ensuite Maurice Barman de Saillon, par 41 voix sur 77. Pour les dizains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre : l'ancien grand-bailli Maurice de Courten de Sierre, par 50 voix sur 77, et le président du dizain Joseph-Antoine Clemenz de Viège, par 39 voix sur 77.

Mais tous les élus se désistèrent. On procéda à une nouvelle élection qui confirma l'ensemble de ces résultats. Tous les élus refusèrent une seconde fois, à l'exception de Clemenz. On nomma à leur place en troisième élection, pour Sion, Conthey et Hérens : François de Kalbermatten de Sion, par 53 voix sur 78. Pour Monthey, Entremont, Martigny et St-Maurice, l'actuel président de la cour d'appel, Joseph Gros de Martigny, par 43 voix sur 78 ; le colonel Xavier de Cocatrix de St-Maurice, par 43 voix sur 78. Pour les dizains orientaux, l'ancien président du Grand Conseil Ignace Zen-Ruffinen de Loèche, par 48 voix sur 76. Kalbermatten, Gros et Zen-Ruffinen repoussèrent tout d'abord leur élection et ne l'acceptèrent que quelques jours plus tard, le 21 mai. Ignace Zen-Ruffinen fut alors élu président du Conseil d'Etat par 59 voix sur 73, et Kalbermatten, vice-président<sup>13</sup>.

Puis on désigna en qualité de députés à la diète fédérale le Dr Emmanuel Ganioz de Sion (premier député) et Antoine Luder de Sembrancher, président du dizain.

Le Grand Conseil procéda ensuite à l'examen des comptes de l'Etat pour l'année 1842<sup>14</sup> et du rapport financier du Conseil d'Etat ; il approuva les deux sans réserve.

---

<sup>12</sup> Maurice de Courten avait joué le rôle de chef lors des combats de 1839 et 1840, à la tête du parti haut-valaisan. Sur ses capacités comme homme d'Etat, voir Bernard Meyer, *op. cit.*, p. 22 : « La conversation que j'eus avec lui sur la situation du pays me donna l'impression qu'il n'était point capable de diriger un parti. Je dus bien constater qu'une vue claire des choses lui faisait souvent défaut ; l'on pouvait douter qu'il sût agir avec circonspection et avec l'énergie souhaitable dans la situation si difficile de l'heure. » R. de Constant, *op. cit.*, p. 91, observe non sans raison, au sujet de cette élection : « Mais ce n'était pas un homme que l'on ramenait aux affaires, c'était un drapeau qu'un parti élevait en triomphe, pour le substituer à l'étendard du 1<sup>er</sup> avril 1840. »

<sup>13</sup> Ce gouvernement se composait d'hommes très honorables sans doute, mais peu résolus en matière politique. Il manquait d'un chef ayant le format et l'esprit d'un Maurice Barman. Toute cette élection fut une élection de fortune.

<sup>14</sup> Le compte accuse un excédent de recettes de Fr. 108.293.

On lut encore une pétition de 144 citoyens de Monthey, qui, après une profession de foi envers la religion et la constitution actuelle, formulaient les exigences suivantes : revision de la loi sur la presse ; introduction d'un service hypothécaire ; réforme du régime pénitentiaire. — Il convient de mentionner spécialement que l'on trouve, parmi les instructions données aux députés à la diète fédérale l'ordre de voter contre toute revision du Pacte fédéral et en faveur du rétablissement de l'ensemble des couvents argoviens.

Dès son entrée en fonction, le gouvernement nouvellement élu adressa une proclamation, datée du 29 mai 1843, pour soumettre au peuple « en toute loyauté la ligne de conduite qu'il entendait suivre au cours de son administration ». Le Conseil d'Etat considérait comme son premier devoir de défendre la religion, de garantir les droits du clergé, de maintenir les libertés publiques et les attributions du pouvoir civil, de rendre une prompte justice, exempté de toute influence indésirable, d'assurer le plus de bien-être possible au peuple, de sauvegarder la paix publique en interdisant toute réunion armée non autorisée.

Sur ces entrefaites, le bruit courut à Monthey que des paysans conservateurs du Val d'Illiez projetaient une attaque contre Monthey. Alexis Joris<sup>15</sup> partit aussitôt d'Illarsaz à la tête de 300 volontaires, afin de porter secours à cette ville. Le Conseil d'Etat envoya Charles de Rivaz et l'avocat Rion à Monthey ; ceux-ci tâchèrent d'apaiser Joris.

Malgré cela, les violences et les troubles augmentèrent constamment dans tout le Bas-Valais, notamment à Martigny, à St-Maurice, à Salvan et à Monthey. Les marches à main armée, les batteries, les libérations de prisonniers étaient à l'ordre du jour. Devant ces faits, le gouvernement ne montra qu'une attitude faible et irrésolue<sup>16</sup>.

Par lettre du 28 juin, le Conseil d'Etat enjoignit aux présidents des dizains de Monthey et de St-Maurice d'aviser au rétablissement de la tranquillité et de l'ordre dans leur dizain, afin qu'il puisse se dispenser de prendre des mesures extraordinaires. Le président de

---

<sup>15</sup> Alexis Joris d'Illarsaz, officier de la garde royale de Charles X, congédié après la Révolution de juillet 1830, se distingua à la tête d'un bataillon de landwehr lors du combat de St-Léonard (1<sup>er</sup> avril 1840). Radical ardent, vrai soldat, il était le chef militaire de la Jeune Suisse. Après la victoire conservatrice au Trient, il s'enfuit dans le canton de Vaud. Après 1847, il devint chef de l'Etat-major des troupes cantonales, mais émigra bientôt en France où il mourut en 1865. *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, art. Joris.

<sup>16</sup> Voir le jugement de H. Gay, *op. cit.*, p. 293 : « Cette autorité parut à son début faible et chancelante, oscillant entre le besoin de complaire au parti dominant, et la crainte de heurter le libéralisme. Les partis se prévalurent de cette situation indécise, et se montrèrent plus audacieux que jamais. »

la ville de St-Maurice reçut le même avis. Le conseil de dizain de St-Maurice donna suite à cette requête et décida d'inviter les conseils communaux à prendre les mesures voulues pour maintenir le calme. Il communiqua en même temps au Conseil d'Etat qu'il avait exprimé le vœu, auprès des conseils communaux, que l'on accordât l'amnistie pour les délits politiques commis jusqu'à ce moment, que l'on annulât toutes les enquêtes faites ou à faire, sous réserve toutefois de l'action civile. Le conseil du dizain de Monthey et le conseil communal de St-Maurice réagirent différemment. Dans sa réponse du 6 juillet, le conseil du dizain de Monthey contesta les actes de violences et les troubles dénoncés par le gouvernement ; il affirma que ces faits ne s'étaient point produits dans le district de Monthey et que le gouvernement était mal informé. Le président de la commune de St-Maurice répondit sans hésiter que le conseil communal connaissait parfaitement ses obligations légales, mais qu'il n'en admettait point d'autres, vu qu'il appartenait au Conseil d'Etat de maintenir l'ordre public dans tout le canton, en vertu des dispositions expresses de la constitution. En même temps, par circulaire adressée à tous les présidents de dizain, le Conseil d'Etat attirait l'attention des présidents de commune sur les dispositions d'un décret du 27 décembre 1832, encore en vigueur, qui prohibait tout rassemblement armé, s'il n'avait pas été autorisé par le pouvoir compétent.

Le Conseil d'Etat répondit le 10 juillet à la lettre du président du dizain de Monthey et soutint derechef que le district de Monthey était bien loin d'un régime normal d'ordre public et de sécurité ; il évoquait notamment le cas du curé de Monthey, molesté le soir où l'on avait détruit la *Gazette du Simplon*, le soulèvement armé du 23 mai et les achats de munitions et d'armes, les attaques et les menaces auxquelles les citoyens étaient en butte, les bruits calomnieux qu'un parti répandait contre l'autre, etc. Il ajoutait que le Conseil d'Etat n'avait pas mis en garde seulement les dizains de St-Maurice et de Monthey, mais encore tous les autres dizains, et de la même manière.

En dépit de ces efforts du gouvernement, les troubles n'en continuèrent pas moins. Dans la nuit du 5 au 6 juillet, une troupe de Jeunes Suisses marchèrent sur le château de St-Maurice, afin de mettre en liberté un jeune homme qui y avait été incarcéré, après avoir pris d'assaut la prison. Le Conseil d'Etat, estimant « que l'ordre légal était menacé, vu que l'on menaçait l'exercice de la justice », fit mettre trois compagnies de piquet, afin de procurer au tribunal l'appui nécessaire en cas de besoin. Mais le prisonnier réintégra volontairement sa prison et le Conseil d'Etat révoqua l'ordre qu'il avait donné.

En août, de nouveaux excès se produisirent à St-Maurice. Aussitôt après son entrée en charge, le gouvernement avait insisté auprès du tribunal de St-Maurice pour que l'on enquêtât avec

énergie sur le délit commis contre la *Gazette du Simplon*. Le 9 juin, il avait nommé Emile Bioley rapporteur auprès du tribunal de dizain à St-Maurice. Mais Bioley n'avait pas atteint l'âge de 25 ans, requis pour être éligible, aussi le Conseil d'Etat avait-il réservé l'approbation de son choix au Grand Conseil.

Cette nomination souleva aussitôt un vif mécontentement chez les Jeunes Suisses du dizain de St-Maurice. Le 1er août, le tribunal de dizain siégea dans la maison de Cocatrix, pour examiner une plainte déposée contre un jeune homme qui n'avait pas obtempéré à une citation en justice et avait ainsi résisté au pouvoir judiciaire. Au cours de la séance, une troupe de jeunes gens tentèrent de pénétrer dans le local du tribunal. Les gendarmes présents s'efforcèrent de leur en interdire l'entrée, et ils s'éloignèrent en menaçant de chercher des armes. Le tribunal effrayé se dispersa sur le champ ; seul son président, le grand-châtelain Rouiller, ne put s'enfuir à temps et dut se cacher dans la maison. Les assaillants le recherchèrent dans la maison du tribunal, puis à son domicile, réclamant qu'on le leur livrât mort ou vif. Finalement, Rouiller parvint à s'échapper par une fenêtre.

Le Conseil d'Etat vit dans cet incident un cas de trouble dans l'intérieur, aux termes de l'article 35 chiffre 4 de la constitution cantonale<sup>17</sup> et il prit aussitôt des mesures en vue de rétablir l'ordre et la sécurité juridiques qui avaient été troublés. Il mit de piquet un bataillon du contingent et donna ordre à la première de ses compagnies de se rendre aussitôt à St-Maurice, afin d'y restaurer le tribunal et d'arrêter les coupables. Mais ayant appris que l'on voulait faire obstacle à la marche de cette compagnie, le Conseil d'Etat indécis révoqua la mise sur pied de la troupe. A sa place, il dépêcha à St-Maurice une commission composée du conseiller d'Etat de Kalbermatten et d'Aloïs de Riedmatten, avec instruction de réunir les autorités supérieures du dizain de St-Maurice ainsi que des dizains voisins, afin d'aviser aux mesures propres à écarter de nouveaux troubles. En même temps, il renforça le poste de gendarmerie de St-Maurice.

Les commissaires du gouvernement arrivèrent à Martigny le 7 août. Entre temps, un grand nombre de libéraux des dizains de Martigny, d'Entremont, de St-Maurice et de Monthey s'y étaient réunis pour délibérer sur les mesures prises par le gouvernement. Cette assemblée nomma un comité composé de Maurice Barman, président, de Casimir Dufour, Desfayes, Filliez et Pignat. Ce comité rédigea, au nom de l'assemblée, une adresse au Conseil d'Etat, dans laquelle il protestait contre les mesures du gouvernement à propos des événements de St-Maurice, et demandait au

---

<sup>17</sup> « En cas de danger extérieur ou de troubles dans l'intérieur, il peut disposer de la force armée... »

Conseil d'Etat, sous forme d'ultimatum, de les révoquer. L'adresse déclarait, entre autres, que le mécontentement qui régnait dans le peuple provenait principalement de l'élection d'un rapporteur qui n'avait pas encore atteint l'âge prévu par la constitution, mais qu'il n'y avait pas d'autres troubles au sens de la constitution, et que, par conséquent, la levée de troupes était aussi dépourvue de sens que contraire aux intérêts du pays. Ce manifeste concluait par cet avis menaçant : « Si nous étions trompés dans notre attente, nous déclinierions toute responsabilité des conséquences incalculables qui pourraient résulter de toutes mesures illégales et attentatoires aux droits des citoyens <sup>18</sup> ».

Une délégation de cette assemblée se présenta ensuite auprès des commissaires du gouvernement et leur remit cette adresse. Le chef de la commission, le conseiller d'Etat F. de Kalbermatten, écouta tranquillement leur plainte et répondit aux impétrants qu'il la porterait à la connaissance du Conseil d'Etat. Il leur communiqua ensuite que le Conseil d'Etat avait déjà révoqué les mesures militaires qu'il avait prises.

Lorsque les commissaires voulurent poursuivre leur route en direction de St-Maurice, on les rendit attentifs, de source compétente, au fait que, vraisemblablement, on s'opposerait violemment à eux ; aussi renoncèrent-ils à aller plus loin, afin d'éviter un nouveau scandale irréparable, et ils rentrèrent à Sion le même jour.

Le Conseil d'Etat répondit le 10 août à l'adresse du comité de Martigny, dans une lettre à Maurice Barman : il y exposait notamment qu'à son avis les rapporteurs n'étaient pas des fonctionnaires publics au sens de la constitution, et que l'âge minimum de 25 ans n'était pas requis pour cet office, que le rapporteur en question (Bioley) avait donné sa démission entre temps, et qu'au surplus il soumettrait cette question au Grand Conseil. Il appartenait au Conseil d'Etat de décider si une levée de troupes était justifiée ; or, le fait qu'on avait attaqué un tribunal à St-Maurice, au lieu même de ses séances, et qu'on avait poursuivi son président de maison en maison, permettait bien de conclure que l'ordre public était sérieusement troublé. En face d'excès aussi graves, l'emploi de moyens extraordinaires était donc parfaitement légal.

Le 19 août, par une circulaire, le Conseil d'Etat donna connaissance à tous les présidents de dizain des mesures qu'il avait prises. A la même date, il adressa une proclamation au peuple valaisan : il y annonçait que le Grand Conseil était convoqué en session extraordinaire, et exhortait au maintien de l'ordre et du calme. Il motivait la convocation du Grand Conseil par la situation mena-

---

<sup>18</sup> L'adresse porte les signatures de Maurice Barman, Desfayes, Pignat et Filliez.

cante du pays et par la mort de l'évêque Maurice-Fabien Roten<sup>19</sup> survenue à l'âge de 60 ans.

Le 23 août, le Grand Conseil se réunit en session extraordinaire afin de délibérer sur les mesures nécessaires pour rétablir le calme et la sécurité dans le pays. Le Conseil d'Etat donna connaissance des récents événements de St-Maurice et de Martigny dans son message du 22 août. Conformément à son attitude peu résolue adoptée précédemment, il proposa cette fois encore de renoncer à des mesures énergiques, de ne pas punir les coupables, mais de proclamer une amnistie générale pour tous les délits politiques, exception faite pour les meurtres, afin d'apaiser et de réconcilier les esprits agités. On accepta cette proposition. Le 25 août, on adopta le décret d'amnistie et l'on conféra aussitôt au Conseil d'Etat les pleins pouvoirs pour prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public. Ce décret prévoyait que l'on accorderait l'amnistie pour tous les délits politiques commis jusqu'à ce jour, à l'exception des meurtres. Le Grand Conseil trancherait les cas douteux, et l'action civile était réservée. Pour faire toutes les concessions possibles aux radicaux, le conseiller d'Etat de Cocatrix donna sa démission le 26 août et fut remplacé par Pierre Torrent, libéral de Monthey.

Mais de nouveaux troubles venaient d'éclater à St-Maurice. Les Jeunes Suisses avaient saisi le châtelain Rouiller dans sa maison d'Outre-Rhône et l'avaient entraîné à St-Maurice, où il fut contraint de signer sa démission de président du tribunal de dizain. A La Balma, Jeunes Suisses et Vieux Suisses en vinrent aux mains et on tira des coups de feu. La *Vieille Suisse* du dizain de Monthey, surtout au Val d'Illiez, prit une attitude menaçante, de même que la *Vieille Suisse* de Salvan. Dans le dizain d'Entremont également, des assemblées tumultueuses eurent lieu. Dans le Haut-Valais, on constatait une agitation croissante; des hommes armés s'attroupèrent à Sierre. Un soulèvement général semblait imminent.

En raison des événements, le Conseil d'Etat communiqua au Grand Conseil, le 26 août, qu'il avait mis sur pied tout le contingent. En même temps, il avait envoyé des députés dans chaque dizain du Haut-Valais pour tranquilliser les esprits. Le lendemain, le Conseil d'Etat avisait le Grand Conseil qu'il avait nommé un conseil de guerre composé de Louis de Riedmatten, président, Pierre Torrent, Maurice Barman, Elie-Nicolas de Roten et Adrien de Courten. Le Grand Conseil ratifia ces dispositions.

---

<sup>19</sup> Maurice-Fabien Roten, petit-neveu de l'évêque Jean-Hildebrand Roten, né en 1783, curé d'Unterbäch-Bürchen, chanoine de Sion en 1812, grand chantre, évêque de Sion de 1830 à 1843, assistant au trône pontifical et comte romain; constructeur du nouveau palais épiscopal sur la Planta; il adopta une attitude résolue lors de l'excommunication de la *Jeune Suisse* et résista aux progrès du radicalisme à la tête du clergé. Voir le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, art. Roten.

Pendant ce temps, le gouvernement avait envoyé les députés du Grand Conseil Jost, Zermatten et Pignat, en qualité de commissaires dans le Bas-Valais. On donna lecture de leur rapport au Grand Conseil, en séance secrète du 27 août : les commissaires avaient écrit que les bruits concernant les troubles survenus étaient fortement exagérés, qu'il n'y avait pas de blessés, mais un mort : une personne avait été tuée dans des circonstances malheureuses, mais par des gens de son propre parti. Les Jeunes Suisses avaient expressément invité le grand-châtelain Rouiller à donner sa démission, mais ils ne l'y avaient pas contraint. Dans le village de La Balmaz, on avait chanté la Marseillaise et une bagarre s'en était suivie. Les Jeunes Suisses avaient bien demandé du renfort à Monthey, mais on le leur avait refusé en disant qu'on n'avait reçu aucun ordre de la part du comité de Martigny. Casimir Dufour avait envoyé quarante hommes de la *Jeune Suisse* de Martigny au pont près du Trient, mais en leur interdisant de tirer. — A l'ouïe de ces nouvelles, le Grand Conseil décida de ne pas concentrer à Sion les troupes qu'il avait mobilisées, mais de les répartir dans trois localités différentes.

Le 28 août, les commissaires Stockalper, Louis de Riedmatten et Torrent, envoyés dans les dizains de Monthey et de St-Maurice, firent rapport à leur tour. Ils n'avaient pu, disaient-ils, s'entretenir personnellement avec le grand-châtelain Rouiller, mais il semblait que sa démission n'avait point procédé d'une contrainte. Lorsque les jeunes gens, qui l'accompagnaient chez lui en chantant, s'approchèrent du village de La Balmaz, la garde que la *Vieille Suisse* y avait postée, depuis huit jours environ, se tint à l'entrée de la localité. Le commandant de la garde avait interdit à ses hommes de tirer. Malgré cela, un coup partit et un combat s'ensuivit, au cours duquel de nombreux coups de feu furent échangés des deux côtés. Les jeunes gens de St-Maurice prirent la fuite, mais ils ne cherchèrent pas de renfort comme on l'avait affirmé par erreur.

Le commissaire Torrent avait reçu la mission spéciale de s'enquérir si l'on ferait des difficultés pour rendre les canons pris à l'arsenal de Sion. Il s'adressa à cet effet au président du dizain de Monthey, Delacoste, qui lui répondit qu'il serait insensé de réclamer en ce moment-ci la restitution du matériel de guerre se trouvant à Monthey, mais que dès que l'ordre serait rétabli, le retour s'en opérerait sans difficulté. Le Conseil d'Etat avisa alors le Grand Conseil qu'il avait décidé de remettre aussi trois canons de l'arsenal au Haut-Valais, et que ces canons seraient restitués en même temps que ceux qui étaient à Monthey. Le Conseil d'Etat s'engagea solennellement aussi à faire tous ses efforts pour que le matériel de guerre appartenant à l'Etat rentre dans le plus bref délai.

Le Conseil d'Etat annonça également que le grand-châtelain Rouiller lui avait écrit qu'il n'avait pas démissionné volontairement.

Aussi le gouvernement avait-il résolu d'envoyer une compagnie à St-Maurice, afin d'y restaurer le tribunal ; le restant de la troupe qu'on avait mobilisée serait licencié. Le Grand Conseil approuva ces mesures.

Au moment de la rédaction du protocole, les commissaires corrigèrent leur déclaration en ce sens que la démission du grand-châtelain Rouiller n'avait pas été volontaire, mais qu'elle n'avait toutefois pas été arrachée par la violence ni par des brutalités.

Le Grand Conseil aurait dû, dans la même session, s'occuper de l'élection de l'évêque, mais il renvoya la chose parce que le Chapitre cathédral avait avisé le Conseil d'Etat qu'en raison de l'absence de plusieurs chanoines, il n'avait encore pu procéder à la désignation d'aucun candidat.

Au cours de la dernière séance de cette session, Maurice Barman s'éleva pour rappeler avec force dans quelle déplorable situation l'on se trouvait. Selon lui, la cause du mal résidait dans l'ignorance du peuple, dans la répartition inéquitable des taxes militaires et dans les tribunaux d'exception dont bénéficiait le clergé. Au nom du peuple bas-valaisan, il invita le Conseil d'Etat à préparer les projets de lois nécessaires pour améliorer le système scolaire, pour répartir les taxes militaires sur toutes les fortunes, pour abolir les tribunaux d'exception dans la mesure où cela était compatible avec la constitution, et pour soumettre tous les habitants du canton à la juridiction des tribunaux ordinaires sans égard à leur état ou à leur classe.

Entre temps, Adrien de Courten avait annoncé, dans une séance du conseil de guerre, que 500 volontaires haut-valaisans s'étaient concentrés à Sierre. Elie-Nicolas de Roten ajouta que 1000 membres de la *Vieille Suisse* du dizain de Brigue étaient sur le point de marcher sur Sion avec les milices.

On avait à peine licencié le contingent mobilisé, et le Grand Conseil venait de se dissoudre, lorsque Joris, d'entente avec le comité de Martigny, partit de Monthey à la tête d'une forte troupe armée et se rendit d'abord à St-Maurice, où il prit quartier à l'Abbaye, puis de là à Martigny. Il y rencontra les hommes du contingent qui venaient d'être licenciés, en rallia la plupart à sa troupe et avança jusqu'à Ardon d'où il menaça Sion, exigeant que l'on soldât ses troupes si l'on voulait qu'il se repliât. Le gouvernement dépêcha le conseiller d'Etat Torrent, accompagné de Maurice Barman, avec mission de décider Joris à rebrousser chemin. Barman avisa Joris qu'il avait proposé au Grand Conseil de supprimer les droits d'immunité du clergé, que les troupes mobilisées avaient été congédiées depuis lors et que les Vieux Suisses avaient quitté Sierre. Les deux commissaires parvinrent à négocier une convention entre le gouvernement et Joris, et ce dernier commença à se replier. Le gouvernement prit à sa charge



les frais de cette expédition de corps-franc et déclara qu'il appréciait la bonne intention de Joris de protéger la capitale <sup>20</sup>.

La session extraordinaire d'août 1843 eut pour résultat un succès inattendu du parti libéral. Au Conseil d'Etat, le revirement d'opinion qui venait de se produire en faveur des libéraux se manifesta dans diverses mesures du gouvernement <sup>21</sup>. On accorda une amnistie totale pour tous les délits politiques qui avaient été commis, ce qui profitait avant tout aux radicaux extrémistes. Le gouvernement accepta après coup la démission forcée du grand-châtelain Rouiller. A la place de Bioley, le Dr Barman fut nommé rapporteur auprès du tribunal de St-Maurice. Les écrits conservateurs de l'époque attestent que ces faits furent ressentis comme une défaite du côté conservateur. Dans le Haut-Valais, à Tourtemagne, par exemple, des assemblées populaires se tinrent aussitôt, et l'on y parla d'une séparation. Les députés Jossen, Roten et de Stockalper s'adressèrent au gouvernement du canton de Lucerne et lui demandèrent de l'aide <sup>22</sup>.

Lucerne, qui, au commencement de l'année 1843, avait assumé les fonctions directrices de Vorort, avait suivi avec inquiétude les événements valaisans de l'époque. Le gouvernement conservateur de ce canton estimait indispensable « d'user de tous les moyens légaux qui étaient à sa disposition, en tant que Vorort, et de veiller à ce que l'Etat conservateur du Valais, conforme à l'opinion de l'immense majorité du peuple, ne devienne pas finalement la proie du radicalisme et de la révolution, à la suite du terrorisme croissant exercé par la *Jeune Suisse* et par la faiblesse visible du gouvernement ; Lucerne devait s'en occuper, aussi longtemps que ce canton assumerait les fonctions directrices de Vorort ». Comme le gouvernement valaisan, intentionnellement, ne tenait pas le Vorort au courant des événements du canton, sans doute à cause de l'opposition résolue qu'on pouvait attendre des deux parties du pays contre toute intervention fédérale, le Vorort décida de se procurer lui-même les informations nécessaires. A cet effet, il envoya à Sion un homme de confiance en la personne de Bernard

---

<sup>20</sup> Voir le *protocole du Conseil d'Etat* du 30 août 1843 : « Il est ensuite délibéré sur les conditions de la convention conclue avec les chefs de la troupe par M. Torrent. Ces conditions seront admises en se bornant pour la 4<sup>me</sup> à exprimer que le Conseil d'Etat apprécie leur intention de défendre la capitale. M. le président Zen-Ruffinen et M. Clemenz rejettent les articles 3 et 4 de la convention et protestent contre leur admission. »

<sup>21</sup> M. Barman, *La Contre-Révolution en Valais...*, Vevey, 1844, p. 9 : « ...l'opinion libérale reprit quelque influence dans les délibérations du Conseil d'Etat ».

<sup>22</sup> Sur l'état d'esprit des conservateurs à ce moment, voir le libelle anonyme *Les événements du Valais en 1843...*, Genève 1843, qui s'applique à énumérer d'une manière unilatérale et tendancieuse tous les délits et les excès des radicaux. On lui attribue comme auteur le chanoine de Rivaz. Voir Bernard Meyer, *op. cit.*, p. 21.

Meyer, secrétaire d'Etat, « afin de recueillir sur place les renseignements requis ». Meyer eut, sur place, divers entretiens avec Maurice et Adrien de Courten, Jossen et Ignace Zen-Ruffinen, président du Conseil d'Etat, puis il regagna Lucerne, où il remit au gouvernement du Vorort un rapport assez décourageant sur la situation politique en Valais<sup>23</sup>. Sur la base de ce rapport, le Vorort envoya une lettre à l'Etat du Valais ; il y adressait des reproches au Conseil d'Etat et l'exhortait à veiller au maintien de l'ordre public et au respect de la constitution. Mais les troubles n'en continuaient pas moins dans le Bas-Valais. Le 10 septembre, le notaire libéral Saillen, châtelain de la commune de Dorénaz, fut assassiné de manière barbare et son cadavre fut jeté au Rhône<sup>24</sup>. On ne parvint pas à découvrir l'auteur de ce crime : les Vieux Suisses en furent rendus responsables.

Mais les Jeunes Suisses poursuivaient aussi leur agitation. Le chanoine de Rivaz, traversant St-Gingolph, fut reçu par un charivari et bafoué. Les conseils communaux de Vouvry et de Monthey décidèrent de frapper d'un impôt de guerre tous les citoyens qui, en août, n'avaient pas marché sur Sion avec Joris. Le Conseil d'Etat s'opposa très énergiquement à cette décision et menaça, en cas de besoin, de faire appel à une intervention fédérale. Cette menace provoqua un nouveau mécontentement contre le gouvernement.

Le 20 septembre, les présidents des dizains de Sierre, de Loèche, de Rarogne, de Brigue et de Conches, réunis à Tourtemagne, envoyèrent une adresse au Conseil d'Etat, par laquelle ils protestaient très résolument contre toute intervention fédérale. « Comment une poignée de factieux ne serait pas domptée, ne serait pas comprimée par l'immense majorité des Valaisans qui la réprouvent, qui la détestent, l'abhorrent et voient en elle l'ennemi de l'Etat et de l'Eglise ? » Cette adresse réclamait solennellement le rétablissement immédiat de l'ordre et de la sécurité publiques dans le pays et recensait toutes les atrocités mises à la charge de la *Jeune Suisse*. Elle finissait par cette menace : « Nous sommes garants de nos paroles. Nos Dixains les ont déjà prononcées ; ils les confirmeront au besoin et les appuyeront de leurs bras, s'il le faut<sup>25</sup> ».

Le Conseil d'Etat répondit le 25 septembre et déclara tout d'abord « qu'il ne doutait point que la majorité des dizains supé-

<sup>23</sup> Bernard Meyer, *op. cit.*, pp. 21 et suiv. Cet auteur signale entre autres que Zen-Ruffinen, lors de la marche de Joris sur Sion, avait rédigé une demande d'intervention au Vorort, mais que la majorité du Conseil d'Etat ne l'avait pas adoptée.

<sup>24</sup> Le Conseil d'Etat promit une récompense à qui découvrirait le meurtrier.

<sup>25</sup> L'adresse porte les signatures suivantes : A. de Courten, F. Allet, H. Roten, P. Indermatten, de Sepibus, Ferd. Stockalper, J.-Jos. Walther.

rieurs ne fussent animés des intentions exprimées dans l'adresse et ne se sentissent la volonté et la force voulues par le sentiment du droit, pour réprimer les forfaits dans ce canton, où que ce fut, et pour garantir les personnes et les propriétés contre tout méfait. » Néanmoins, le Conseil d'Etat ne pouvait adopter les conclusions des présidents de dizain et « encore moins discerner quoi que ce fût de déshonorant dans une intervention proposée par le Haut Vorort et invoquée déjà par plusieurs Etats en des jours d'agitation intérieure ». L'examen et le jugement impartial de la situation dans le canton, ainsi que les événements du mois d'août, avaient amené le Conseil d'Etat à se persuader que l'intervention fédérale était le moyen le plus approprié pour maintenir l'ordre constitutionnel. Le Conseil d'Etat était convaincu que, dans les circonstances présentes, une expédition des Haut-Valaisans dans le Bas-Valais ou vice-versa ne se passerait point sans effusion de sang ni sans guerre civile. Mais il était du devoir du gouvernement d'empêcher la guerre civile, aussi longtemps que des moyens plus modérés restaient à disposition pour maintenir l'ordre. Le Conseil d'Etat repoussait donc la protestation des dizains supérieurs et se réservait le droit de fixer, d'après sa libre appréciation, les moyens les mieux adaptés pour maintenir le calme et la sécurité dans le pays.

Des bruits inquiétants circulaient sans cesse dans le pays. On répandit la nouvelle que le Conseil d'Etat avait l'intention de soumettre au Grand Conseil un projet d'amnistie pour la marche de Joris sur Sion, le 29 août : l'indignation était grande, car le gouvernement avait accordé antérieurement une amnistie complète pour l'expédition de ce corps-franc. Mais le Conseil d'Etat démentit aussitôt cette nouvelle et la dénonça comme une calomnie.

Le 6 octobre, le Conseil d'Etat écrivit au président du dizain de Sierre et l'avisa du bruit qui circulait, selon lequel le conseil du dizain de Sierre avait décrété la mise sur pied de tous les hommes valides entre 18 et 55 ans. Il lui demanda des renseignements à ce sujet. Le président du dizain répondit que la nouvelle était fausse, mais que le conseil de dizain, dans sa séance du 5 octobre, avait envisagé des mesures militaires pour le cas où des fauteurs de désordre provoqueraient de nouveaux soulèvements : il avait nommé dans ce but une commission militaire de trois membres, qui avaient pour tâche de prendre les mesures nécessaires. Mais il n'y avait jamais eu de levée de citoyens valides.

Le 7 novembre, le Grand Conseil s'assembla en session extraordinaire afin de repourvoir au siège épiscopal vacant depuis la mort de l'évêque Roten. Le Chapitre cathédral de Sion avait proposé quatre candidats : le chanoine Antoine de Preux, grand doyen et vicaire du Chapitre, le chanoine Joseph de Preux, le chanoine Joseph Machoud, docteur en théologie, et le chanoine Alphonse de Kalbermatten. Le Grand Conseil et le Conseil d'Etat se réunirent le 8 novembre dans la cathédrale. L'assemblée écouta

tout d'abord les trois discours d'usage : l'avocat Rion parla au nom des parents de l'évêque défunt ; le président du Grand Conseil, au nom de cette autorité, et le chanoine Joseph de Preux, au nom du chapitre cathédral. L'élection elle-même eut lieu dans la petite sacristie, dans la partie gauche du chœur. Le chanoine Joseph de Preux fut élu à l'appel nominal, au second tour, par 44 voix sur 76.

En même temps, le Grand Conseil avait été saisi de plusieurs pétitions munies d'abondantes signatures, émanant des dizains occidentaux et souhaitant des modifications fondamentales dans l'administration et dans l'affectation des biens épiscopaux : il s'agissait de 20 pétitions rédigées de manière uniforme, portant 1185 signatures et demandant au Grand Conseil de porter un décret en vertu duquel l'administration des biens épiscopaux appartiendrait immédiatement au Conseil d'Etat, tandis que le Grand Conseil serait compétent à l'avenir pour fixer leur affectation. Le but primitif de la donation devait être déterminant : on utiliserait ainsi ces biens en premier lieu pour l'entretien indispensable des ecclésiastiques nécessiteux, âgés et invalides du diocèse ; ensuite, pour les institutions « culturelles » de nature religieuse. En compensation du retrait de ces biens, l'évêque recevrait de l'Etat, pour son entretien, un salaire d'un louis d'or par jour, à prélever sur la caisse de l'Etat.

On soumit ces pétitions à une commission comprenant les députés suivants : le chanoine de Rivaz, Luder, Amacker, Pignat, Walther et Amherd. La commission rapporta le 11 novembre, et émit trois avis différents : trois membres soutenaient que cette pétition n'était rien d'autre qu'une violation des droits du siège épiscopal, garantis par la constitution et par le droit commun, et la repoussaient donc. Deux autres membres se ralliaient en principe à cette manière de voir, mais exprimaient le vœu que le Conseil d'Etat entrât en pourparlers avec le St-Siège, afin de parvenir à des réformes dans le sens des motions des pétitionnaires. Enfin, un membre se prononça dans le sens de la pétition et justifia sa proposition en disant que les donations, qui accroissaient continuellement le patrimoine de l'évêque, avaient été faites exclusivement pour le bien du public.

Le Grand Conseil lui-même vit dans les réformes exigées une atteinte à la constitution et passa à l'ordre du jour, non sans avoir écarté encore la motion tendant à ce que le Conseil d'Etat entrât en pourparlers avec le St-Siège au sujet de l'affectation des revenus épiscopaux <sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> Comparer à ceci le jugement de Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 122 : « Ce ballon d'essai ne fut pas heureux ; la majorité repoussa la pétition, en s'appuyant sur la garantie donnée par la constitution aux propriétés ecclésiastiques ; la minorité se borna à demander qu'il fût entamé des négociations avec la cour de Rome sur cet objet. Mais l'ordre du jour fut adopté à une grande majorité. »

La session ordinaire du Grand Conseil du 18 novembre suivit immédiatement la session extraordinaire du 7 novembre de l'autorité législative. Le 21 novembre, le Grand Conseil fut nanti d'un projet de décret du Conseil d'Etat prévoyant l'institution d'un tribunal militaire. Ce dernier se composait de cinq membres, avec quatre suppléants, d'un accusateur public et d'un greffier ; il était compétent pour tous les délits et contraventions que les soldats pouvaient commettre en service actif. Les juges étaient les suivants : un officier supérieur comme président, un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant et un sous-officier ; ils étaient nommés pour deux ans par le Conseil d'Etat. L'inspecteur des milices cantonales faisait l'enquête. Les peines étaient celles prévues par le code pénal militaire fédéral. On pouvait faire recours auprès du tribunal d'appel cantonal contre les décisions de ce tribunal. Le Conseil d'Etat promulgua cette loi le 3 janvier 1844 ; elle devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1844.

Le Grand Conseil adopta ensuite un décret relatif à l'enseignement primaire ; contrairement au projet de 1840, il accordait de notables attributions au clergé, à l'évêque surtout, en ce qui concerne la nomination des instituteurs, le contrôle du matériel scolaire et la surveillance de toute l'instruction publique. Aussi le Conseil d'Etat avisa-t-il l'assemblée, le 5 décembre, que sur la base de l'article 33 de la constitution, il refusait son approbation aux amendements que le Grand Conseil avait apportés à cette loi, parce qu'ils entraînaient une confusion entre le pouvoir temporel et spirituel et rendaient inefficace la haute surveillance de l'Etat sur les collèges. Il fallut donc soumettre à nouveau cette loi aux délibérations du Grand Conseil dans sa session suivante. C'est alors que l'on remit sur le tapis le droit du Conseil d'Etat à surveiller les collèges. Le Conseil d'Etat soutenait que la surveillance de la discipline des élèves lui appartenait. Mais la majorité de la commission préposée à l'examen de la question et, à sa suite, la majorité du Grand Conseil, furent d'avis que, dans l'état actuel des collèges valaisans, c'était le corps enseignant qui était compétent en ce domaine. Le point de vue du Conseil d'Etat fut donc repoussé par 41 voix contre 31.

Sur ces entrefaites, les présidents et les députés des dizains orientaux avaient remis, le 20 novembre, une nouvelle adresse au Conseil d'Etat, à l'intention du Grand Conseil. Après avoir énuméré toutes les atrocités mises à la charge des radicaux, ils demandaient que le Grand Conseil prit des mesures énergiques pour le rétablissement du calme et de la sécurité. Ils réclamaient en particulier une loi sur la presse, qui devait fournir des moyens de protection contre les excès de la presse ; une loi proscrivant les réunions armées ; des dommages-intérêts en faveur de toutes les personnes lésées ; enfin un décret interprétant les dispositions du décret d'amnistie, décret réservant l'action civile en faveur de ceux qui

avaient subi des dommages. Cette adresse contenait en dernier lieu l'offre du Haut-Valais de marcher contre le Bas-Valais pour y rétablir l'ordre public.

La commission qui avait été chargée de l'examen de cette adresse émit trois propositions minoritaires : trois membres proposèrent de renvoyer cette adresse au Conseil d'Etat avec une recommandation. Deux autres suggérèrent de retourner simplement l'adresse au Conseil d'Etat ; enfin un membre estima que cette adresse était une offense pour le Bas-Valais, une vraie déclaration de guerre, et il invita les pétitionnaires à retirer leur manifeste. Un autre membre proposa de passer simplement à l'ordre du jour, mais on ne donna pas suite à cette proposition. Le Grand Conseil se rallia à la deuxième proposition de la minorité de la commission et remit cette adresse sans commentaire au Conseil d'Etat.

Ce texte des Haut-Valaisans provoqua la plus grande indignation chez les libéraux. Déjà avant que le Grand Conseil n'eût délibéré sur les requêtes formulées, le Dr Joseph Barman s'était adressé aux pétitionnaires dans une lettre ouverte et il avait jugé leur démarche en termes sévères. Il qualifiait cette adresse d'« acte le plus agressif qui eût été commis jusqu'alors ». Les libéraux rédigèrent après cela une contre-adresse<sup>27</sup> à l'intention du peuple

---

<sup>27</sup> « Adresse au peuple des dixains de Conches, Brigue, Vièche, Rarogne, Louèche et Sierre », *Actensammlung*, Archives de Valère. L'adresse porte les signatures suivantes : Pottier, J. Torrent, de Bons, de Werra, Pignat, Amacker, Udry, Morand, F. Delacoste, M. Barman, M. Gaillard, Produit, M. Filliez, D. Ribordy, J. Pont, F. Massard.

En tant que document politique, l'adresse contenait les déclarations suivantes : les actes de violence que les Haut-Valaisans mettent à la charge des libéraux sont des cas isolés, ou s'expliquent par le fait inqualifiable qu'une partie du clergé a refusé les sacrements. La pétition des Haut-Valaisans accuse le comité de Martigny de s'être érigé en pouvoir illégal et d'avoir ainsi affaibli l'autorité du gouvernement ; mais cela est faux, le comité de Martigny s'est constitué « afin de ramener le Conseil d'Etat à l'observation de la loi et de la constitution, dont il s'était écarté en levant des troupes pour protéger un tribunal composé de manière illégale ». Joris et ses volontaires ne se sont mis en marche qu'après que 500 volontaires se furent réunis à Sierre. La colonne Joris a respecté partout les propriétés et les personnes, si ce n'est à la cure d'Ardon où elle s'en prit à la cave et aux vivres du chanoine de Rivaz. A Martigny comme à St-Maurice, tout se passa en très bon ordre : les canons et les munitions ont été conduits à Monthey sur ordre de l'autorité compétente, et ils ont été rapportés au premier ordre de cette dernière.

On repousse hautement l'affirmation selon laquelle on aurait exigé impérieusement l'abolition des immunités ecclésiastiques : le Bas-Valais n'a jamais émis une telle exigence. Un des signataires (Barman) s'est contenté d'examiner les postulats suivants du Grand Conseil :

1. L'abolition de tout tribunal d'exception, en d'autres termes, l'égalité devant la loi pour tous les habitants de la République.

des dizains supérieurs : ils s'efforçaient d'y réfuter les griefs dont on les chargeait et ils y développaient tout au long leur programme politique.

---

2. Une répartition équitable de toutes les charges entre tous.

3. La prompte mise au point d'une loi sur l'instruction publique.

En exprimant ces vœux, on gardait formellement le respect dû à la constitution.

Il était juste de souhaiter que l'excédent des revenus de S. G. l'évêque soit attribué aux prêtres nécessiteux, plutôt que de satisfaire la cupidité d'une famille. On avait voulu profiter du temps pendant lequel le siège épiscopal était vacant afin que la suppression de ce grave abus ne se heurte pas à l'écueil, si dangereux en Valais, des questions personnelles et des intérêts privés. Le maintien du *statu quo*, que le Grand Conseil avait néanmoins prononcé, signifiait aux yeux du signataire, que l'on persistait à violer la doctrine évangélique.

La religion catholique constituait le plus grand de tous les biens tant pour les dizains du Bas que pour ceux du Haut-Valais. Le signataire professait la foi suivante : « Religion pour Dieu et non pour les hommes. Religion par des prêtres apostoliques et non par des percepteurs de famille. Religion conforme à l'Evangile et non pas suivant telle ou telle politique. Patrie avec honneur, et non pas avec mépris. Patrie pour tous les enfants du pays et non pas seulement pour quelques classes privilégiées. Patrie pour l'instruction et non pour l'ignorance et pour la misère. » Un état libre ne pouvait, sans se déshonorer, « pas plus renoncer à sa souveraineté en faveur de moines ou de jésuites qu'au profit d'un roi ».

Cette adresse mettait ensuite en garde contre un nouveau soulèvement général et rappelait les événements de 1830 à 1840 : si les mêmes intrigues, si les mêmes fourberies se reproduisaient, l'issue en serait la même. L'adresse s'achève par ces paroles : « Dieu nous préserve d'un différend pareil à celui de 1840 ; il finirait par un malheur. »

## CHAPITRE VII

### La contre-révolution conservatrice au début de 1844

L'an 1844 débuta sous le signe d'une agitation croissante et de troubles dans toutes les parties du canton. Les conservateurs du Haut comme ceux du Bas-Valais s'organisèrent dans la *Vieille Suisse* en nombre toujours plus grand. Guillaume de Kalbermatten<sup>1</sup>, à Sierre, entreprit avec énergie et ténacité la préparation militaire de cette société. Du côté libéral, le conflit s'accroissait entre les tendances modérée et radicale : on le vit bien à l'occasion d'une nouvelle polémique de presse<sup>2</sup> : l'*Echo des Alpes*, libéré de son adversaire direct, la *Gazette du Simplon*, attaqua sans relâche les libéraux modérés du « juste milieu », tandis que l'organe de ceux-ci, le *Courrier du Valais*, tentait de les défendre et de les protéger<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Guillaume de Kalbermatten, de la ligne des Kalbermatten de Viège, était né le 15 novembre 1793 à Eidsen en Hollande ; il fut d'abord officier au service de l'Espagne, puis de la France, de 1814 à 1830. Lors des guerres de libération de 1839-1840, il prit le parti des Bas-Valaisans, et commanda la place de Sion en avril 1840. Après la victoire de 1840, il se rallia résolument au parti conservateur, fut rédacteur de la *Gazette du Simplon*, et après sa destruction, commandant militaire de la *Vieille Suisse*. Après la victoire des conservateurs au Trient, il devint conseiller d'Etat (1845-1848). Il fut général des troupes valaisannes lors de la guerre du Sonderbund en 1847. Après la défaite du Sonderbund, le pape Pie IX le prit à son service en qualité de général de brigade. Lors de la prise de Rome par les troupes italiennes, en 1870, il fut membre du conseil de guerre pontifical. Il mourut le 25 décembre 1875 à Rome. Voir le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, art. de Kalbermatten.

<sup>2</sup> « Les libéraux... recommencèrent à faire feu les uns sur les autres pour la plus grande édification du pays et la plus grande joie de leurs adversaires. » Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 129.

<sup>3</sup> Voir Maurice Barman (*op. cit.*, p. 12) : « Les journaux se faisant une guerre de plume qui divisait les libéraux au moment même où l'union était devenue une question de vie ou de mort. La *Jeune Suisse* lisait deux fois par semaine dans l'*Echo des Alpes* des inculpations d'inconséquences, d'égoïsme ou de vues ambitieuses sur le compte des autres libéraux, qualifiés de juste milieu. »



Les Jeunes Suisses se rendirent bientôt coupables de nouveaux excès : deux prêtres, Dunoyer, chancelier de l'évêque, et Jardinier, ancien vicaire de Monthey, tous deux originaires de Monthey, et qui se rendaient dans cette localité, le 17 janvier 1844, y furent molestés par des Jeunes Suisses ; le lendemain, ils furent saisis à Collombey, où ils furent en butte à de mauvais traitements<sup>4</sup>. Le gouvernement enjoignit au tribunal correctionnel du dizain de Monthey de procéder à une enquête sur cette affaire ; il insista à plusieurs reprises, mais apparemment sans succès, afin d'accélérer ce procès et de le mener de façon énergique<sup>5</sup>.

Au début de mars, des troubles éclatèrent à Ardon. Le conflit gravitait autour du curé du lieu, le chanoine de Rivaz, député du clergé au Grand Conseil, l'une des têtes dirigeantes et des plus capables parmi les conservateurs<sup>6</sup>. Dans le but d'intervenir et de se renseigner clairement aussi sur l'état de l'affaire, le Conseil d'Etat convoqua le conseil communal d'Ardon en séance, pour le 11 mars, et s'y fit représenter par deux de ses membres, les conseillers d'Etat Kalbermatten et Torrent. Ces délégués venaient de remplir leur mission et de quitter Ardon, lorsque de nouveaux troubles se produisirent, auxquels participèrent, cette fois-ci, de nombreux citoyens des communes avoisinantes. Le curé d'Ardon dut prendre la fuite. Les insurgés envahirent la cure et y enlevèrent quelques armes. Pour rétablir le calme et pour obtenir la restitution des objets volés, le gouvernement envoya des gendarmes à Ardon et ordonna en même temps des poursuites pénales contre les coupables.

Comme la situation devenait toujours plus menaçante, le gouvernement se vit obligé de prendre une série de mesures afin de parer à de nouveaux troubles. Le 15 mars, le Conseil d'Etat décida, pour le cas où des rassemblements armés se produiraient

---

<sup>4</sup> Voir surtout la lettre de Dunoyer et de Jardinier au Conseil d'Etat du 22 janvier 1844. Cette lettre contient un exposé de l'incident fait par les victimes elles-mêmes.

<sup>5</sup> Il fallut remplacer la plus grande partie des juges, en raison des relations personnelles qu'ils avaient avec les inculpés. Il semble que l'on opposa une résistance passive aux injonctions du Conseil d'Etat : ainsi Exhenry, entre autres, refusa son élection en qualité de président du tribunal.

<sup>6</sup> Le chanoine de Rivaz était le chef incontesté de la fraction conservatrice au Grand Conseil. Ses contemporains, libéraux ou conservateurs, le jugent unanimement comme un homme politique capable et influent. L. Ribordy (*La réaction de 1843 en Valais et le Sonderbund*, dans *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, I, Berne, 1886, pp. 433 et suiv.) l'appelle « la tête de la réaction » et en donne le portrait suivant : « Le chanoine André Derivaz était de tous points qualifié comme homme politique. Extérieur distingué, esprit ardent et dominateur, à la parole facile, plein de feu dans la lutte. » De même R. de Constant, *op. cit.*, p. 140. Bernard Meyer, *op. cit.*, p. 38, attribue le salut du pays « à l'énergie d'un seul personnage, le chanoine de Rivaz ».

dans les communes, de lever le contingent fédéral et la Landwehr, et de prendre auparavant toutes les dispositions pour intervenir à temps et pour parer à toute violation de la loi. Le 26 mars, il résolut encore d'autoriser le département militaire à faire venir à Sion un homme du métier qui compléterait le parc d'artillerie et mettrait les canons en état de servir.

Sur ces entrefaites, le gouvernement fut informé qu'un corps-franc s'était formé en Conches, mais que les autorités avaient décidé de le dissoudre par la force. Le Conseil d'Etat désapprouva cette mesure. Dans une lettre au président du dizain de Conches, en date du 21 mars, il fit observer qu'une intervention militaire n'entraînait point dans les attributions des autorités dézénales ou communales. Si déplorable que fût l'existence de ces « associations perturbatrices », on ne pouvait intervenir contre elles tant que le Grand Conseil n'aurait pas pris des dispositions législatives à ce sujet <sup>7</sup>.

Le 27 mars, le Conseil d'Etat adressa une proclamation au peuple valaisan ; il y dressait le tableau de toutes les illégalités auxquelles le pays était en proie ; il citait en particulier : « les fréquentes assemblées d'hommes munis d'armes et de bâtons ; plusieurs cas où l'on avait privé des autorités politiques de leur pouvoir ; de nombreuses atteintes à la personne, au domicile, à la propriété des citoyens et à la liberté d'opinion ; des immixtions illégales dans les attributions des autorités et des dénis de justice, en dépit de tous ses efforts. Telles étaient les causes mortelles de souci et de malaise pour la ville et pour la campagne. » Devant ces faits, le Conseil d'Etat annonça des mesures énergiques : il occuperait militairement les communes, par exemple, au moyen des contingents, et rendrait les communes solidairement responsables des perturbateurs de l'ordre et de leurs meneurs.

En dépit de tous ces efforts du gouvernement, de nouveaux troubles éclatèrent déjà le 31 mars, cette fois-ci dans la commune de Fully. Le président de cette commune, Bender, s'était refusé à publier la proclamation du gouvernement et la lui avait retournée avec une lettre d'envoi dans laquelle il accusait le Conseil d'Etat d'avoir manqué à sa parole, et le rendait responsable des troubles dans le canton. *L'Echo des Alpes* publia cette lettre et appuya les griefs dont elle chargeait le gouvernement. Le Conseil d'Etat fit alors afficher sa proclamation à Fully par les soins d'un commis-

---

<sup>7</sup> Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 148, remarque que ce corps-franc constituait un mouvement progressiste, désireux de se soustraire à l'organisation militaire conservatrice mise sur pied par Guillaume de Kalbermatten, et qui n'entendait recevoir d'ordre que du gouvernement. Il provoqua ainsi la colère du parti réactionnaire, qui résolut de dissoudre ce corps par la violence. C'est ce qui se produisit, malgré les injonctions du gouvernement qui s'y était opposé.

saire spécial<sup>8</sup>, et il donna ordre au rapporteur compétent de procéder à une enquête. Le 6 avril, il déposa une plainte contre l'*Echo des Alpes* par l'entremise du département de justice et police « sur les faits de diffamation, d'injures, et sur les tendances contraires à la morale publique, en vertu des articles 6 et 8 de la loi sur la presse dont il s'est rendu coupable à l'égard de l'Etat et du gouvernement ». Le 9 avril, le Conseil d'Etat chargea le département de justice et police de déposer une nouvelle plainte contre ce journal « à l'occasion de l'article de son No 28 qui incrimine à nouveau les actes du pouvoir exécutif ».

Entre temps, le 1<sup>er</sup> avril, de nombreux adhérents du parti libéral, et parmi eux les chefs les plus en vue des dizains occidentaux, s'étaient réunis à St-Maurice pour célébrer solennellement l'anniversaire de la victoire du 1<sup>er</sup> avril 1840, et aussi pour réaliser un rapprochement entre les diverses tendances libérales et mettre fin aux violences qui entravaient la cause du progrès libéral. Vu la situation critique du canton et la préparation militaire du Haut-Valais, l'assemblée décida de nommer un comité provisoire avec la mission de s'adresser aux six dizains du Bas-Valais pour les convier à envoyer leurs délégués le 9 avril à Martigny, où l'on devait nommer un comité définitif du parti libéral. Mais les membres de la *Jeune Suisse* qui étaient présents virent dans ces mesures une menace pour leur organisation et n'approuvèrent pas sans résistance cette résolution. On élut membres du comité provisoire les deux frères Barman, Joris, Abbet et Alphonse Morand. Le choix de ce dernier rencontra une vive opposition : Joris refusa de siéger auprès de lui. On élut alors le major Crettex à la place de Morand<sup>9</sup>.

L'assemblée des délégués libéraux se tint à Martigny le 9 avril ; les représentants de 31 communes du Bas-Valais y assistèrent. L'assemblée résolut à l'unanimité de nommer un comité définitif, « avec la mission de prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour repousser, à main armée, s'il le faut, toute agression contre l'indépendance et les droits du peuple, de s'appliquer essentiellement à faire renaître la confiance entre tous les citoyens et à populariser la connaissance et la réalisation des principes démocratiques ». Chaque dizain eut son représentant. Furent élus : Joseph-Hyacinthe Barman de St-Maurice, Alexis Joris d'Illarsaz, Crettex d'Orsières, l'avocat Abbet de Sion, Mau-

<sup>8</sup> C'était le secrétaire Charles Héritier. — On ne s'opposa point à la publication de ce manifeste du Conseil d'Etat, mais le président Bender lut encore après cela la reproduction de sa lettre dans l'*Echo des Alpes* et fut vivement applaudi.

<sup>9</sup> Voir Rilliet de Constant, *op. cit.*, pp. 142 et suiv. : « Cette réunion destinée à rapprocher les nuances du parti libéral, contribua au contraire à augmenter les dissensions et les méfiances, et rendit ainsi plus graves les circonstances où le pays était placé. »

rice Barman de Saillon, Charles de Rivaz de Sion et Udry de Conthey. On désigna en outre 4 suppléants, à savoir l'avocat Rion de Sion, Joseph Torrent de Monthey, le major Amacker de St-Maurice et le rédacteur de l'*Echo des Alpes*, Alphonse Morand de Sion. Le comité comprenait ainsi des représentants de la tendance modérée et de la tendance radicale. Toutefois, le Dr Joseph Barman et Joris n'acceptèrent pas leur mandat.

Lors de la première séance du comité, qui se tint le même jour, Maurice Barman fut élu à la présidence. Les représentants de la *Jeune Suisse* déclarèrent ensuite qu'ils ne participeraient aux délibérations qu'à la condition que les décisions du comité ne toucheraient ni à l'organisation ni au maintien de la *Jeune Suisse*. Les autres membres du comité acceptèrent cette déclaration, mais réservèrent à leur tour que ces derniers n'entraveraient pas la mise en œuvre des décisions prises par l'assemblée générale.

Dans une proclamation du 25 avril, aux citoyens valaisans, signée par Maurice Barman et par Joseph Abbet, le comité de Martigny donnait connaissance des résolutions de l'assemblée du 9 avril et soulignait les principes et les points du programme de la tendance libérale : abolition des privilèges et des tribunaux d'exception, égalité de tous les citoyens devant la loi, répartition des charges publiques au prorata de la fortune, et surtout une prompte réforme du système scolaire. Le comité y accusait ensuite l'opposition conservatrice, les prêtres en particulier, « des hommes qui devraient être des ministres de paix », de se livrer à des intrigues secrètes, de préparer la guerre, et il invitait les dizains, les communes et les particuliers, à faire connaître leurs vœux et à ne pas repousser les moyens de conciliation qu'il proposait.

Entre temps, le curé de Rivaz avait soumis au Conseil d'Etat la demande de pouvoir rentrer en sécurité dans sa cure d'Ardon. On soumit cette supplique à l'appréciation du grand-doyen et vicaire du chapitre, le chanoine Antoine de Preux. Ce dernier comparut en personne devant le Conseil d'Etat et appuya cette requête. Le Conseil d'Etat saisit l'occasion pour exprimer au grand-doyen le déplaisir que lui causait l'indiscipline de certains ecclésiastiques, qui contribuaient à maintenir le trouble général. Il fit venir à Sion une délégation du conseil communal d'Ardon, afin de lui demander si le curé de Rivaz pouvait rentrer en sécurité à Ardon et quels vœux le conseil de cette commune avait à formuler au sujet de la conduite publique de son curé. Les députés de la commune souhaitèrent que le curé s'abstint de toute manifestation politique ; au surplus, il pouvait réintégrer sa cure, le conseil communal lui garantissait tout son appui.

Peu après, le Conseil d'Etat fut avisé que des rassemblements armés auraient lieu le 21 avril dans quelques communes du dizain de Brigue. Il s'adressa aussitôt au président de ce dizain pour lui

demander d'empêcher toutes ces assemblées, afin d'éviter tout éclat ; il se fonda une fois encore sur le décret du 27 décembre 1832. Dans une autre lettre du 22 avril, il s'adressa au président du dizain de Rarogne et l'avisait que les communes de Grengiols et de Martisberg s'étaient refusées à publier la proclamation gouvernementale du 27 mars. Vu l'insécurité croissante, le gouvernement ordonna encore que deux gendarmes prendraient leur quartier dans l'arsenal de Sion et y coucheraient pour veiller à sa sûreté. De plus, des émissaires, répartis en plusieurs endroits du pays, devaient signaler toutes les menées capables de troubler la sécurité publique.

Les troubles continuèrent à Ardon après le retour du curé de Rivaz. Le 14 avril, un protestant nommé Descombes avait tenu un prêche dans une maison particulière et plusieurs personnes des deux sexes y avaient assisté. Le 24 avril, le Conseil d'Etat demanda à nouveau au conseil communal d'Ardon de veiller à rétablir l'ordre et le rendit sérieusement attentif à ses responsabilités.

Sur la base des pleins pouvoirs que le Grand Conseil lui avait confiés, le Conseil d'Etat, en date du 26 avril, prit la décision lourde de conséquences d'aviser tous les présidents de commune dans le canton d'avoir à prendre toutes les dispositions voulues pour réprimer tout rassemblement armé non autorisé, le cas échéant, sans avis préalable du gouvernement, et au moyen du contingent et de la Landwehr<sup>10</sup>.

Le mouvement révolutionnaire s'étendait toujours plus. Le 27 avril, le Conseil d'Etat dut inviter le bourgmestre de Sion à veiller à ce que le collège de la ville interdise à ses étudiants de sortir et de fréquenter les places publiques après la tombée de la nuit, car des voies de fait et des rixes s'étaient produites entre jeunes gens. Le 1<sup>er</sup> mai, le Conseil d'Etat prit encore la décision de soumettre au Grand Conseil, dans sa prochaine session, un projet de décret interdisant toute réunion armée qui n'aurait pas été autorisée par l'Etat.

Les 1<sup>er</sup> et 2 mai, de graves excès se produisirent à Vérossaz, village au-dessus de St-Maurice. Dans la nuit du 1<sup>er</sup> mai, un membre de la *Jeune Suisse*, Nicolas Morisod, qui venait de se coucher, essuya un coup de feu, qui manqua toutefois son but, et ne causa aucun dommage. Peu avant, des membres de la *Jeune Suisse*, qui rentraient de Martigny, avaient été assaillis par leurs adversaires

---

<sup>10</sup> Ce décret a la teneur suivante : « Vu les pleins pouvoirs donnés par le Grand Conseil, il est décidé (à l'unanimité) de faire émaner un ordre à tous les présidents de communes du canton de prendre leurs mesures pour être à même de résister spontanément, et d'arrêter par la force des contingents et Landwehr sans ultérieure invitation toute réunion d'hommes armés qui se mettraient en mouvement sans l'autorisation ou l'appel du gouvernement. »

conservateurs, à la tête desquels se trouvait un certain Voeffrey, suppléant au Grand Conseil. On échangea des coups au cours de la mêlée. Le lendemain, les Jeunes Suisses revinrent à Vérossaz, renforcés par des partisans de St-Maurice et de Massongex ; ils y saisirent Voeffrey et le rossèrent. On soupçonna ensuite Voeffrey et le libéral Daves d'avoir tiré sur Morisod. Tous deux furent incarcérés aussitôt et soumis à la commission d'enquête du tribunal de St-Maurice. L'enquête contre Voeffrey ne révéla aucun fait à sa charge : il fut donc relâché. Mais les Jeunes Suisses, furieux, se rendirent à la prison et libérèrent aussi Daves. Puis ils firent irruption dans la maison du vice-président du tribunal, Camille de Werra, le ridiculisèrent, et frappèrent jusqu'au sang, au cours de la mêlée qui s'ensuivit, le Dr de la Pierre, vice-président de la commune de St-Maurice<sup>11</sup>.

A la nouvelle de ces faits, le Conseil d'Etat décida, le 4 mai, de s'adresser au Vorort fédéral pour le prier de se tenir prêt, à sa première réquisition, à lui accorder son appui et son intervention. Il invitait le Vorort à prendre les mesures qu'il jugeait nécessaires, à désigner des troupes au nombre d'environ 5 bataillons et à en aviser officiellement le Valais<sup>12</sup>. A la suite de cette décision, il adressa encore une lettre, le même jour, au Vorort (de Lucerne) pour lui demander une intervention fédérale et la mise de piquet de 4 à 5 bataillons. Le 6 mai, le Conseil d'Etat écrivit une nouvelle lettre au Vorort pour lui dire que, vu les événements qui se précipitaient, vu les mauvais traitements infligés à des autorités judiciaires et administratives, il allait prendre des mesures militaires et convoquer le Grand Conseil en session extraordinaire. En même temps, il pria le Vorort d'activer ses préparatifs en vue d'un prompt secours. Le même jour, le gouvernement envoya une circulaire à tous les présidents de commune et leur enjoignit de réprimer tout soulèvement armé à l'aide des contingents fédéraux et de la Landwehr : « Le Conseil d'Etat... défend que des forces agissent sur quelque point que ce soit du pays en dehors des ordres du Conseil d'Etat. »

Le lendemain 7 mai, le Conseil d'Etat décida de faire occuper militairement St-Maurice, Massongex et Vérossaz, de déplacer à

---

<sup>11</sup> Dans son rapport, le Conseil d'Etat soutient l'opinion selon laquelle un membre de la *Jeune Suisse* aurait tiré lui-même le coup fatal sur Morisod, dans une intention provocatrice. Rilliet de Constant observe que l'enquête sur place a révélé que les balles découvertes dans la maison de Morisod pouvaient aussi bien provenir de la carabine de Voeffrey que de celle de Daves.

<sup>12</sup> La décision a la teneur suivante : « ...il arrête : d'écrire au Directoire fédéral pour tenir prêt son secours et son intervention à première réquisition vu qu'il estime que c'est le seul moyen de ramener l'ordre dans le Valais sans une guerre civile. Le directoire fédéral est prié de prendre les mesures qu'il croira nécessaires, de désigner les troupes au nombre d'environ cinq bataillons et d'en aviser officiellement le Valais. »

Sion les troupes de réserve, de convoquer le Grand Conseil en session extraordinaire pour le 14 mai et de faire mettre simultanément de piquet les troupes fédérales demandées. Dans ce but, il délégua le capitaine Elie de Courten à Lucerne. En même temps, il adressa une proclamation au peuple valaisan, pour l'éclairer sur les motifs de ses actes. Le 8 mai, il précisa la mise sur pied en décidant que les six compagnies Fournier, Bayard, Calpini, Duc, Lamon et Blanc occuperaient la ville de Sion à partir du 12 mai. Les autres troupes du contingent et de la Landwehr du Centre seraient de piquet. Pour le reste, on maintint les décisions du 7 mai. Le 10 mai, le Conseil d'Etat porta ces mesures à la connaissance de tous les membres du Grand Conseil et aux présidents de dizain.

La demande d'intervention fédérale, faite par le gouvernement valaisan en date du 4 mai, parvint au Vorort le 8 mai. Celui-ci décida aussitôt de prendre toutes les mesures possibles. Il nomma le grand-bailli Antoine Schmid d'Altdorf et le bourgmestre Charles Burckhardt de Bâle en qualité de commissaires fédéraux et leur confia la mission de se rendre aussitôt dans le canton du Valais, d'appuyer le gouvernement par leurs conseils, afin de maintenir la constitution, la liberté d'action des autorités, et de faire rapport au Vorort sur les démarches qu'ils entreprendraient d'entente avec le gouvernement. Là-dessus, le Vorort mit de piquet quatre bataillons d'infanterie des cantons de Lucerne, Uri, Zoug, Fribourg et Vaud, une compagnie d'artillerie du canton de Berne, deux compagnies de tirailleurs des cantons de Schwyz et d'Obwald, une demi-compagnie de cavalerie du canton de Fribourg ; il nomma le colonel fédéral Jean-Ulrich de Salis-Soglio en qualité de commandant de ces troupes. Le Conseil d'Etat du canton du Valais fut avisé le jour même de ces dispositions.

Après avoir pris connaissance, le 9 mai, de la seconde lettre du gouvernement valaisan, en date du 6 mai, le Vorort décida de « concentrer sans délai un bataillon d'infanterie du canton de Vaud, une compagnie de tirailleurs du canton d'Obwald, une compagnie d'artillerie du canton de Berne et une demi-compagnie de cavalerie du canton de Fribourg ». Il porta cette décision à la connaissance des commissaires fédéraux, du colonel de Salis, du conseil de guerre fédéral et du gouvernement du canton du Valais. Simultanément, il pria les cantons en question « d'impartir l'ordre de marche aux dites troupes sur requête des commissaires fédéraux ou du gouvernement valaisan ». Il les invita à exercer la « vigilance confédérale » à l'égard du canton du Valais.

Le 9 mai, le capitaine Elie de Courten fit son entrée à Lucerne et remit à l'autorité du Vorort une lettre du Conseil d'Etat du canton du Valais le chargeant, au nom du Conseil d'Etat valaisan, de demander au Vorort l'appui et les directives nécessaires. De Courten comparut en personne à la séance du Vorort et fit rapport

sur les troubles de St-Maurice et sur les mesures envisagées par le gouvernement. Il exprima la crainte « que la population des communes voisines du canton de Vaud ne veuillent prêter secours à la *Jeune Suisse*, vu qu'elles semblaient sympathiser avec ses principes ». Au surplus, il s'informa, ainsi que le Conseil d'Etat valaisan l'en avait chargé, si les lettres de ce dernier, en date des 4 et 6 mai, étaient réellement parvenues au Vorort. Après le départ de de Courten, le Vorort délibéra pour savoir s'il fallait révoquer la mobilisation des troupes, « attendu qu'il semblait ressortir des pleins pouvoirs que le gouvernement de l'Etat du Valais avait communiqués à de Courten, que ce gouvernement ne souhaitait, pour l'instant, que la mise de piquet des troupes des autres cantons ». Mais comme le Vorort était d'avis qu'il subsistait encore un grave danger que de nouveaux actes de violence ne se produisent, il décida d'attendre encore l'arrivée de nouvelles plus rassurantes, et de maintenir la mise sur pied des troupes. Il fit part de sa résolution au capitaine de Courten.

Sur ces entrefaites, le bourgmestre Charles Burckhardt avait refusé sa nomination à titre de commissaire fédéral, pour des raisons de santé. Le Vorort nomma à sa place le vice-président du Grand Conseil bernois, l'ancien landammann Blösch de Burdorf, et il pria le canton de Berne de libérer Blösch de ses affaires officielles pour la durée de sa mission. Le grand-bailli Schmid fut chargé, pour le cas où Blösch déclinerait sa nomination, de se rendre immédiatement en Valais pour y agir conformément aux instructions qu'il avait reçues.

Dans la suite, Berne et Vaud refusèrent d'obtempérer aux injonctions du Vorort : Berne défendit la thèse selon laquelle une mesure aussi importante qu'une intervention fédérale armée « manquait d'un motif suffisant ». D'après le paragraphe 4 du pacte fédéral, les cantons n'étaient tenus à fournir un secours que si le canton qui le sollicitait avait requis de lui-même l'aide d'un autre canton. Or, le gouvernement valaisan n'avait pas encore formulé une telle requête. Le Vorort ne pouvait ordonner de son propre chef des mesures qui relevaient des attributions de la diète seule, sans posséder des pouvoirs spéciaux : mais la dernière diète fédérale de Lucerne ne les lui avait pas accordés. Le canton de Berne se refusa donc à mobiliser la troupe qu'on lui avait demandée et déclara qu'il n'autoriserait aucun passage de troupes sur son territoire tant que des ordres conformes au pacte ne justifieraient point cette mise sur pied. Vaud partagea cette manière de voir et fit valoir que les événements du Valais n'étaient pas assez graves pour justifier une intervention fédérale armée. Il appartenait donc à la diète fédérale de donner l'ordre de mobiliser des troupes fédérales. Toutefois, le canton de Vaud n'entendait pas faire de difficultés pour le passage de la cavalerie fribourgeoise qui devait accompagner les commissaires fédéraux.



Le Vorort, tout au contraire, défendit la thèse que, même sans pouvoirs spéciaux, sur la base des articles VIII et X du pacte fédéral, articles conférant au Vorort le soin de veiller à la sécurité extérieure et intérieure de la Confédération, ainsi que la direction des affaires fédérales en dehors des sessions de la diète, il était compétent pour ordonner une intervention fédérale. En même temps, le Vorort avisa son co-Vorort de Zurich des décisions qu'il avait prises et lui demanda de dire son avis. Par circulaire datée du 12 mai, le Vorort communiqua ses dernières décisions à tous les cantons et leur fit part de la correspondance échangée avec les cantons de Vaud et de Berne.

Entre temps, Blösch avait décliné son élection en qualité de second commissaire fédéral « parce qu'il était surchargé de trop d'affaires ». Le Vorort résolut alors d'envoyer en Valais le chancelier du canton de Lucerne, Bernard Meyer, « afin d'obtenir de lui un rapport précis sur la situation du pays et sur les événements importants qui s'y passaient ». Le Vorort décida également de nommer le chancelier Meyer, qui venait d'être désigné pour faire rapport sur les événements du Valais, à titre de second commissaire fédéral, en ce sens que, en cas d'urgence, il revêtirait ce caractère officiel et devrait fonctionner comme commissaire fédéral, si la présence de commissaires fédéraux s'avérait indispensable dans le canton du Valais et si le gouvernement de cet état lui en exprimait nettement le vœu. En vertu de cette décision, Meyer reçut pour mission de se rendre en Valais par le plus court chemin, pour faire rapport au Vorort sur la situation du canton, mais de n'entrer en scène, en qualité de commissaire fédéral, que « si la situation du canton du Valais évoluait de telle sorte que la présence de commissaires fédéraux parût vraiment indispensable, et que si, en ce cas, le gouvernement valaisan en exprimait nettement le désir ».

Le grand-bailli Schmid, qui se trouvait déjà à Fribourg, reçut l'avis d'y demeurer provisoirement, mais d'avoir à se rendre à Sion sans délai, sur demande éventuelle de Meyer « et sans consulter au préalable le Vorort ».

On enjoignit ensuite aux deux commissaires, pour le cas où, d'accord avec le gouvernement valaisan, ils estimeraient indispensable de faire pénétrer les troupes fédérales en armes, « d'avoir à inviter le gouvernement valaisan de s'adresser directement aux cantons dont il souhaitait un renfort, afin que les difficultés que les gouvernements de Berne et de Vaud avaient soulevées à propos de l'article IV du pacte, ne se reproduisent plus ». Le Conseil d'Etat du canton du Valais reçut le même avis et on lui notifia la mission de Bernard Meyer<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> Lettre du Vorort « Aux Président et Conseil d'Etat du canton du Valais, 13 mai 1844 » : « Nous désirons cependant que M. Meyer ne développe son caractère de commissaire fédéral que dans le cas où les événements vous feraient désirer la présence de commissaires fédéraux. »

Bernard Meyer se rendit aussitôt en Valais par la Gemmi et arriva à Sion le 15 mai. Chemin faisant, il s'entretint à Sierre avec Adrien de Courten, qui lui dit que « l'agitation arrivait à son paroxysme dans tout le pays et que le maintien de la légalité n'était plus possible sans que l'on n'en vienne aux mains ». Le Haut-Valais et le Centre étaient préparés, parfaitement équipés au point de vue militaire, et prêts à se lever comme un seul homme à l'ordre de l'autorité suprême.

Le comité libéral de Martigny avait, sur ces entrefaites, adressé une nouvelle proclamation au peuple valaisan : il y désapprouvait au plus haut point les mesures que le gouvernement avait prises, et soutenait que, contrairement à la déclaration du gouvernement qui prétendait ne point avoir provoqué l'intervention fédérale, les troupes étaient déjà en marche, chose qui n'aurait pu se produire sans une demande du gouvernement valaisan. Le comité invitait les citoyens à s'abstenir de toute provocation et de tout acte de violence, mais d'avoir « à se préparer en silence à obtenir justice du parjure et de la trahison <sup>14</sup> ».

Le 14 mai, le Grand Conseil, convoqué à Sion en séance extraordinaire, se réunit sous la présidence de Maurice de Courten, tandis que les six compagnies mobilisées pour protéger l'assemblée y avaient déjà fait leur entrée le 13 mai. Le Grand Conseil prit aussitôt connaissance du message du Conseil d'Etat sur la situation du pays et sur les mesures ordonnées par le gouvernement. Dans ce message, le Conseil d'Etat donnait un aperçu des récents troubles, notamment de ceux d'Ardon, de Fully, de Vérossaz et de St-Maurice ; il en rendait responsables en première ligne la presse, les sociétés politiques armées et les comités politiques. Le Conseil d'Etat s'élevait ensuite en termes virulents contre le manifeste du comité de Martigny, « cette proclamation incendiaire », accusant le gouvernement de parjure et de trahison. Il déclara à l'assemblée que les Conseillers d'Etat, devant de si graves accusations, avaient décidé à l'unanimité de résigner leurs fonctions, tant que le Grand Conseil ne leur aurait point accordé satisfaction : car il n'était pas vrai que le Conseil d'Etat avait requis la mise sur pied des troupes fédérales, puis demandé, par la suite, la révocation de cette mesure. Il était tout aussi faux d'affirmer qu'il eût réclamé l'arrivée des commissaires fédéraux : il avait uniquement prié le Vorort de mettre des troupes de piquet et réitéré la même demande auprès des cantons en question <sup>15</sup>.

On désigna une commission pour examiner ce message ; elle comprenait les députés Stockalper de la Tour, Luder, Bovier,

<sup>14</sup> La proclamation parut dans les deux langues nationales.

<sup>15</sup> Le Conseil d'Etat s'en prit au comité de Martigny avec une violence toute spéciale : « Le comité de Martigny, les attributions qu'il se donne, sont des actes du dernier degré d'inconstitutionnalité. »

Walter, de Preux, Amacker et Pignat. On soumit encore à cette commission la demande de démission que le conseiller d'Etat Torrent avait déposée entre temps.

La majorité de la commission, soit cinq membres, se prononcèrent en ce sens que le Conseil d'Etat, en demandant la mise de piquet des troupes fédérales, n'avait fait que remplir son devoir et s'était maintenu dans les limites de l'article IV du pacte fédéral : il était de son devoir de ne pas différer davantage la mise sur pied du contingent : « Le Conseil d'Etat a bien mérité de la patrie par les mesures qu'il vient de prendre pour le rétablissement de l'ordre et le reproche de trahison et de parjure dont la proclamation du comité de Martigny paraît lui faire l'application est un acte répréhensible, que la majorité de la commission désapprouve hautement<sup>16</sup> ». Les membres de la minorité de la commission, au contraire, dirent qu'ils trouvaient dérisoire que le Conseil d'Etat s'adressât au Grand Conseil en cette circonstance, alors qu'aucune accusation ne s'était élevée contre lui dans le Grand Conseil. Si le Conseil d'Etat avait été lésé, il n'avait qu'à s'adresser aux tribunaux, comme les personnes privées. Un membre de la commission ajouta que le rédacteur de la proclamation, Maurice Barman, avait déclaré que ces accusations n'avaient point été portées contre le Conseil d'Etat. La minorité de la commission désapprouva également la levée de troupes et la demande d'une intervention fédérale.

Le Grand Conseil se rallia aux déclarations et aux propositions de la majorité de la commission. Quant à la démission du conseiller d'Etat Torrent, il ne l'admit point et proclama que Torrent jouissait de la confiance générale.

Un membre de la commission déposa alors la motion suivante : « Le Conseil d'Etat est invité à présenter un préavis pour la suppression immédiate du comité de Martigny, comme rebelle et inconstitutionnel ». Dans un message complémentaire, le Conseil d'Etat déclara qu'après la satisfaction que le Grand Conseil lui avait accordée, il voulait bien reprendre ses fonctions et il proposa au Grand Conseil les mesures suivantes, à la suite du message du 13 mai : congédier les troupes mobilisées ; inviter la commune de St-Maurice à garantir le maintien de l'ordre et à veiller que l'activité de l'autorité ne soit point troublée ; enfin, proclamer l'urgence d'un décret prohibant les sociétés armées ou organisées militairement sans l'autorisation de l'Etat. On proclama aussitôt l'urgence de ce décret. Le même jour encore, le Conseil d'Etat soumit un projet à l'examen d'une commission. Le lendemain,

---

<sup>16</sup> Ce passage a été corrigé de la manière suivante le 17 mai, dans le protocole : « ... et que le reproche de traître et de parjure par lequel la proclamation du comité de Martigny lui fait allusion est un acte, etc... »

16 mai, on décida de ne pas siéger, mais de continuer à délibérer le 17<sup>17</sup>.

Pendant ce temps, Bernard Meyer s'était présenté auprès du président du Conseil d'Etat, Ignace Zen-Ruffinen, et lui avait fait part du but de sa mission ainsi que de la teneur de ses instructions. Zen-Ruffinen lui certifia « que le gouvernement n'avait jamais eu l'intention de faire appel aux troupes fédérales dans le pays, mais que l'on avait voulu uniquement intimider les anarchistes en requérant une intervention fédérale, suivie de la mise sur pied d'un bataillon de milices. On ne désirait pas non plus de commissaires fédéraux ; il put donc m'assurer que, si je n'insistais pas personnellement, le Conseil d'Etat ne demanderait jamais mon entrée en fonction comme commissaire fédéral<sup>18</sup> ». Bernard Meyer tenta alors de se mettre en rapport avec les membres influents de la majorité conservatrice du Grand Conseil : il leur conseilla de faire en sorte que le Grand Conseil décide l'occupation militaire de St-Maurice et la dissolution de la *Jeune Suisse*.

La réunion privée des membres de la majorité conservatrice du Grand Conseil, que l'on avait projetée, eut lieu l'après-midi du 16 mai et 39 députés y prirent part. Le chanoine de Rivaz déposa le projet d'une adresse au Grand Conseil : elle contenait des propositions énergiques destinées à rétablir l'ordre et le calme. La commission chargée de l'examen du message du Conseil d'Etat devait transmettre cette adresse au Grand Conseil. Toutes les personnes présentes la signèrent. Dans la nuit du 16 au 17 mai, les chefs conservateurs envoyèrent des messagers exprès « dans les vallées reculées des montagnes du Haut-Valais et du Centre, et appelèrent aux armes pour marcher sur Sion<sup>19</sup> ».

Le 17 mai, le Grand Conseil s'assembla de nouveau. Du côté libéral, on reprocha au Conseil d'Etat le fait que la copie de sa lettre au Vorort, du 11 mai, ne concordait pas exactement avec la lettre que les journaux avaient publiée. Mais le Conseil d'Etat

---

<sup>17</sup> Le chanoine de Rivaz et Bernard Meyer avaient provoqué cette décision ; ils voulaient réunir une conférence privée des députés conservateurs. Le 16 mai était jour de l'Ascension et jour férié. Voir Bernard Meyer, *op. cit.*, p. 35.

<sup>18</sup> Bernard Meyer, *ibidem*, p. 33. Cet auteur fait un tableau vivant, mais fort subjectif, des délibérations des hautes autorités et des événements qui suivirent.

<sup>19</sup> Au sujet de la mise sur pied des volontaires du Haut-Valais, voir la circulaire du président du dizain de Sierre, Adrien de Courten, aux communes du dizain de Sierre, du 17 mai 1844 : « En vertu d'une décision partante d'autorité supérieure et de la majorité des membres du Grand Conseil, injonction est faite à tous les corps de volontaires organisés du canton, de se rendre immédiatement après la réception du présent, à Sierre, pour de là marcher sous les ordres de M. le Commandant Guillaume de Kalbermatten. Chaque homme se pourvoira de vivres pour trois jours. »

déclara qu'à la suite d'une méprise du secrétaire, on avait omis quelques points secondaires dans le protocole des correspondances : toutefois, le contenu matériel des deux rédactions concordait absolument. La majorité du Grand Conseil se déclara satisfaite de cette explication. Mais le Conseil d'Etat vit un vote de méfiance dans les reproches qu'on lui avait faits : deux de ses membres, ainsi que le président du Conseil d'Etat, annoncèrent qu'ils quittaient le gouvernement. Mais le Grand Conseil ne tint pas compte de cette démission et passa à l'ordre du jour<sup>20</sup>.

Au cours de la session de l'après-midi du même jour (17 mai), on discuta les propositions du gouvernement concernant la commune de St-Maurice. La majorité de la commission exprima l'avis que, vu l'esprit révolutionnaire et la démoralisation qui régnaient dans cette commune, les mesures envisagées par le Conseil d'Etat étaient insuffisantes. Elle proposa donc d'adjoindre au Conseil d'Etat une commission militaire de 5 membres, destinée à envisager les moyens propres à rétablir l'ordre. Mais la minorité de la commission proposa de donner connaissance au conseil communal de St-Maurice du message du Conseil d'Etat et de le prier d'y répondre, afin que la commission puisse ensuite se prononcer sur des mesures éventuelles. Quant aux projets du Conseil d'Etat sur la répression des sociétés armées, la majorité de la commission proposa d'interdire notamment toute société politique que le Grand Conseil n'aurait pas reconnue.

Après cela, la commission soumit au Grand Conseil l'adresse signée et déposée la veille par 39 députés ; elle contenait les postulats suivants :

1. On adjoindra au Conseil d'Etat une commission de cinq membres.

2. Le Grand Conseil nommera un commandant en chef pour les troupes qui seront mobilisées.

3. On donnera pleins pouvoirs au Conseil d'Etat et à la commission gouvernementale pour prendre tous les moyens qu'elle jugera bons pour rétablir l'ordre, réparer les dommages causés et punir les coupables.

4. Le décret prohibant les sociétés armées doit s'appliquer à toutes les sociétés non reconnues par le Grand Conseil.

La lecture de cette adresse et la délibération qui suivit eut lieu à huis clos. Tandis que la majorité de la commission proposait d'accepter les projets, la minorité libérale se refusait à entrer en

---

<sup>20</sup> Les membres démissionnaires étaient Ignace Zen-Ruffinen, Gros et F. de Kalbermatten.

délibération, notamment parce que l'adresse de la commission n'avait pas été transmise régulièrement par le Grand Conseil.

Au cours des débats mouvementés qui suivirent, Maurice Barman fit état d'un ordre de mobilisation adressé à la *Vieille Suisse* et signé par Adrien de Courten : il interpella le gouvernement pour lui demander s'il avait donné cet ordre. Le Conseil d'Etat le nia. La majorité du Grand Conseil se rallia à la proposition de la majorité de la commission et décréta que l'on adjoindrait au gouvernement une commission de trois membres, et que l'on nommerait un commandant en chef de la Landwehr. A ce moment, les députés libéraux quittèrent la salle des séances<sup>21</sup>. L'assemblée ne comprenait donc plus que des conservateurs ; elle désigna comme membres de la commission gouvernementale Guillaume de Kalbermatten, Adrien de Courten et Antoine Luder, et leur conféra pleins pouvoirs pour désigner les troupes à mobiliser. Guillaume de Kalbermatten fut élu commandant en chef de la Landwehr. Sur demande du président du Conseil d'Etat, le Grand Conseil déclara qu'il entendait s'opposer à toute intervention fédérale. Puis on renvoya la séance jusqu'au lendemain.

Le même soir, les membres du comité libéral de Martigny, qui se trouvaient à Sion, appelèrent aux armes à leur tour tous les volontaires du Bas-Valais « pour mettre le chef-lieu du canton et le Bas-Valais à l'abri de l'invasion qui les menaçait ». Puis les chefs et les membres de l'opposition libérale quittèrent la ville et se rendirent dans le Bas-Valais la nuit même, pour rejoindre leurs troupes<sup>22</sup>.

Le matin du 18 mai, à 5 heures, le Grand Conseil se réunit à nouveau à huis clos et résolut d'adresser un ultimatum à St-Maurice, afin que cette ville garantisse le maintien de l'ordre public, ou qu'elle accepte alors une occupation militaire. On invita ensuite le Grand Conseil à élaborer un projet de loi prévoyant l'institution, pour tout le canton, d'« un seul tribunal » compétent pour juger tous les délits politiques et tous les crimes graves.

Dans le courant de la matinée, la nouvelle se répandit que la *Jeune Suisse* approchait de la capitale et que, de Sierre aussi, de fortes colonnes de Landwehr marchaient sur Sion, sous le commandement en chef de Guillaume de Kalbermatten. Une rencontre était inévitable, mais le Grand Conseil hésita encore et décida d'envoyer, auprès des troupes des deux parties, une délégation composée d'un

---

<sup>21</sup> Cette protestation de la minorité provoqua un tumulte général : sans l'intervention énergique du chanoine de Rivaz, le Grand Conseil se serait dissous.

<sup>22</sup> La majorité des députés conservateurs, très craintifs, se cachèrent dans les maisons privées ou s'enfuirent de Sion. Le président du Grand Conseil, Maurice de Courten, avait tout à fait perdu la tête. On redoutait un coup de main venant des nombreux Jeunes Suisses présents à Sion.

député par dizain, et d'arrêter leur progression. Il décida en même temps d'accorder aux deux troupes la solde et la subsistance aux frais de l'Etat<sup>23</sup>.

Entre temps, Kalbermatten s'était avancé jusqu'à St-Léonard avec ses volontaires et avait placé ses avant-postes devant Sion. De son côté, Maurice Barman se tenait à la tête de 800 volontaires du Bas-Valais : il avait passé le Pont de la Morge jusqu'à l'étang de Corbassières, où il fit halte et reçut la délégation du gouvernement, composée des députés Amacker et Ducrey. Ces derniers le prièrent de ne pas avancer davantage. Barman le promit, à la condition que Kalbermatten ne bougeât pas davantage non plus avec ses troupes. Puis il écrivit une lettre au gouvernement pour l'aviser qu'il avait appris que les volontaires organisés dans le Haut-Valais avaient été appelés aux armes au nom, mais à l'insu du Conseil d'Etat et de la majorité du Grand Conseil. C'est pourquoi, de son côté, il avait mobilisé les volontaires des dizains inférieurs, afin d'empêcher un coup de main contre la capitale. Il attendrait donc là où il se trouvait et pria le Conseil d'Etat de lui envoyer, en attendant, 1200 rations de subsistance.

Le Conseil d'Etat invita alors les deux chefs, Kalbermatten et Barman, à participer à un entretien avec lui l'après-midi. Entre temps, les commissaires envoyés auprès des Haut-Valaisans étaient de retour et assuraient que ces derniers avaient promis de faire halte. Ducrey retourna alors auprès de Barman et lui rapporta cette nouvelle.

Mais les Haut-Valaisans ne s'en tinrent point aux injonctions du gouvernement et entrèrent à Sion en bon ordre, l'après-midi du 18 mai ; la compagnie Calpini, qui avait reçu mission du Conseil d'Etat de garder la ville en direction de l'est, avait dû céder devant la supériorité numérique<sup>24</sup>. En peu de temps, on occupa les accès

---

<sup>23</sup> Le décret a la teneur suivante : « Sur la nouvelle qui est donnée que des troupes s'avancent sur le chef-lieu des deux parties du canton, une délégation d'un député par dixain est envoyée vers elles pour arrêter leur marche. Le Grand Conseil décide qu'elles seront nourries et soldées par l'Etat. » Bernard Meyer (*op. cit.*, pp. 42 et suiv.) donne une nette image de l'irrésolution et de la crainte qui régnaient. Il parle d'une « décision prise dans la crainte et dans la confusion ».

<sup>24</sup> Il est certain que le gouvernement n'avait donné aucun ordre d'effectuer cette entrée et n'en avait point connaissance. Voir Rilliet de Constant, *op. cit.*, p. 190 : « Non, le Conseil d'Etat était lui-même trompé ; à côté de lui un pouvoir occulte avait depuis quelque temps la suprême direction des affaires ». Mais l'exposé du Conseil d'Etat, dans son rapport aux Etats confédérés, en date du 13 juin, d'après lequel Barman aurait provoqué lui-même l'entrée des Haut-Valaisans parce que son aile gauche aurait inquiété Savièse, et son aile droite, Sion, doit être inexact. L'exposé le plus juste semble celui de Bernard Meyer, *op. cit.*, pp. 43 et suiv. : « L'envoi d'une députation pour arrêter les troupes elles-mêmes était, du reste, parfaitement inutile : les chefs militaires connaissaient trop bien l'importance qu'il y

de la ville et l'arsenal ; les troupes se rassemblèrent sur la Planta. Guillaume de Kalbermatten se présenta aussitôt devant le Conseil d'Etat et déclara qu'il ne reculerait plus, mais qu'il entendait mener la lutte jusqu'au bout<sup>25</sup>.

Avant le soir, toutes les troupes du Haut-Valais s'étaient concentrées à Sion. Une forte colonne occupa, le même soir, les hauteurs de Savièse, et forma l'aile droite de l'armée<sup>26</sup>. Devant une telle supériorité numérique, Barman se replia aussitôt avec ses volontaires jusqu'à Ardon. Entre temps, Joseph Torrent, avec deux canons et des volontaires de Monthey et de St-Maurice, était entré à Martigny pour y organiser la défense. Joris le suivait, avec des volontaires de Vouvry, de Port-Valais et de St-Gingolph, et un canon.

Rassuré par les importantes forces militaires qui occupaient Sion, le gouvernement, jusque-là hésitant et peu résolu, changea son attitude<sup>27</sup>, se rallia, avec la majorité conservatrice du Grand Conseil qui demeurait présente, aux troupes qui venaient de faire leur entrée, et ratifia ainsi après coup cette invasion illégale. Le 19 mai, le président du Conseil d'Etat proposa au Grand Conseil d'ordonner la dissolution des troupes qui demeuraient devant Sion et qui avaient été levées sans ordre de la part de l'autorité constitutionnelle ; en même temps, il pria l'assemblée de prendre toutes les autres mesures voulues.

Le Grand Conseil résolut alors d'adresser un ultimatum aux troupes du Bas-Valais et de conférer au surplus pleins pouvoirs à Guillaume de Kalbermatten pour la conduite des opérations militaires, pour rétablir l'ordre, et pour soumettre les rebelles au

---

avait à occuper Sion, et ils avancèrent en dépit de toutes les députations ; ils ne renoncèrent même pas à avancer lorsque l'on envoya contre eux, dans une attitude hostile, une compagnie de milices qui cantonnait à Sion. »

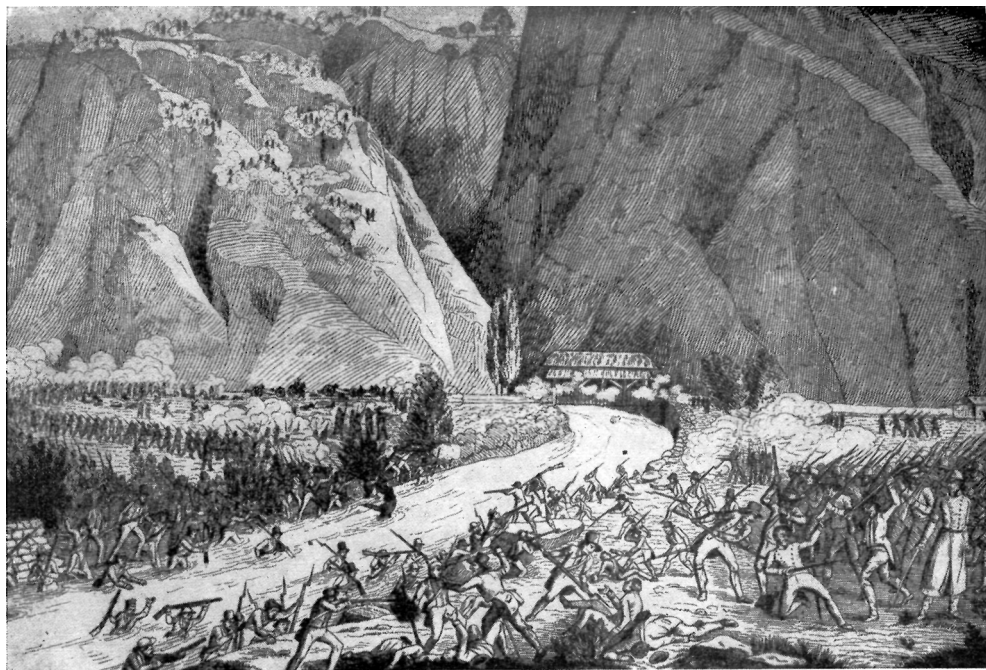
En ce qui concerne l'attitude du Conseil d'Etat devant l'entrée des Haut-Valaisans, voir L. Ribordy, *La réaction de 1843...* Ribordy publie la déclaration suivante du conseiller d'Etat Torrent : « Le conseiller d'Etat, chargé du Département militaire, soussigné, déclare et certifie que les hommes armés qui entrent en ce moment du Haut-Valais dans la ville de Sion, n'ont été ni rassemblés, ni mobilisés par ordre du Conseil d'Etat ou du Département militaire. Sion, ce 18 mai 1844, dans l'après-midi. Le conseiller d'Etat chargé du Département militaire, (Signé) Torrent » (p. 438).

<sup>25</sup> « Je suis maintenant ici, Messieurs et je ne reculerai point ! Je me laisserai mettre en pièces plutôt que de me retirer. Il faut liquider l'affaire et qu'elle prenne fin une bonne fois. » Voir Bernard Meyer, *op. cit.*, p. 46.

<sup>26</sup> Bernard Meyer, *op. cit.*, p. 47, estime que les troupes qui avaient fait leur entrée étaient au nombre de 9 ou de 10.000 hommes, ce qui doit être fortement exagéré. Kämpfen, *op. cit.*, p. 213, opine pour 3.000 hommes.

<sup>27</sup> Voir Bernard Meyer, *ibidem* : « Les membres du Conseil d'Etat s'étaient ressaisis de leur terreur ; le courage et la confiance revenaient dans leurs âmes trop faibles, en voyant la force importante et la résolution qui marquait ces troupes. »





J. Senn, **Combat au pont du Trient** (21 mai 1844)  
(Schweiz. Bilderkalender 1845)

gouvernement. Il conféra également à de Kalbermatten le titre et le rang de colonel.

Au cours de la session de l'après-midi du même jour, le Conseil d'Etat avisa le Grand Conseil, dans un message, qu'il avait porté les décisions du Grand Conseil à la connaissance du colonel de Kalbermatten. Mais ce dernier avait demandé que l'on renonçât à un ultimatum aux Bas-Valaisans, vu que cette mesure pouvait compromettre ses plans stratégiques en retardant la progression de son armée<sup>28</sup>. Le Conseil d'Etat proposa alors de faire occuper militairement St-Maurice et toutes les communes dans lesquelles des troubles s'étaient produits. Le Grand Conseil approuva ce projet et donna pleins pouvoirs à de Kalbermatten pour avancer à son gré et occuper les localités qu'il avait prévues dans son plan de campagne. Il se réserva néanmoins le droit de décider si les frais d'occupation seraient supportés par l'Etat ou par les communes en cause.

Puis le Grand Conseil ratifia la nomination, par le Conseil d'Etat, d'un conseil de guerre comprenant Eugène de Riedmatten, président, Antoine Luder, vice-président, Camille de Werra, Joseph Zermatten, le colonel Zen-Clusen, François-Etienne Perrig et Gaspard de Villa.

Au demeurant, les deux partis employèrent la journée du 19 mai à compléter leur organisation militaire et à prendre position près d'Ardon. Torrent et Joris venaient d'y faire leur entrée ; les Jeunes Suisses occupèrent le pont de Riddes, ainsi que la rive gauche du Rhône et les versants de la montagne jusqu'à Nendaz et Isérables.

Le même jour encore (19 mai), de Kalbermatten avança avec le gros de sa troupe sur la grand'route en direction d'Ardon ; son aile droite, commandée par Adrien de Courten, occupa les hauteurs de Savièse, tandis que l'aile gauche, sous les ordres du major de Roten, progressa sur les coteaux de la rive gauche du Rhône, afin de couper la retraite des Jeunes Suisses près du pont en dessous d'Ardon<sup>29</sup>.

Les Jeunes Suisses se trouvaient dans une situation très défavorable : les Haut-Valaisans leur étaient très supérieurs en nombre, beaucoup mieux armés et organisés d'une façon strictement militaire. Barman manquait d'effectifs, de vivres et de munitions ; dans les rangs de ses volontaires régnaient l'indiscipline et le désordre. Il fut avisé que les Vieux Suisses des vallées latérales des dizains d'Entremont, Martigny, St-Maurice et Monthey

---

<sup>28</sup> *Protocole du Grand Conseil*, 19 mai 1844 : « ... M. le Commandant a répondu que cette décision pourrait compromettre le plan de campagne en arrêtant le mouvement de l'armée. »

<sup>29</sup> De Roten n'arriva toutefois qu'après que l'ennemi se fût replié.



**Combat du Trient** (21 mai 1844) (Republikaner Kalender 1845)

(Gravure attribuée à tort à Martin Disteli, † 18 mars 1844)

s'étaient mis en marche en grand nombre et menaçaient de lui couper la retraite près des étroits défilés du Trient et de La Balmaz.

Devant cette dangereuse perspective, il décida de commencer la retraite. Le 20 mai au matin, il quitta Ardon et se retira avec 400 hommes environ sur la rive droite du Rhône, vers Martigny, tandis que Joris reculait sur Riddes, avec sa colonne, par la grand-route. De Kalbermatten entra à Ardon le même jour (20 mai), le matin, après un bref échange de coups de feu avec les troupes en retraite, et il se mit aussitôt à la poursuite de l'ennemi<sup>30</sup>. Mais il dut s'arrêter près du pont de Riddes, car la colonne Joris y avait mis le feu<sup>31</sup>. De Kalbermatten donna aussitôt l'ordre de le rétablir, mais on manquait du matériel voulu, on ne pouvait trouver de pontons dans tout le pays. La troupe ne parvint plus à progresser jusqu'au 22 mai.

Entre temps, les Jeunes Suisses étaient entrés à Martigny, dans la nuit du 20 au 21 mai. Les volontaires des dizains de St-Maurice et de Monthey poursuivirent leur avance au matin du 21 mai, sous la conduite de Maurice Barman et de Joris, bien décidés à rentrer dans leurs foyers<sup>32</sup>.

Mais lorsqu'ils voulurent forcer le passage vers le pont du Trient, près duquel les Vieux Suisses avaient pris position, sous la conduite de Jost de St-Maurice, depuis quelques jours déjà, ils furent reçus par un feu meurtrier de carabines et de fusils, et mis en déroute. 16 Jeunes Suisses furent tués et 20 environ, blessés<sup>33</sup>. Les autres s'enfuirent en désordre. Barman et Joris ne se sauvèrent qu'à grand'peine par les montagnes voisines du canton de Vaud.

Cette victoire assurait le succès définitif de la contre-révolution conservatrice. La plupart des chefs de la *Jeune Suisse*, et parmi eux le Dr Joseph Barman et le major Joseph Torrent s'enfuirent du canton<sup>34</sup>. De Kalbermatten fit son entrée à Martigny le 22 mai, à la tête de ses troupes, sans rencontrer de résistance. Il rédigea une

---

<sup>30</sup> Voir le rapport du colonel commandant au Conseil d'Etat, Ardon, 20 mai, 9 heures trente du matin : « Après une tirailerie d'un quart d'heure, nous nous sommes emparés de ce lieu au pas de charge, et ainsi qu'on me l'a assuré, nous avons contraint à fuir une colonne de 7 à 800 hommes... »

<sup>31</sup> Le pont fut anéanti à l'insu et contre la volonté des chefs.

<sup>32</sup> M. Barman, *op. cit.*, pp. 27 et suiv., et Ribordy, *La réaction*, pp. 478 et suiv. « Après l'envahissement de Sion par la *Vieille Suisse*, les chefs libéraux ne songèrent plus qu'à la retraite. » Barman et Joris avaient connaissance du poste des Vieux Suisses au Trient, mais ils espéraient pouvoir forcer le passage grâce à une attaque menée de deux côtés à la fois.

<sup>33</sup> Parmi les morts se trouvaient le commandant Hyacinthe de Nucé, de St-Maurice, le lieutenant Didier Parvex, de Collombey et Alfred de Werra, de St-Maurice.

<sup>34</sup> Barman et Torrent s'enfuirent par les montagnes vers Chamonix et, de là, passèrent à Genève.

proclamation invitant les citoyens à conserver le calme et à déposer toutes les armes. Après avoir nommé le colonel Taffiner de Reckingen en qualité de commandant de la place<sup>35</sup>, il avança le 23 mai avec 2000 hommes vers St-Maurice et, de là, occupa Monthey et la frontière en direction de Vaud<sup>36</sup>. Mais peu de jours après, on licencia la plupart des troupes, car aucune résistance n'apparaissait. Le 30 mai de Kalbermatten rentra à Sion avec les dernières troupes. Toute cette occupation s'était passée en bon ordre et sans violences<sup>37</sup>.

---

<sup>35</sup> Taffiner conquist l'estime des bas-valaisans à Martigny grâce à sa modération.

<sup>36</sup> Kalbermatten craignait de nouveaux troubles de la part des Jeunes Suisses qui s'étaient enfuis en direction de Vaud.

<sup>37</sup> Voir L. Ribordy, *La réaction*, p. 484 : « A part les arrestations arbitraires exigées par les Vieux Suisses les plus ardents, et concédées par les chefs militaires, on s'est plu à reconnaître que le commandant de Kalbermatten avait fait observer à sa troupe une sévère discipline... »

## CHAPITRE VIII

### Consolidation de la victoire conservatrice

#### La Constitution du 14 septembre 1844

La sanglante victoire des conservateurs au Trient provoqua une tempête d'indignation parmi les populations libérales de la Suisse. Les mécontents s'en prirent généralement au Vorort, auquel on reprochait d'avoir favorisé et encouragé de façon unilatérale, par son attitude, les plans des conservateurs valaisans. Dans toute cette affaire, le Vorort s'était comporté certainement de manière équivoque : au lieu d'envoyer des commissaires, comme on l'avait prévu tout d'abord, en vue d'une médiation au sein du canton divisé, le Vorort s'était contenté d'envoyer Bernard Meyer à titre de simple observateur privé et de rapporteur. Sans doute, quand il eut reçu le rapport de Bernard Meyer, daté du 17 mai, sur la situation menaçante du canton, il avait ordonné, le 19 mai, à Bernard Meyer et à l'ancien landammann Schmid à Fribourg, de fonctionner immédiatement en qualité de commissaires fédéraux ; en même temps, il avait demandé aux Etats de Fribourg, de Vaud et de Genève « de prendre les mesures appropriées pour que les cantons de Fribourg et de Vaud fassent marcher chacun un bataillon d'infanterie, et Genève, une compagnie d'artillerie, aussitôt que le Vorort, ou le gouvernement valaisan, ou le commissariat fédéral le demanderaient ». Mais ces directives étaient parvenues trop tard : la guerre civile avait déjà éclaté et s'était terminée par la victoire des conservateurs<sup>1</sup>. Bernard Meyer ne reçut cet ordre que le 21 mai ; il gagna St-Maurice en même temps que le commissaire Schmid et se rendit à Sion avec lui et avec le chef des troupes fédérales qu'on avait mises sur pied, le colonel de Salis, « mais, dit-il, il n'y avait plus rien à faire pour nous, si ce n'est d'attendre que le Vorort ne nous rappelle ».

Après la défaite des libéraux au Trient, le canton de Vaud pria le Vorort de convoquer immédiatement une diète fédérale extra-

---

<sup>1</sup> Bernard Meyer, *op. cit.*, p. 53, pense que le Vorort était de connivence avec ce retard, mais qu'il espérait écarter tout soupçon au moyen de cette intervention tardive : « Je démasquai aussitôt ce jeu déloyal, qui me révolta. »

ordinaire et de mobiliser des troupes ; il délégua aussi le conseiller d'Etat Ruchet en Valais, avec mission d'y négocier. Dans une circulaire, Vaud invita encore les autres Etats à appuyer sa demande de convocation d'une diète fédérale extraordinaire. Par la suite, les Etats de Glaris, Schaffhouse, Argovie, Tessin, Vaud et Bâle-Campagne se joignirent à cette demande de convocation, tandis que le gouvernement valaisan protestait, dans une circulaire à l'ensemble des Etats confédérés, contre cette convocation et contre la mise sur pied de troupes. Le 7 juin, le gouvernement valaisan demanda au Vorort de bien vouloir rappeler du Valais les commissaires.

La diète fédérale, qui siégea du 25 au 28 juin 1844, décida à une faible majorité, de « n'intervenir en aucune manière dans les affaires inférieures du canton du Valais ». Au cours de la diète fédérale ordinaire de juillet qui suivit, le Vorort et Bernard Meyer en particulier essuyèrent d'amers reproches de la part des radicaux et des libéraux. 7 Etats seulement se prononcèrent en faveur de la proposition du canton d'Uri tendant à « approuver comme conforme au pacte, l'attitude du Vorort au cours des événements du canton du Valais ». 9 Etats, au contraire, votèrent contre cette motion, et 8 Etats votèrent un blâme à l'adresse du Vorort « parce que le chancelier d'Etat Meyer de Lucerne avait reçu la double mission de rapporteur pour le Vorort et de commissaire fédéral dans le canton du Valais ». La députation de l'Etat de Schaffhouse déclara expressément dans le protocole que son Etat estimait que Bernard Meyer n'avait pas rempli ses obligations de commissaire fédéral en Valais.

Pendant ce temps, le parti victorieux en Valais s'était efforcé de consolider profondément la prépondérance qu'il avait conquise, et d'éliminer, une fois pour toutes, de la vie publique du canton, l'influence des radicaux. Le 20 mai, à la suite de la convocation extraordinaire du 14 mai, le Grand Conseil se réunit en assemblée ordinaire. Dès que la défaite définitive des Jeunes Suisses fut un fait acquis, il se retourna contre les vaincus avec une rare violence, et prit une série de décisions politiques lourdes de conséquences.

Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil décida aussitôt d'exiger une contribution s'élevant à un total de 14.600 fr., de la part des communes rebelles de Martigny, Fully, Saillon, Leytron, Charrat, Saxon, Riddes, St-Maurice, Collonges, Massongex et Monthey. Il déclara en même temps que tous ceux qui avaient pris les armes contre le gouvernement, ou qui avaient contribué à le faire, seraient tenus pour rebelles. On arrêterait et on incarcérerait les chefs des bandes armées. Un conseil de guerre composé de 5 membres serait compétent pour juger les coupables.

Le 24 mai, le Grand Conseil porta un décret prononçant la dissolution de la *Jeune Suisse*, obligeant tous les Jeunes Suisses

à déclarer expressément, dans leurs communes, devant des commissions spéciales, « qu'ils renonçaient à la dite société », et les contraignant à déposer les armes. Par un autre décret du même jour, il frappait d'interdiction le journal radical, l'*Echo des Alpes*, et faisait saisir les numéros de cette feuille qui pouvaient encore subsister.

Le Grand Conseil adopta encore une loi sur l'institution du tribunal central, un tribunal politique d'exception, qui devait se composer de 7 membres et connaîtrait de tous les délits politiques ou connexes. Le Grand Conseil devait nommer ce tribunal ; contre les sentences de ce tribunal central, on pourrait interjeter appel auprès du tribunal cantonal d'appel<sup>2</sup>. Le Grand Conseil édicta par la suite une loi sévère sur la presse, par laquelle il punirait très strictement les articles de presse contraires à la religion, aux bonnes mœurs, ou excitant à renverser l'ordre politique<sup>3</sup>.

Non content de ces mesures, le Grand Conseil élaborait, le 29 mai, en complément de son décret du 22 mai, un nouveau décret « sur la prise d'armes en mai 1844 » ; il y qualifiait de rebelles contre la patrie les dirigeants et les chefs de la *Jeune Suisse*, les commandants « des troupes insurgées, constituées irrégulièrement », les membres du conseil de guerre et les « membres du comité de Martigny » ; ce décret portait qu'ils devaient être arrêtés immédiatement et condamnés comme rebelles. Le 5 juillet, en exécution de ce décret, le Conseil d'Etat lança un mandat d'arrêt contre les chefs libéraux et radicaux les plus importants, notamment contre Maurice et Joseph Barman, Joris. Dufour, Abbet, Morand, Fumet, Filliez, Joseph Torrent et le major Crettex.

Le même jour, 5 juin, le Grand Conseil résolut d'interdire toute société politique qui ne serait pas approuvée par le Grand Conseil ; les contrevenants seraient frappés de la privation des droits civiques pour deux ans au moins et dix ans au plus ; on prévoyait en outre une amende de 50 à 100 francs. A la suite de ce décret, le 21 août, le Conseil d'Etat prit un arrêté « prohibant les réunions d'individus tant valaisans qu'étrangers sous un signe quelconque de ralliement comme drapeau, etc., non approuvé par les lois ».

Entre temps, le conseiller d'Etat Torrent avait présenté sa démission ; il fut remplacé, le 29 mai, par Guillaume de Kalbermatten.

Le 4 juin, le Grand Conseil décida de se réunir en assemblée extraordinaire en août, afin de procéder à une révision de la

---

<sup>2</sup> Ce tribunal rencontra des adversaires même parmi les conservateurs. Les juges nommés par le Grand Conseil repoussèrent leur nomination et ne l'acceptèrent que sur les instances répétées du gouvernement.

<sup>3</sup> On prévoyait, pour les délits de presse contre la religion ou l'Etat, la peine d'emprisonnement d'un mois à un an et une amende de 100 à 300 francs.



constitution. Le Grand Conseil s'occupa aussitôt après d'une loi sur l'enseignement primaire, qui devait faire l'objet d'une nouvelle délibération, parce que le Conseil d'Etat avait fait usage de son droit de veto dans la session de novembre 1843. Cette loi fut adoptée, cette fois-ci, avec de minimes amendements <sup>4</sup>.

Lors des délibérations sur les instructions des députés à la diète fédérale, le Grand Conseil prit l'importante résolution de se rallier au manifeste des cantons catholiques de Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug et Fribourg, daté du 1er février 1844, et il chargea la députation de l'Etat du Valais de voter en faveur du rétablissement de tous les couvents argoviens qui avaient été supprimés. Après quoi, le Grand Conseil résolut d'envoyer des délégués à toutes les assemblées et conférences qui se tiendraient dorénavant dans le but de rétablir les couvents argoviens, de sauvegarder les droits confessionnels et les droits garantis par l'article 12 du pacte fédéral. Les délégués devaient prendre part aux délibérations et se rallier aux mesures que l'on envisagerait, toutefois sous réserve de l'approbation du Grand Conseil, pour autant qu'il s'agirait de mesures coercitives. Le Conseil d'Etat reçut pleins pouvoirs pour désigner les députés ad hoc, pour le cas où des conférences auraient lieu avant la prochaine session du Grand Conseil <sup>5</sup>.

L'évêque de Sion décida de célébrer le 2 juillet un office solennel à l'occasion du rétablissement de l'ordre et de la sécurité publique dans le pays. Par arrêté du 26 juin, le Conseil d'Etat décida que toutes les autorités prendraient part à ce service divin.

Le 29 août, le Grand Conseil se réunit en session extraordinaire afin de délibérer sur la revision constitutionnelle que l'on avait décidée le 4 juin. Il s'occupa en outre de savoir si les députés bas-valaisans, frappés par le décret du 30 mai 1844, pourraient continuer de siéger au Grand Conseil <sup>6</sup>. Le Grand Conseil décida de suspendre de leurs fonctions tous les membres qui étaient frappés par ce décret, ainsi que ceux qui auraient quitté le Grand Conseil de leur propre chef, « pour se rallier à la bande révolutionnaire, et ceux qui ne pourraient se justifier ni donner leur parole d'honneur qu'ils n'étaient visés par aucun des articles de ce décret ».

Le Conseil d'Etat déposa ensuite un message daté du 29 août, dans lequel il ne se prononçait point sur la question de la nécessité

---

<sup>4</sup> Tout à l'opposé du projet de 1840, cette loi accordait au clergé, et surtout à l'évêque, d'importants droits de surveillance et de représentation.

<sup>5</sup> L. Ribordy (*Le Sonderbund en Valais 1844-1847*, dans *Politisches Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft*, II, Berne, 1887, p. 613) observe non sans raison que ces décisions marquent un tournant capital pour les événements ultérieurs du Sonderbund.

<sup>6</sup> Il s'agissait des députés Joseph et Maurice Barman, Joseph Abbet, ainsi que des suppléants Ribordy, Morand, Giroud et Saudan.

d'une revision constitutionnelle, mais attirait l'attention du Grand Conseil sur la portée d'une telle entreprise : « Il est sans doute bien plus aisé de démolir les institutions de notre société que de réunir les éléments ou les matériaux nécessaires à son édification. »

On soumit ce message à l'examen d'une commission. Après avoir entendu son rapport, on vota à l'unanimité, le 30 août, la revision de la constitution du 3 août 1839. Le Conseil d'Etat déposa alors un projet de revision, accompagné d'un message. On élut un comité pour l'examiner ; ce comité comprenait 14 membres ; chaque dizain, ainsi que le clergé, y avait son représentant.

On délibéra rapidement sur le projet qui avait été déposé : le 14 septembre déjà, le Grand Conseil adopta la constitution après une seconde lecture. Cette nouvelle loi fondamentale de l'Etat exprime naturellement la conviction que l'on avait passé un tournant décisif pour le destin politique du pays. Elle comporte deux caractéristiques conservatrices très sensibles : d'une part, on renforça considérablement les droits du clergé et la position de l'Eglise dans l'Etat ; d'autre part, le système démocratique y reçut une extension importante.

Tout comme la précédente, la nouvelle constitution déclarait que la religion catholique était religion de l'Etat. La constitution de 1844 disposait qu'elle seule pouvait avoir un culte, tandis que l'ancienne constitution ne lui avait concédé que le culte public à titre de droit exclusif. Lors des délibérations sur cet amendement, quelques membres avaient signalé le danger d'une trop grande intolérance et la possibilité de représailles de la part des cantons protestants. On montra aussi qu'il était dans l'intérêt de la morale publique de procurer aux personnes d'autres confessions la possibilité de remplir leurs devoirs religieux : mais on ne tint aucun compte de ces avis. Dans son article 3, la nouvelle constitution garantissait les droits du clergé séculier et régulier et le maintien des corporations et des chapitres religieux existant dans le canton. Lors des délibérations sur cet article, l'adjonction proposée par le Conseil d'Etat, selon laquelle un concordat avec le St-Siège fixerait les charges que le clergé serait appelé à supporter, donna lieu à une vive discussion : on repoussa l'adjonction du Conseil d'Etat, en tout premier lieu parce que le nombre des ecclésiastiques que pouvait concerner un tel concordat était trop petit, et parce que des difficultés pouvaient surgir au moment de son application.

La constitution disposait encore que l'on devait confier uniquement à des ecclésiastiques l'instruction qui se donnait dans les trois collèges de Sion, St-Maurice et Brigue (article 11, al. 2). Au surplus, la nouvelle constitution maintenait le principe de la représentation du clergé en tant que corps, en lui accordant deux représentants au Grand Conseil (article 22) et en disposant que l'évêque était de droit membre du Grand Conseil à côté de ces deux

représentants (article 21). On se rapprochait ainsi considérablement des vœux que le clergé avait formulés solennellement en 1839.

Au point de vue politique, la nouvelle constitution renforçait amplement les principes démocratiques : elle accordait aux citoyens du canton, qui n'avaient pas encore acquis le droit de cité dans une commune, le droit de participer aux assemblées primaires après un an déjà, au lieu de cinq. Elle annulait la disposition d'après laquelle les non-bourgeois ne pouvaient constituer plus d'un quart de l'assemblée primaire. Elle fixait ensuite à 23 ans l'âge requis pour exercer des fonctions publiques ; il fallait toutefois 30 ans révolus pour exercer les charges de conseiller d'Etat, de membre du tribunal d'appel ou du tribunal central (article 68). L'innovation démocratique la plus importante contenue dans la constitution de 1844 était le referendum législatif obligatoire : toutes les lois, les capitulations militaires, les décrets sur les finances et l'octroi de la nationalité cantonale devaient être soumis à l'approbation des assemblées primaires (article 71). En matière législative, la position du Grand Conseil et du Conseil d'Etat subit un changement : la constitution de 1839 avait accordé au Conseil d'Etat un droit d'initiative auprès du Grand Conseil, et lui reconnaissait encore un droit de veto contre les amendements que le législatif apportait à ses projets ; mais la constitution de 1844 confiait exclusivement au Grand Conseil l'initiative en matière de législation, la délibération et les décisions en vue d'accepter ou de rejeter les projets. La préparation des projets de lois incombait maintenant au Conseil d'Etat exclusivement (article 37). On laissa tomber son droit de veto. Il obtint par contre deux nouvelles attributions administratives, à savoir le droit de suspendre de leurs fonctions les autorités administratives inférieures en cas d'insubordination, sous réserve de rapport au Grand Conseil, et en second lieu, le droit d'ordonner la détention comme mesure préventive.

Dans ses autres dispositions, la constitution de 1844 ne différait pas essentiellement de celle de 1839.

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos du traducteur . . . . .	453
Préface . . . . .	455
Chapitre I. — Luittes du Bas-Valais pour parvenir à l'égalité politique de 1815 à 1840 . . . . .	457
Chapitre II. — La Constitution du 12 mai 1815 et la Constitution du 3 août 1839 . . . . .	478
Chapitre III. — La législation libérale des années 1840 et 1841. La résistance du clergé à la loi sur la répartition des taxes militaires et à la loi sur l'instruction publique .	492
Chapitre IV. — Les débuts et le développement du radicalisme en Valais . . . . .	504
Chapitre V. — Position adoptée par le Valais dans l'affaire des couvents d'Argovie . . . . .	515
Chapitre VI. — Les événements politiques de 1843. Réaction conser- vatrice. Antagonisme croissant . . . . .	531
Chapitre VII. — La contre-révolution conservatrice au début de 1844 .	550
Chapitre VIII. — Consolidation de la victoire conservatrice. La Consti- tution du 14 septembre 1844 . . . . .	572

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Combat à Grimisuat (1 <sup>er</sup> avril 1840) par Martin Disteli, ( <i>Schweiz. Bilder- kalender 1841</i> ) . . . . .	473
Joseph-Hyacinthe Barman (1800-1885), Premier président du Grand Conseil 1840-1841 . . . . .	495
Maurice Barman (1808-1878), Commandant en chef des troupes bas- valaisannes en 1840 et en 1844 . . . . .	495
Combat au pont du Trient (21 mai 1844) par J. Senn, ( <i>Schweiz. Bilder- kalender 1845</i> ) . . . . .	567
Combat du Trient (21 mai 1844) ( <i>Republikaner Kalender 1845</i> ) (Gravure attribuée à tort à Martin Disteli, † 18 mars 1844) . . .	569